

Deux courants révolutionnaires viennent de fusionner pour constituer un même groupe. Il s'agit de la Ligue Socialiste des Travailleurs, section française de la Ligue Internationale des Travailleurs, et de Voix des Travailleurs, tendance issue de Lutte Ouvrière. Cette unification est un pas modeste mais réel dans le regroupement des marxistes révolutionnaires. Elle s'inscrit dans le cadre d'une politique visant à créer un pôle de tous les révolutionnaires afin de jeter les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire. Je voudrais dans cet article resituer cette orientation politique dans le cadre de l'évolution sociale et politique des trois dernières années.

# Après le tournant des années 1995-1997, quelles sont les perspectives pour le mouvement ouvrier ?

## SITUATION OBJECTIVE

## ET PRISE DE

## CONSCIENCE :

## L'ANNÉE 1995

Il faut d'abord expliquer ce qu'a été l'évolution politique des militants à l'origine de Voix des Travailleurs, en tant que tendance issue de Lutte Ouvrière, c'est-à-dire avant la fusion avec les camarades de la Ligue Socialiste des Travailleurs (LST). Décrire rapidement notre parcours, notre « petite histoire », vise seulement à mettre en relief les possibilités qui s'offrent à tous les révolutionnaires

de jouer un rôle politique concret dans la période à venir. Nous voulons que chacun puisse juger, critiquer ou s'inspirer à son gré de nos raisonnements et de notre démarche. Si nous nous sommes retrouvés dans une situation particulière, notre démarche ne visait à aucune originalité mais elle a été étroitement liée au tournant de la situation objective qui s'est amorcé en 1995. Ayant été exclus de Lutte Ouvrière en mars dernier, nous avons pu toucher du doigt ce que sont les carences de la direction de cette organisation. Mais avant d'aborder ce qu'ont été la reculade et le repli secondaire de la direction de LO, il est né-

cessaire de comprendre pourquoi en 1995 la porte-parole de cette organisation a obtenu un succès inédit pour une candidate révolutionnaire avec un score de 5,3 % soit 1 million 600 000 voix. Pour nous, militants de LO à l'époque, notre organisation avait mené une bonne campagne à laquelle nous avons participé avec enthousiasme, sur des axes politiquement justes, correspondant bien aux préoccupations des travailleurs. Notre appréciation de cette campagne n'a d'ailleurs pas changé depuis. Il faut ajouter que l'impact de cette campagne est allé bien au-delà du nombre de voix qui se sont portées sur le nom d'Arlette Laguiller.

Ce résultat s'inscrivait dans une évolution de la situation sociale qui s'était amorcée avec les grèves de l'automne 1994. A la fin de cette même année la désaffection d'une partie des travailleurs à l'égard des partis de gauche se traduisait dans les entreprises par de fréquentes réflexions d'électeurs du PC ou du PS affirmant ouvertement qu'aux prochaines présidentielles, ils voteraient « Arlette ». Cela était d'autant plus notable que LO n'avait pas encore formulé le programme qu'elle allait défendre dans la campagne.

Dans les premiers mois de l'année 1995 différents scandales financiers ont indigné bien des travailleurs et jeté le discrédit sur les capitalistes et les politiciens à leur service. De nouvelles grèves avaient éclaté notamment à Renault-Flins alors que la campagne des présidentielles battait déjà son plein. Bien des travailleurs prenaient conscience que les sacrifices que gouvernants et patrons leur demandaient étaient inutiles pour s'en sortir ou même pour éviter d'être licencié. Cela se traduisait aussi par un méfiance plus marquée à l'égard des dirigeants du Parti socialiste et

du Parti communiste. Parallèlement dans la plupart des villes les meetings avec Arlette Laguiller connaissaient une affluence record et l'on y notait la présence de jeunes en nombre assez important.

A l'exception de certains groupes, notamment la LST, l'A.R.T et la tendance R ! de la LCR, une bonne partie des militants d'extrême-gauche percevaient mal ces changements. Ils restèrent prisonniers de leurs habitudes sectaires à l'égard d'un autre groupe révolutionnaire, en l'occurrence LO, et de leurs habitudes suivistes à l'égard des partis de gauche ou écologistes, tous bien intégrés à la société bourgeoise. Ils avaient donc préféré appeler à voter pour Hue, Jospin ou Voynet.

Grâce à un travail en profondeur depuis longtemps en direction du monde du travail et à des efforts énergiques de recrutement en direction de la jeunesse dans les années 80, LO avait réussi à maintenir ses effectifs et à élargir son influence dans une période de recul de la classe ouvrière et de discrédit des idées socialistes et communistes. Ce qui était alors notre organisation avait mieux tenu à tous égards que les autres groupes révolutionnaires. Pour ces raisons et d'autant plus après le succès à notre échelle de la campagne de 1995, nous avions la conviction (qui s'est avérée illusoire plus tard) que LO était l'organisation la mieux à même d'être le pôle autour duquel pourraient à l'avenir se regrouper tous les militants voulant construire un parti ouvrier révolutionnaire.

L'appel d'Arlette Laguiller le soir du premier tour à construire un parti défendant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs et des exclus allait dans ce sens et comblait nos vœux. Il est vrai que simultanément la direction de LO refroidissait

toute velléité d'emballlement gauchiste (au demeurant inexistant dans nos rangs) en déplorant qu'Arlette n'ait eu que 5 % des voix. D'après elle il aurait fallu qu'elle fasse au moins 10 % pour qu'un afflux de travailleurs vers LO permette de construire le parti.

### UN SUCCES MAL ASSUMÉ

#### PAR LA DIRECTION DE L.O.

Il y avait une certaine duplicité dans ce raisonnement qui nous mettait mal à l'aise sans que nous ayons été capables de nous le formuler clairement. En substance, la direction de LO disait à ses militants : « Il faut foncer mais sans y croire ». Le pied fut donc mis sur l'accélérateur pour vérifier dans un maximum d'endroits l'écho rencontré par l'appel à construire le parti. Un supplément gratuit de quatre pages conçu pour être mensuel et visant un large public populaire ouvrier fut lancé. Mais d'autres éléments dans l'attitude de la direction de LO préfiguraient son freinage et son recul ultérieur. Les militants de la LST et de la tendance R ! qui s'adressèrent à elle en vue d'une collaboration furent éconduits. On leur répondit en substance : « Les électeurs d'Arlette n'appartiennent à personne. Adressez-vous à eux de votre côté et on verra plus tard ». Il était clair pour la direction de LO que tous ces « gauchistes » voulaient profiter indûment du succès d'Arlette. Derrière sa politesse narquoise, il y avait bel et bien une attitude sectaire en contradiction avec les perspectives qui s'ouvraient. Elle était aussi en contradiction avec une bonne partie de ce qui nous était apparu dans le passé comme une politique unitaire juste. LO avait à plusieurs reprises notamment après 1968, dans les années 70 et encore

en 1985 et 1986 su proposer la collaboration, voire l'unité à d'autres organisations révolutionnaires.

A notre niveau, celui de deux groupes de province parmi d'autres, nous avons vérifié au travers de nos activités quelles étaient les possibilités de gagner des travailleurs à la perspective de construire avec eux le parti. Sans être extraordinaire, l'écho de l'appel d'Arlette nous est apparu important et durable, que ce soit dans les activités quotidiennes, les campagnes à des élections partielles, les caravanes politiques d'été ou les meetings avec Arlette Laguiller qui ont suivi les présidentielles. Certes nous n'avons pas rencontré d'emblée ce que la direction de LO appelait ultérieurement « de la graine de militants ». La formation sérieuse que nous avions reçue à LO ne nous prédisposait pas à avoir cette vision sommaire et utopique consistant à croire qu'avec un succès politique nous pouvions assister à un afflux de « graine de militants » toutes faites. Mais ce fut un argument qu'on nous opposa ensuite pour justifier le repli sur soi de LO et le fait que l'appel au parti n'avait été que purement propagandiste : « Il avait bien fallu dire quelque chose le soir du premier tour... ».

Pendant encore un an, de l'été 1995 à l'été 1996, la direction de LO n'avait pas encore fait le choix net de remballer la politique consistant à donner un contenu concret immédiat à l'appel d'Arlette. Il faut dire que l'évolution sociale venait de plus en plus contredire la vision de la direction de LO considérant que nous vivions toujours une période où rien de fondamental ne changeait et où la classe ouvrière poursuivait son recul et sa démoralisation. Le hiatus entre son analyse et la réalité était flagrant au moment du mouvement de no-

vembre-décembre 1995. Là encore il y eut une certaine duplicité dans l'attitude de la direction de LO à l'égard de ce mouvement. D'une part les militants étaient censés y participer à fond et se coordonner entre eux, d'autre part il était brutalement décrété que le mouvement n'avait existé et n'avait pris ses formes dynamiques que par la volonté stricte des directions syndicales. La direction de LO insistait lourdement sur les limites du mouvement. Il n'était pas question que les militants s'enthousiasment par trop pour un mouvement dont dès le début, elle se pré-occupait avant tout de savoir comment il se terminerait.

S'il est incontestable que les directions syndicales n'ont été que très peu débordées par les grévistes, il était abusif d'affirmer que les travailleurs ne faisaient que les suivre. Au lieu de se réjouir et surtout de comprendre le tournant qui s'opérait dans la conscience d'une fraction de la classe ouvrière dont ce mouvement et le score d'Arlette Laguiller étaient des preuves évidentes, la direction de LO estima que ces raisins étaient trop verts pour mériter d'être cueillis. Le mouvement de novembre-décembre 95 n'eut même pas droit d'être analysé dans une brochure, contrairement à des mouvements de grève de bien moindre envergure auxquels des militants de LO avaient participé dans les années antérieures. Il fallut se contenter d'une chronologie décousue du mouvement dans le mensuel La Lutte de Classe qui n'avait rien d'éclairante sur ce qu'on venait de vivre. Cela dénotait là encore une certaine crainte devant des événements dont la direction de LO n'osait pas tirer toutes les leçons en les reliant à celles de la campagne des présidentielles.

## VERS LE REPLI SECTAIRE

En dépit de cela les meetings avec

Arlette Laguiller continuaient à attirer beaucoup de travailleurs. Cela était d'autant plus remarquable que le contexte électoral avait disparu. Mais après le coup d'arrêt de l'été 1996, le principal dirigeant de LO décréta que c'était par simple curiosité à l'égard d'Arlette et que de toute façon l'impact n'était pas « comptabilisable ». C'était une façon de dévaloriser les efforts des militants de LO et la politique qu'ils défendaient au profit du charisme personnel de la porte-parole de LO. Estimant qu'on avait suffisamment vérifié qu'il n'y avait pas de répondant à l'appel à construire le parti, ce même dirigeant estima que cela ne valait plus la peine de sortir le supplément de « quatre pages » dont la parution devenait de plus en plus rare ; d'ailleurs ajoutait-il « on n'en avait pas la force » puisque de toute évidence seules trois ou quatre personnes, pour ne pas dire une seule, étaient susceptibles de le rédiger...

L'analyse que certains, parmi les futurs exclus de LO, commençaient à ébaucher dans leur tête à partir des données de leur activité pratique démentait tout cela. L'un d'eux s'adressa dans plusieurs lettres au principal dirigeant de LO pour lui faire part de ses interrogations sur la politique pour le moins ambiguë de LO. Nous ne reviendrons pas ici sur les différents épisodes qui ont conduit ensuite à l'exclusion de près de 10 % de LO en mars 1997. Mais ce qu'il faut retenir c'est que la direction refusa de répondre à ces lettres et d'ouvrir un débat sur le fond. Tout fut déporté sur le terrain moraliste des « comportements inadmissibles ». Pour paraphraser Trotsky dans Leur morale et la nôtre, la direction de LO sécréta de la morale en quantité double, « de même que les gens transpirent davantage quand ils ont peur ». Avec ce rideau de fumée qui ne fit que

s'épaissir au fil des mois, elle esquivait complètement les problèmes politiques soulevés. Elle confirma clairement à nos yeux que son renoncement à sa politique dans le décours des présidentielles, à laquelle nous avions pleinement adhéré, était total. Cela traduisait son manque de confiance dans les capacités politiques des travailleurs. Face à des responsabilités nouvelles elle marquait le pas, théorisait plus que jamais sa vision statique et pessimiste de la période, se dérobaît à ses tâches et opérait un repli sectaire brutal.

A moins d'avoir une vision purement idéaliste de la réalité politique, tel est le sens de l'exclusion de soixante-dix militants refusant de s'incliner devant l'arbitraire et la duplicité d'une direction incapable d'assumer ses responsabilités. « Ne pas railler, ne pas déplorer ni maudire, mais comprendre. » a écrit Spinoza. Nous nous sommes tenus à cette ligne de conduite dans l'affrontement de plusieurs mois avec la direction de LO. Il y eut une avalanche d'accusations pour nous disqualifier moralement et des pressions pour nous amener à faire allégeance, avec mea culpa à l'appui. Tout cela se révéla inopérant. Pour arracher la décision, la direction organisa une assemblée clandestine. Il lui fallait préparer les militants à l'irréparable et les rendre complices de ses méthodes, en prenant soin de ne pas convoquer à cette assemblée ceux qui étaient hostiles à notre exclusion ou risquaient de ne pas y être très favorables. Malgré tous ces procédés et cette mascarade, la veille de notre exclusion définitive, la clarification politique s'est faite. Les enjeux d'idées se sont dégagés de la gangue moraliste qui les masquait.

## LA VÉRIFICATION DE NOS RAISONNEMENTS

L'organisation qui nous semblait la

mieux armée pour affronter les problèmes d'aujourd'hui de la construction d'une force politique ouvrière indépendante et fondée sur les idées marxistes révolutionnaires s'est montrée incapable, au travers du repli craintif de sa direction, de faire face à ses responsabilités. Notre exclusion et le refus de la direction de LO de s'en expliquer publiquement par écrit en sont à la fois une preuve et un aveu. LO ne pouvait rester identique dans une situation en train de changer. Elle devait s'adapter à la situation nouvelle en formulant une orientation adéquate et en modifiant son mode de fonctionnement propre à une petite organisation habituée à maintenir ses positions à contre-courant. La mutation permettant d'aller de l'avant ne s'est pas produite mais par contre une métamorphose s'est produite, en arrière, qui commence à compromettre gravement ce qu'étaient les acquis politiques et humains de LO. Comme conséquence logique, la direction de LO n'a pas fini de s'enliser dans le moralisme et dans le populisme comme l'ont reflété ces mois derniers plusieurs de ses éditoriaux et de ses prises de position. Par ailleurs il est des couleuvres que des militants peuvent avoir avalé, la mort dans l'âme, sans avoir trouvé quoi faire d'autre. Mais ils ne les digéreront pas de si tôt car leurs aspirations profondes se révoltent contre ce que leur direction leur a fait faire. Et cela d'autant plus que l'évolution de la conscience des travailleurs autour d'eux est un démenti permanent à l'attitude d'une direction incapable de percevoir les changements en cours et d'y préparer les militants.

Tous les militants révolutionnaires soucieux de jouer un rôle dans l'avenir doivent bien comprendre le sens politique de la crise profonde qui af-

fecte Lutte Ouvrière et qui se traduira inévitablement par des ruptures et des prises de conscience dans ses rangs. Mais ils doivent tout autant comprendre ce qu'étaient les mérites de cette organisation, son sérieux à l'égard des idées et des analyses, sa capacité à tisser des liens avec des travailleurs du rang. De tout cela nous sommes redevables à notre ancienne organisation que nous avons contribué comme bien d'autres à construire.

Nous avons considéré notre exclusion comme un défi nous amenant à vérifier nos idées et nos hypothèses dans un contexte nouveau, avec de faibles forces, des moyens matériels très réduits, à l'écart d'une organisation dans laquelle certains d'entre nous militaient sans relâche depuis plus de trente ans. Nous avions l'intention d'utiliser pleinement les armes politiques que nous avait transmises en son temps Lutte Ouvrière.

Nous pensions qu'une situation nouvelle était en train de se créer depuis la fin de 1994 imposant des responsabilités nouvelles aux révolutionnaires. Notre conviction était que bien des énergies militantes au sein de l'extrême-gauche, au sein de la classe ouvrière et au sein de la jeunesse pouvaient s'éveiller pour peu que les révolutionnaires soient prêts à se regrouper et à être pleinement eux-mêmes, défendant ouvertement leurs idées sans les édulcorer, rompant enfin avec l'enlissement du sectarisme et de l'opportunisme à l'égard de la gauche gouvernementale. Notre analyse s'est trouvée confirmée.

Nous ne voulons pas nous donner le ridicule de faire un bilan de notre militantisme hors de LO sur un aussi bref laps de temps. Mais nous avons déjà vérifié un certain nombre de

choses. Nous avons pu poursuivre immédiatement notre activité après notre exclusion au prix de gros efforts mais sans encombre parce que nous avons bénéficié du soutien et de la compréhension de tout notre milieu militant, en particulier dans les entreprises. Nous avons reçu une leçon de réalisme par nos proches qui avaient mieux perçu que nous les attitudes sectaires de LO en général et en particulier à leur égard. Nombre d'entre eux, qui se tenaient sur la réserve et avaient été déçus que LO ne donne pas de suite sérieuse à l'appel à construire le parti, nous ont rejoints sans réticence et se consacrent pleinement dans la mesure de leurs forces au développement de notre tendance. Cet apport militant était un peu surprenant pour nous qui n'étions pas encore libérés des critères d'appréciation de notre ancienne organisation. C'est lui qui nous a permis de tenir et ensuite de commencer à nous développer.

Dans la mesure où la crise interne à LO qui a abouti à notre exclusion avait duré près de huit mois, nous nous étions préparés moralement et politiquement au pire. Mais cette préparation ne pouvait pas aller bien loin dans la mesure où notre optique n'avait été ni de nous constituer en fraction ni de scissionner. Aussi invraisemblable que cela pourra apparaître à ceux qui pensent que lorsqu'un conflit surgit dans une organisation, il y a forcément un projet de « prise de pouvoir » avec manœuvres, voire coups montés de longue date, nous avons voulu seulement entamer une discussion sur les perspectives de Lutte Ouvrière. Sur le mode négatif et brutal, la direction de LO a perçu les enjeux plus rapidement que nous. De façon constructive, les militants et sympathisants avec qui nous vivions et qui

jugeaient sur pièces et non avec des a priori, ont aussi compris quel était l'enjeu politique. C'est pourquoi ils nous ont soutenus et se sont engagés dans ce combat nouveau et difficile.

L'autre confirmation de la justesse de notre appréciation qu'il fallait donner un contenu vivant et dynamique à l'appel à construire un parti ouvrier est venue de militants d'autres groupes qui ont souhaité nous rencontrer rapidement et ensuite collaborer avec nous de façon suivie. « Voix des Travailleurs » n'avait aucune notoriété et aucune crédibilité, pas plus en tant que groupe que par les personnes à l'origine de cette tendance. C'est donc bien uniquement les idées que nous défendions qui ont commencé à ouvrir des perspectives de regroupement des révolutionnaires. Si on veut bien raisonner constamment en matérialistes, c'est parce que la politique que nous défendions et défendons avec plus d'énergie que jamais correspond à une situation nouvelle et à un besoin politique qui dépasse largement notre propre tendance. Ce besoin, tous les marxistes révolutionnaires peuvent contribuer à le satisfaire en mettant en commun toutes leurs forces.

## S'ÉMANCIPER DU

## POUR ALLER

## À LA RENCONTRE

## DES TRAVAILLEURS

## LES PLUS CONSCIENTS

Dans la situation actuelle les marxistes révolutionnaires sont les seuls en mesure d'aider bon nombre de jeunes et de travailleurs révoltés par les injustices engendrées par le

système capitaliste à y voir clair et à être armés politiquement. Grâce à leurs idées et à leurs convictions qui correspondent plus que jamais aux nécessités objectives de notre époque, ils peuvent également redonner courage à la génération ancienne qui a été écœurée pendant toute une période par les trahisons et les reniements des partis staliniens et social-démocrates. C'est en unissant ces deux générations dans un même combat méthodique contre le capitalisme que les révolutionnaires accompliront une tâche à la hauteur de leurs idées. Cela est à leur portée à la condition qu'ils soient capables de s'affranchir de l'héritage du gauchisme. Comme idéologie et comme pratique pseudo-révolutionnaire coupée de la classe ouvrière, le gauchisme est un obstacle sur le chemin permettant enfin aux travailleurs les plus conscients et aux révolutionnaires de se rencontrer et d'établir des liens de confiance solides. D'une manière ou d'une autre le gauchisme est un avatar du réformisme stalinien et social-démocrate. Il est de toute façon appelé à disparaître dans la mesure où le réformisme lui-même n'a aucun avenir dans les conditions de la crise actuelle. Mais il serait infiniment préférable que les militants et les intellectuels se réclamant du marxisme révolutionnaire s'en affranchissent consciemment et rapidement !

Les comportements sectaires et suivistes ont fleuri au sein de l'extrême-gauche parce que le stalinisme a fait pendant longtemps obstacle par la violence et par la calomnie à la pénétration des idées révolutionnaires dans les rangs de la classe ouvrière. Dans son impuissance à avoir prise sur les événements, chaque organisation a fini par se complaire dans l'auto-satisfaction, par faire la théorie

d'elle-même, de sa recette politique ou organisationnelle. A des degrés divers le sectarisme et le manque d'indépendance par rapport au PC, au PS ou aux directions syndicales ont affecté toutes les organisations. Parmi les plus importantes numériquement la LCR et l'ex-PCI ont fait preuve chacune à leur façon de suivisme à l'égard des appareils politiques et syndicaux bureaucratisés. LO qui avait su mieux que ces deux organisations se prémunir contre toutes les formes de suivisme à l'égard de ces appareils n'est guère en mesure aujourd'hui d'échapper à cette évolution dans la mesure où sa direction se méfie de ses propres militants et a perdu confiance dans les capacités des travailleurs du rang à construire leur propre instrument politique d'émancipation. Tout est là. C'est en vain que le sectaire se prend pour la statue du commandeur et demande aux autres de se repentir. Aucun volontarisme désincarné et aucune prétention à être la seule organisation à détenir « les principes » ne peuvent empêcher LO de perdre ses marques et sa capacité à formuler une politique révolutionnaire dans la période actuelle. L'incapacité de la direction actuelle de la LCR est tout aussi flagrante dans la mesure où elle veut se débarrasser définitivement de références communistes et ouvrières qu'elle juge gênantes pour réaliser son projet de construction d'une organisation social-démocrate « de gauche » apportant un soutien « critique et constructif » aux partis de la gauche plurielle et gouvernementale. Un tel projet rejoint à sa manière celui qu'a essayé de réaliser le Parti des Travailleurs (PT) avec l'insuccès que chacun sait.

Rien ne pourra se construire de solide dans l'avenir si les marxistes révolutionnaires n'ont pas confiance

dans les travailleurs, dans leur capacité à accueillir favorablement et à s'appropriier les idées révolutionnaires pour en faire « leurs idées ». C'est au moment où les rapports entre les classes fondamentales sont en train de se durcir singulièrement que le marxisme vivant peut connaître des succès comme jamais auprès des jeunes et des travailleurs. Ce durcissement, avec les débuts de prise de conscience dans le monde du travail, ébranle déjà toutes les petites positions qu'on pouvait croire établies durablement à l'extrême-gauche. Il affecte également, bien sûr, le PCF en profondeur même si sa crise ne prend pas constamment des formes très voyantes.

Le repli sectaire sur soi de LO ou la fuite en avant suiviste de la LCR dans les bras social-démocrates du PS ou du PC ou encore la combinaison des deux par le PT, toutes ces « tactiques » vont révéler leur inanité au grand jour et dans peu de temps. La raison de fond en est simple. Au moment où une fraction du monde du travail et de la jeunesse est en train d'évoluer de plus en plus à gauche et est à la recherche d'une politique répondant à la situation politique et sociale, les organisations qui évoluent vers la droite ou qui se recroquevillent sur elles-mêmes ne peuvent que décevoir et aller vers un fiasco.

## UN PREMIER PAS DANS LE REGROUPEMENT DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Pour revenir à la fusion entre les militants de la LST et ceux de VDT, tendance issue de Lutte Ouvrière, elle illustre à une petite échelle dans

quelle voie les marxistes révolutionnaires sont amenés à s'engager tout naturellement dès qu'ils rejettent toute forme de suffisance et de nombri-lisme pour regarder la réalité sociale en face et accepter d'accomplir les tâches qu'elle nous impose. Notre unification s'est faite rapidement et simplement à la fin de 1997 parce que nous avons une commune aversion pour toutes les formes de sectarisme et de renoncement aux idées marxistes, une aversion pour les calculs boutiquiers et les petites manœuvres diplomatiques entre groupes sur lesquels on ne peut rien construire. Mais les raisons essentielles de notre rapide fusion résident dans le fait que nous avons fait la même analyse du tournant de la situation depuis 1995 et que nous avons vérifié notre accord sur l'essentiel au cours de la discussion sur le « projet de programme pour une organisation unique des révolutionnaires » rédigé par des militants de Voix des Travailleurs. La constitution de notre tendance commune n'empêche aucunement les deux courants qui l'ont constituée de débattre entre eux de leurs désaccords ou de leurs divergences éventuelles. Nous avons dit clairement qu'elle n'était pas une fin en soi et qu'elle visait à contribuer à une dynamique de regroupement des révolutionnaires à tous les niveaux.

Cette fusion est un signe des temps parmi un certain nombre d'autres. Depuis le printemps dernier des discussions ont lieu d'une tonalité nouvelle entre un certain nombre de tendances se réclamant du marxisme révolutionnaire et du trotskysme, notamment la fraction minoritaire de Lutte Ouvrière, la tendance R ! de la LCR, la Gauche Révolutionnaire et Pouvoir Ouvrier.

Ces discussions ont déjà débouché

sur des collaborations concrètes. Deux fêtes communes rassemblant chacune plus de 700 personnes ont eu lieu en septembre, l'une à Bordeaux entre VDT et la LCR, l'autre à Rouen entre VDT, la GR, la LCR et l'Association pour le Rassemblement des Travailleurs. Trois bulletins d'entreprise communs paraissent actuellement sur la région rouennaise, un publié par l'A.R.T et VDT sur la SNCF, un par la GR et VDT sur l'Hôpital Psychiatrique et un autre par la LCR et VDT sur l'usine Ralston. Deux meetings communs se sont tenus à Rouen entre la GR et VDT et le meeting d'Aubervilliers sur la Révolution d'Octobre organisé à l'initiative de la Gauche communiste du PCF s'est tenu en commun avec la LST, VDT, la GR et le groupe La Commune. Le 10 et 11 janvier une rencontre militante ouvrière de plus de 500 personnes s'est tenue dans la banlieue parisienne à l'initiative de la fraction Communiste Révolutionnaire (l'Étincelle), de la tendance Révolution ! de la LCR et de Voix des Travailleurs. Bien sûr tous ces faits sont de portée réduite. Ils ne changent pas radicalement le paysage politique de ce qu'on appelle communément l'extrême-gauche. Mais ils méritaient d'être signalés, car ils vont à l'encontre des pratiques les plus habituelles où l'on cultive son isolement, sa singularité réelle ou fictive. Les débats et les collaborations en cours ou en projet indiquent la volonté d'un certain nombre de révolutionnaires de rompre avec le sectarisme qui prédominait ces dernières années dans leurs relations ou le plus souvent dans leur absence de relations. Cela ne découle pas d'une quelconque « bonne volonté », d'un esprit œcuménique ou de « copinage » qui tout à coup surgirait dans leurs rangs. Cela découle avant tout d'une

évolution de la situation politique et sociale dont les tendances citées plus haut, par delà leur identité et leurs itinéraires différents, ont une perception de plus en plus nette. Le fait que les camarades de Carré rouge aient proposé à des militants de Voix des Travailleurs de s'exprimer dans leur revue va dans le même sens. Il y a là un autre signe des temps positif et d'autant plus significatif qu'il y a seulement six mois les rédacteurs de Carré rouge et les militants de Voix des Travailleurs ne se connaissaient pas. De toute évidence bien des marxistes révolutionnaires sont déjà unis par une compréhension en grande partie commune de la situation actuelle et leurs préoccupations sont en train de converger.

### LES POSSIBILITÉS DE CRÉER UN POLE RÉVOLUTIONNAIRE

Le regroupement des révolutionnaires n'est évidemment pas une fin en soi et il faut définir sur quelles bases il peut s'opérer. Mais il faut tout de même dire d'abord avec force que, sans ce regroupement, les révolutionnaires resteront en dessous du seuil de crédibilité politique et d'intervention dans la lutte de classe. Les travailleurs ne pourraient que se détourner de gens qui leur disent de s'unir par delà les frontières, les différences nationales et culturelles et qui sont incapables de s'unir eux-mêmes, préférant se complaire en querelles de boutiques incompréhensibles pour le commun des mortels. Il faut poser comme principe de base que l'émiettement du mouvement révolutionnaire doit être surmonté de toutes nos forces pour permettre aux travailleurs de faire face à

leurs ennemis et d'accomplir leur tâche historique, renverser le capitalisme et construire une société sans classe et sans exploitation de l'homme par l'homme.

C'est épouser une vision pervertie par le stalinisme que de croire que l'unité des révolutionnaires n'est possible que s'ils ont d'abord surmonté leurs divergences. Comment pourraient-ils le faire en vase clos, isolés les uns des autres, sans confrontations publiques et démocratiques ? Nous pensons que ce qui unit les marxistes révolutionnaires est d'emblée assez fort pour qu'ils puissent se retrouver dans une organisation unique où ils débattront ouvertement et démocratiquement de leurs positions respectives ; en ayant tous à cœur d'en rendre juges les travailleurs et d'en vérifier la validité en matérialistes, au travers des événements et de l'intervention militante.

Nous ne partageons pas non plus la vision de ceux qui pensent que le regroupement des révolutionnaires ne peut se faire que dans les luttes. C'est entre autres celle qui découle de la conception, finalement assez sommairement spontanéiste, de la direction de LO. Pour elle le prolétariat reconnaîtra les siens dans les luttes et alors il ne sera pas trop tard pour que les révolutionnaires (des gens s'ignorant ou se méprisant les uns les autres depuis des années) se retrouvent ensemble, fraternellement unis... au sein de LO, la seule organisation révolutionnaire digne de ce nom. Les luttes futures ne peuvent opérer une telle magie. Et cela d'autant moins que l'émiettement de l'extrême-gauche, s'il se perpétuait, rendrait la plupart des révolutionnaires inopérants dans les luttes au-delà d'un niveau très restreint.

Préparer les luttes suppose donc d'œuvrer sans exclusives et sans a

priori au regroupement de tous les marxistes révolutionnaires, pour constituer un pôle jetant les bases d'un parti révolutionnaire. Ce n'est pas seulement une question de crédibilité vis-à-vis des travailleurs ni de seuil minimum numérique permettant une intervention efficace dans la lutte de classe. C'est aussi le problème de se donner les moyens d'élargir l'horizon politique de tous les révolutionnaires. Il y a là quelque chose de vital politiquement pour leur permettre de s'affranchir de tous les bluffs, de tous les formalismes politiques et organisationnels, de toutes les formules toutes faites qui contribuent à leur masquer la réalité sociale vivante, indépendamment de leurs qualités et notamment de leur dévouement. Il est objectivement impossible d'échapper à ces travers quand on évolue dans un cadre étriqué. Or chacun des groupes d'extrême-gauche est un cadre étriqué, quelle que soit sa taille ou ses traditions. Aucun groupe ne permet, ni les confrontations intellectuelles indispensables, ni la possibilité de vérifier la validité de ses idées sur un terrain social et militant de façon suffisamment large.

Le regroupement des révolutionnaires dans une organisation unique permettra enfin d'établir un pont solide entre eux et de nombreux travailleurs ou d'anciens militants momentanément découragés.

## DES CONDITIONS

## FAVORABLES

## POUR PRÉPARER

## LA REMONTÉE

## DU MOUVEMENT OUVRIER

L'année 1997 fut l'aboutissement d'une période inaugurée par la chute

du mur de Berlin qui a vu la fin de l'URSS et à présent celle des partis staliniens. Le PCF notamment s'est trouvé à nouveau propulsé à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Il affirme plus que jamais sa volonté de devenir un parti social-démocrate respectable et fiable en toutes circonstances pour servir la bourgeoisie. Toute une génération qui a déjà connu le Parti communiste et le Parti socialiste au gouvernement et en a été profondément écœurée ne va pas pouvoir rester longtemps sans broncher devant les attaques de la gauche plurielle contre le monde du travail et ses méthodes de gouvernement hypocrites et méprisantes. Elle va reprendre le chemin de la lutte et éprouvera à nouveau le besoin de s'organiser collectivement, à une large échelle et sous des formes multiples. De même au sein de la nouvelle génération, sans avenir et frappée par le chômage, bien des jeunes révoltés par les injustices sociales et inquiets de la montée des idées réactionnaires ne pourront faire confiance à la gauche pour faire face au danger du Front National. Ils se détourneront de tous les partis qui servent les classes dominantes et de toutes les organisations qui chercheraient à s'accrocher à leurs basques. Ils contesteront l'ordre social actuel. A cette fin ils rechercheront activement des idées et une politique qui ne peuvent être que celle du marxisme révolutionnaire.

Cette même année 1997 s'est terminée par un krach rampant dont personne ne peut prévoir exactement les conséquences mais qui signe la faillite du capitalisme. La propagande glorifiant les vertus de la propriété privée et de la concurrence capitaliste reçoit quotidiennement un démenti cinglant dans les pages sociales, économiques et boursières de la grande presse. Inévitablement la lutte de

classe va reprendre vigueur de même que les idées de la lutte de classe, les idées socialistes et communistes qui ont fondé le mouvement ouvrier.

L'année qui vient sera beaucoup plus difficile pour les travailleurs. Les marxistes révolutionnaires doivent se préparer à une intensification des attaques de la part de la bourgeoisie mais aussi au renforcement des ripostes de la part de la classe ouvrière. Les tensions sociales et politiques vont se multiplier alors que le monde du travail ne dispose pas d'organisations syndicales et politiques à même de bien diriger ses luttes et de renforcer sa cohésion. Par contre la bourgeoisie dispose, non seulement de son appareil d'Etat et de la palette des partis traditionnels de droite et de gauche mais aussi, en réserve, d'un parti d'extrême droite pouvant éventuellement se transformer en parti fasciste pour briser les classes populaires.

Tous les ennemis du monde du travail font de la politique et disposent de partis politiques. Face à eux il est évident que les travailleurs doivent disposer de leur propre parti, un parti démocratique, indépendant de la bourgeoisie, défendant en toutes circonstances leurs intérêts et préparant la transformation révolutionnaire de cette société. Un tel parti n'existe pas à l'heure actuelle mais il peut être construit beaucoup plus vite que les révolutionnaires pouvaient se l'imaginer jusqu'alors car nous assistons à une accélération de l'histoire. Les marxistes révolutionnaires peuvent jeter les bases d'un tel instrument politique à relativement brève échéance car les circonstances objectives s'y prêtent comme jamais. Ce sera une tâche ardue, demandant un travail constant et méthodique. Mais il faut avoir à l'esprit que la construction d'un authentique parti des travailleurs ne sera pas l'œuvre d'un seul homme ou d'un seul groupe de spécialistes auto-proclamés mais de nombreux hommes et femmes de générations différentes, agissant selon leurs



forces, leur expérience et leurs passés différents. Les marxistes révolutionnaires joueront d'autant mieux leur rôle dans cette vaste entreprise qu'ils auront eux-mêmes été transformés par l'évolution accélérée d'un système en pleine crise. Tous les vieux poncifs et toutes les routines intellectuelles de l'extrême-gauche vont être balayés. Car les changements sociaux vont se réfracter non seulement dans le cerveau de nombreux jeunes et de nombreux travailleurs mais aussi dans celui des révolutionnaires. Au-delà de leur propre regroupement, ils auront alors la capacité de contribuer au regroupement de toutes les forces du monde du travail.¶

Le 6 janvier 1998

Depuis l'été dernier, l'économie capitaliste mondiale est gagnée par une crise économique majeure. Dans la « meilleure » des hypothèses, celle d'une crise mondiale contenue, qui ne déboucherait pas encore sur un krach financier majeur ayant les États-Unis comme épice, il est hors de doute que l'économie capitaliste mondiale retrouvera en 1998 un taux de croissance de l'ordre de 1,5 à 2 %, peut-être moins. Elle est engagée, d'ores et déjà, dans un processus de baisse des prix (c'est-à-dire de déflation) qui ne porte pas seulement sur les matières premières, mais aussi sur les produits manufacturés. Une concurrence sauvage va s'étendre à partir de l'Asie sur des marchés mondiaux engorgés de marchandises qui ne trouvent plus preneur. Dès lors, aucun des objectifs financiers ou budgétaires établis il y a six mois ne devient tenable. Quel que soit le scénario exact, les conditions d'affrontement entre les salariés de toutes les catégories, la jeunesse et les chômeurs d'un côté et de l'autre, ceux qui voudraient continuer à leur imposer par une politique d'adaptation à la mondialisation néo-libérale, en seront radicalement modifiées. Telle est la trame de l'analyse qui suit.

# Vers un bouleversement des paramètres économiques mondiaux des affrontements

**E**n ce milieu de mois de janvier, Dominique Strauss-Kahn continue à proclamer que la crise économique majeure qui ravage l'Asie ne va affecter la France que de façon « marginale », de sorte que la croissance française restera égale ou supérieure à 3 % et les paramètres

budgétaires demeureront inchangés. Le cap doit donc être maintenu sur le passage à la monnaie unique cette année et sur l'application des critères du traité d'Amsterdam. Strauss-Kahn ne peut évidemment pas en croire un mot. Il voudrait conjurer le sort, ne

pas « désespérer » le petit porteur de valeurs financières qui a fait confiance au palais Brogniart, de la même façon que d'autres autrefois ne voulaient pas « désespérer Billancourt » . Sa position est partagée par tous ceux, au sein des partis de la gauche plurielle et des directions syndicales, qui ont décidé que le capitalisme serait leur « horizon indépassable ». Ce choix étant fait, il ne leur reste plus qu'à devenir les porte-parole de « l'adaptation nécessaire » à la mondialisation néo-libérale, nouvelle mouture de la domination du capital financier.

Quelle est pourtant l'hypothèse, possible sinon probable, à laquelle la classe ouvrière et le mouvement social doivent se préparer dans la prochaine période ? Elle est celle d'une crise économique majeure qui ravagerait les marchés financiers des pays capitalistes centraux, qui conduirait à la chute de la production pourtant déjà lente et au recul du commerce mondial, et qui ferait exploser le taux de chômage partout. Pourquoi ? Parce que depuis le mois de juillet 1997, on a déjà assisté, à partir d'un foyer initial insignifiant (la Thaïlande) à un processus presque « chimiquement pur » de propagation internationale de crise. En atteignant la Corée et en menaçant de façon directe Hong Kong, la Chine, mais aussi et surtout le Japon, la crise a franchi un seuil qualitatif. Elle a définitivement cessé d'être « asiatique » pour devenir mondiale. Depuis décembre dernier, c'est de façon « mécanique », sous le poids de sa propre impulsion, que la crise a tendu à se propager, prenant la forme d'un incendie à foyers multiples.

**LA CRISE EST**

**ÉCONOMIQUE**

**DE PART EN PART**

La crise en cours est économique de

part en part. La manière dont les journalistes continuent à centrer leurs analyses sur les « marchés financiers asiatiques », apporte de l'eau au moulin de ceux qui se plaisent à dénoncer le « fétichisme de la finance ». Dans chaque pays, la crise a eu au départ un bref épisode boursier. Mais dans les pays d'où la crise est partie, les enjeux se situent depuis belle lurette du côté de la production et du système de crédit. La configuration de la capitalisation boursière mondiale montre aussi bien la hiérarchisation très forte des pays que le poids très faible des places « émergentes » d'Asie au plus haut de leur expansion factice. Le classement de Hong Kong et de Singapour tient à l'ancienneté de leur statut et non à la dimension de leur marchés. C'est aux Etats-Unis où le tiers de la capitalisation mondiale s'effectue, que se concentre l'essen-

tiel des mécanismes de propagation mondiale de crise par le canal boursier.

La crise a une composante d'endettement et de fragilité bancaire très forte sur laquelle on insistera longtemps. Elle n'en est pas financière pour autant. Elle est économique. Certes sa propagation a emprunté, et empruntera encore, le chemin des pays dont la vulnérabilité financière systémique, bancaire ou boursière, est la plus forte. Le degré de développement sans précédent du parasitisme propre à la finance, de même que les traits propres au régime d'accumulation actuel, mondialisé et dominé par un capital financier prédateur, l'expliquent aisément (1). Comme on a pu le voir de nouveau à Bangkok ou à Jakarta, les krachs financiers ont un dynamisme propre qui les rend particulièrement destructeurs dans leurs effets, de sorte qu'ils

**Tableau 1 : La hiérarchie des places boursières mondiales (valeur de la capitalisation nominale et part du total mondial)**

Places émergentes			Places développées		
Pays	Valeur	% monde	Pays	Valeur	% monde
Malaisie	199	1,3	Hong Kong	270	1,8
Af. du Sud	226	1,5	Singapour	135	0,9
Chili	68	0,4	Royaume-uni	1,21	8,0
Taiwan	247	1,6	Suisse	284	1,9
Thaïlande	131	0,9	Pays-Bas	283	1,9
Philippines	55	0,4	Japon	3,719	24,5
Corée	192	1,3	Etats-Unis	5,082	33,5
Inde	128	0,8	Suède	131	0,9
Mexique	130	0,9	Canada	315	2,1
Brésil	189	1,2	France	451	3,0
Indonésie	47	0,3	Espagne	155	1,0
Argentine	36	0,2	Allemagne	471	3,1
Chine	43	0,3	Italie	180	1,2

Source : International Finance Corporation, Emerging Stock Markets Handbook 1995, Washington D.C.

servent d'accélérateur au mouvement de propagation. Mais la gravité de la crise en cours tient au fait qu'en dépit de cet aspect, elle n'est pas « financière ». Elle plonge ses racines dans les rapports de production et de répartition qui régissent chaque économie et qui commandent le caractère hiérarchisé de l'économie mondiale prise comme un tout. Elle porte le sceau d'un régime d'accumulation qui surexploite les travailleurs, qui pressure les couches les plus larges de la société par le biais de l'impôt et de l'intérêt sur les crédits, mais qui ne parvient pourtant pas à s'approprier et à centraliser la quantité de richesses dont le capital a besoin. Ainsi que Claude Serfati le montre dans son article dans ce numéro, le degré d'exploitation du travail a beau avoir augmenté par l'abaissement des salaires, ainsi que par l'intensification du travail et dans beaucoup de pays par l'allongement de sa durée, le système capitaliste comme un tout ne produit pas assez de valeur. Pourquoi ? Parce que l'investissement est tombé à des niveaux très bas (voir plus loin le graphique 3), de sorte que globalement, l'accumulation ne met pas en place assez de capital nouveau créateur de valeur et de plus-value (2).

Dans ses aspects de crise économique stricto sensu, la crise a commencé à prendre la forme immédiate d'une situation marquée par la difficulté accrue des entreprises asiatiques, mais aussi américaines et européennes, de vendre les marchandises produites. Il leur devient plus difficile d'atteindre les normes de rentabilité fixées pour les investissements productifs et donc de satisfaire les niveaux de rendement des dividendes auxquels les opérateurs financiers se sont habitués, aux Etats-Unis surtout, au cours de cette dé-

cennie. C'est l'une des causes directes de la grande nervosité dont Wall Street fait preuve depuis l'automne. Quelle que soit l'importance de cet aspect, la crise sera pourtant plus, ou mieux autre chose, qu'une crise de surproduction classique. Elle traduira les contradictions d'un système orienté, plus fortement qu'à tout autre moment du stade impérialiste, dans le sens de la prédation pure. Le jour, impossible à dater, où la crise atteindra son intensité maximum, sera celui où elle atteindra les Etats-Unis qui en seront le théâtre. Il en sera ainsi, à la fois parce que les Etats-Unis sont le centre du système financier et qu'ils seront donc l'épicentre d'un futur krach, mais aussi parce qu'ils ont acquis, à une plus grande échelle que tout autre pays, les traits d'une nation rentière, dont la prospérité dépend pour partie de sa capacité d'attirer vers elle une fraction des richesses créées ailleurs.

#### LES ÉTAPES DE LA CONTAGION MONDIALE DEPUIS JUILLET

Pour mesurer la force de la propagation et la régularité avec laquelle des épisodes nouveaux sont venus la nourrir, il suffit d'apprécier ce qui s'est déjà passé en six mois. Parti de Thaïlande, le processus de propagation internationale s'est étendu en juillet et août vers la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. Dans ces pays se sont déroulées à peu d'intervalles, avec des degrés de gravité différents, des crises assez semblables à la crise mexicaine de l'hiver 1994-1995, les plus sérieuses étant celles de Thaïlande et surtout d'Indonésie. Une dévaluation de la monnaie loca-

le, rendue inévitable du fait d'un déficit commercial de plus en plus élevé, mais dont la gravité tient à ce qu'elle comporte le décrochage de « l'ancrage » au dollar, en est chaque fois le point de départ. Le décrochage de « l'ancrage » antérieur provoque, comme élément d'un seul et même processus, la chute libre du taux de change, la fuite des capitaux à court terme, l'effondrement du marché financier (le compartiment obligataire comme celui des titres en bourse). Il en résulte une montée astronomique du coût de tous les emprunts libellés en dollar émis par les banques et les entreprises locales, de sorte qu'on débouche pratiquement du jour au lendemain sur l'insolvabilité des banques locales, avec le tarissement immédiat du crédit aux entreprises et le début de faillites bancaires en série. Ni les banques et les entreprises locales, ni dans le cas de l'Indonésie le gouvernement, ne peuvent continuer à assurer le service de leur dette privée ou publique et encore moins le remboursement des emprunts venus à échéance. Le FMI doit donc intervenir en catastrophe pour éviter tout bonnement que ces pays se déclarent insolubles.

Fin août l'extension du processus de propagation se poursuit pour atteindre Singapour et Hong Kong. L'effondrement des taux de change (jusqu'à 50 % de la valeur six mois plus tôt pour le bath thaïlandais et la roupie indonésienne) ainsi que de nouvelles chutes des cours boursiers se produisent simultanément dans l'ensemble des marchés financiers, anciens ou émergents, d'Asie. Le mouvement de contraction des marchés intérieurs et extérieurs asiatiques, de déflation des prix de vente des produits et de concurrence industrielle et commerciale accrue commence. Le 17 octobre, bien que

disposant de réserves de change importantes et ne faisant l'objet d'aucune attaque de change, Taïwan dévalue de 10 %. Cela déclenche une nouvelle crise sur les principales bourses asiatiques, dont celle d'importance capitale à Hong Kong. Il devient alors de plus en plus question d'un décrochage inévitable du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain. Cette fois-ci, la chute sur plusieurs jours des bourses asiatiques entraîne un début de contagion boursière baissière d'ampleur proprement mondiale, dont New-York est pendant deux jours (les 27 et 28 octobre) à la fois l'épicentre et le relais vers l'Europe. Aux États-Unis et en Europe, les marchés financiers se reprennent temporairement. Il n'en va pas de même en Corée et au Japon, où les groupes industriels et les banques ont commencé à subir le contrecoup immédiat de la récession qui s'est propagée aux économies voisines. Les pertes de marchés ont frappé les entreprises et par ricochet les banques qui ont subi un nouvel alourdissement, insupportable pour beaucoup d'elles, de leurs créances irrécouvrables. Les effets de contagion sont forts en Amérique latine, notamment au Brésil, dont les banques ont des créances douteuses sur l'Asie et dont les produits sont menacés par la concurrence accrue des pays asiatiques. Le 14 novembre, une nouvelle secousse boursière se produit, plus faible que la précédente, mais comme elle de caractère mondial.

Le 21 novembre, le gouvernement coréen est obligé de reconnaître que les banques coréennes sont incapables de faire face à leurs échéances internationales et doit faire appel au FMI dans les conditions dont il sera question plus loin. Au Ja-

pon, l'annonce de la faillite de la maison de courtage Yamaichi le 24 novembre provoque une forte chute de l'indice Nikei. Cette faillite rappelle l'extrême fragilité du système bancaire et financier qui concentre en son sein une série de problèmes dont les prolongements sont (et seront toujours plus) mondiaux. Le Japon est sommé par les États-Unis et les dirigeants du FMI de mettre ses affaires en ordre et de s'aligner sur les institutions économiques américaines. En décembre, l'aggravation rapide de la situation coréenne exige une nouvelle mission du FMI à Séoul, tandis que des réunions ont lieu à New-York entre les banques coréennes et le consortium des grandes banques commerciales créancières pour obtenir un report d'abord d'un et puis de trois mois, des échéances d'environ 18 milliards de dollars dus de façon immédiate.

Début janvier après quelques jours d'accalmie et un mouvement de hausse boursière qui fait écrire à beaucoup de journaux que le pire serait passé, l'Indonésie est le théâtre de nouvelles convulsions. Le gouvernement se déclare proche du moment où la dette privée et publique ne pourra pas être honorée. Les dirigeants du FMI et les hauts responsables américains se précipitent de nouveau à Jakarta. La Thaïlande annonce également que de nouvelles difficultés l'obligent à demander une renégociation avec le FMI. Puis le 10 janvier, c'est au tour d'une des plus importantes banques d'investissement de Hong Kong, la Peregrine, d'annoncer sa faillite à la suite de la défaillance de son plus important débiteur indonésien. Les jours suivants, des rumeurs concernant les très grandes difficultés d'une des plus grandes sociétés immobilières du territoire font perdre 35 % à ses ac-

tions et accentuent les tendances baissières de l'ensemble des valeurs boursières. Dans la presse, les articles se multiplient sur les difficultés de la Chine, aussi bien au plan immobilier et bancaire qu'industriel, de sorte que la question de la dévaluation de la monnaie chinoise, le *yuang*, est posée de plus en plus souvent. En France, la presse est forcée de faire état le 16 janvier de l'annulation du projet de TGV à Taïwan et du report indéterminé d'un projet réduit de TGV en Corée, de même que du non-paiement de cinq Airbus par l'Indonésie. Quelques premiers chiffres sur le niveau des engagements des grandes banques françaises et le montant de leurs créances douteuses sont publiés. Ajoutant de nouvelles déconvenues à une liste déjà très longue, le Crédit Lyonnais voit son passif s'alourdir encore.

## UNE CRISE

## CARACTÉRISTIQUE

## DE L'ACCUMULATION

## À DOMINANTE

## FINANCIÈRE

Les circonstances qui ont entouré le début de la crise sont indissociables d'une situation où ce sont les normes de rentabilité et les priorités du capital se valorisant de façon immédiate comme capital-argent rentier qui l'emportent sur toutes les autres, y compris celles qui sont les plus « rationnelles » du point de vue des besoins du capital en longue période. Nous vivons à l'échelle planétaire dans un régime d'accumulation où, pour reprendre la belle métaphore de Marx, ce qui domine ce sont les priorités de ceux qui pensent que la spécificité de l'argent est de « produire

un intérêt tout comme le poirier produit des poires ».

L'une des « beautés » de la situation actuelle est l'ingéniosité avec laquelle les experts déclarent maintenant que partout en Asie la crise est due au fait que les pays (c'est-à-dire les gouvernements, les groupes industriels et les banques) ont bénéficié de « trop de capitaux ». La région aurait vécu partout « une ère d'argent trop facile », de sorte que « l'allocation » de ces capitaux aurait été « mauvaise », économiquement voire « socialement », qu'ils aient pris la forme de prêts aux banques locales ou de placements sur le marché financier des pays concernés. Tout le monde connaissait la croissance débridée d'institutions financières déjà hypertrophiées, les investissements démesurés dans l'immobilier ; les immenses projets d'infrastructure et les investissements agro-industriels gigantesques, destructeurs aussi bien des conditions d'existence de la paysannerie que de l'environnement ; les projets industriels dont les conditions d'existence des débouchés n'avaient pas été étudiées sérieusement. Mais personne ne voulait en tirer de conclusion critique. Comment faire la fine bouche alors que, dans les années 1990, l'Asie a été la seule zone de croissance de l'économie capitaliste mondiale, en dehors des Etats-Unis, donc la seule zone capable d'assurer des rendements élevés, pour les investissements comme pour les placements financiers. Par ailleurs, aussi longtemps que les intérêts vitaux des pays centraux du système ne sont pas en cause, le code de savoir-vivre du régime de la propriété privée et la nécessité de prendre le pouvoir politique tel qu'il est (surtout s'il assure « l'ordre » de façon « efficace » et impose un régime de très bas salaires), suppose

qu'on ferme l'œil sur la corruption, les détournements de fonds, les « mésemplois » du capital d'origine politique. La théorie économique dominante n'est que la façade idéologique de l'oppression des plus faibles et des plus démunis. Face à l'anarchie du mode de production, elle n'a rien à dire tant que tout paraît « marcher ». Ce n'est qu'après coup qu'elle dénonce la « mauvaise allocation » que le règne du marché est pourtant sensé avoir résolu.

Dominée par la finance et gangrenée par elle, la croissance asiatique aurait pu continuer quelque temps encore. Ce qui a écourté sa durée a été la longue et forte phase de hausse du dollar à partir du milieu de 1996. Dans sa dimension initiale d'événement « asiatique », le point de départ de la crise a été l'incapacité dans laquelle la Thaïlande et l'Indonésie, mais aussi la Birmanie et les Philippines et même Singapour, se sont trouvées de maintenir l'ancrage de leurs monnaies au dollar du fait de la détérioration de plus en plus sérieuse et rapide de leur balance commerciale. Mais l'ancrage au dollar leur a été recommandé quelques années plus tôt par le même FMI qui les met en coupe réglée aujourd'hui. Car l'ancrage au dollar est la condition exigée d'un pays ex-colonial ou semi-colonial pour qu'il accède au statut de marché (financier) « émergent ». Les impératifs de rentabilité et de sécurité de la finance internationale ne sont pas les mêmes que ceux de l'industrie locale. Dans des conditions données, elles leur sont même contradictoires. Si féroce que soit l'exploitation de la force de travail dans ces pays, elle ne peut pas compenser une faible productivité. Une chose est d'exporter lorsque le dollar est à 5,30 francs et une autre lorsqu'il est à plus de 6 francs.

Or les douze à quatorze mois qui ont précédé le décrochage forcé du baht thaïlandais, ont été marqués par une réévaluation régulière de la devise américaine sous la pression principalement de paramètres financiers. Le taux de change du dollar s'est élevé de façon régulière à partir du printemps de 1996, pour la simple raison que le dollar est redevenu la principale devise refuge. Contrastant avec la semi-stagnation des autres pays de l'OCDE, la prospérité américaine a fait (au moins transitoirement) du dollar et des actifs financiers américains les valeurs de placement les plus rémunératrices et les plus sûres pour le capital financier mondial en quête de placements rentables de dimension importante.

#### LA « SPÉCULATION », CAUSE DE LA CRISE ?

A commencer par le premier ministre de Malaisie, beaucoup de gens ont attribué à la spéculation contre les devises la responsabilité de la crise. L'explication est courte. Sous certaines plumes, elle est même tout à fait suspecte (3). La vraie spéculation est celle qui s'est faite, pendant dix ans ou plus, au moyen d'investissements et de placements sûrs et juveux, fondés sur l'exploitation éhontée de la main-d'œuvre et l'affairisme local, et non celle, propre au marché des changes, qui a précédé immédiatement la dévaluation thaïlandaise. Ce sont les opérateurs financiers professionnels qui ont été les premiers, du fait même de leur « métier », à se convaincre de l'incapacité dans laquelle les petits pays d'Asie se trouvaient de poursuivre leurs exportations tout en conservant leur ancrage au dollar. Ils ont donc prévu le caractère inévitable des dévaluations et ils ont agi de façon à préser-

ver la valeur des capitaux dont ils avaient la gestion, à assurer leurs gains et à engranger les profits financiers associés à toute prévision vérifiée dans l'évolution des prix d'actifs financiers. Mais cela est inhérent à la finance de marché et ne pourra disparaître qu'avec elle. Le procès de la « spéculation » ne peut pas se limiter au marché des changes, ni servir à suggérer qu'elle pourrait être jugulée à l'aide de mesures mineures.

Faire le procès de la « spéculation », et suggérer que celle-ci pourrait être jugulée à l'aide de mesures somme toutes mineures, du type de la taxe Tobin, ne sert souvent qu'à masquer les dimensions systémiques du régime mondial de finance de marché, de même que les fondements de caractère rentier des mécanismes de détermination des taux d'intérêt et des taux de change des monnaies. C'est masquer aussi les privilèges que les Etats-Unis s'arrogent (ce qu'on nomme le « seigneurage » par référence au Moyen-Age), c'est-à-dire leur capacité d'offrir une « rémunération de l'argent » très élevée sans avoir (à la différence de tout autre pays au monde qui essayerait la même chose) à se préoccuper des effets sur leur « compétitivité-prix », donc sur leurs exportations. Bien avant que les opérateurs ne prennent des positions sur les marchés des changes en vue de l'hypothèse toujours plus probable d'une dévaluation des monnaies asiatiques, la capacité unique des Etats-Unis de sur-concurrer tout autre pays pour attirer vers eux les liquidités financières mondiales, avait fait son œuvre.

## EFFET DE « DOMINOS » ET MÉCANISMES

### INTERNATIONAUX DE PROPAGATION

Nous avons vu plus haut en quoi les effets consécutifs à la dévaluation du bath thaïlandais, puis des autres monnaies de la région, ont ressemblé sur certains aspects clef à ceux qui ont suivi la dévaluation du peso mexicain au cours de la crise mexicaine de l'hiver 1994-95. Cependant, plusieurs traits originaux ont rapidement distingué la crise asiatique de l'été et de l'automne 1997 de la crise mexicaine. L'endettement extérieur y est un endettement privé beaucoup plus qu'un endettement gouverne-

mental. Les économies touchées sont étroitement interconnectées au niveau régional au niveau des échanges. Plusieurs d'entre elles souffrent d'à peu près les mêmes maux de sorte qu'elles ont été vite considérées par les investisseurs institutionnels lointains (les grands fonds de placement américains et britanniques) comme étant aussi risquées les unes que les autres. Enfin, et surtout, les mécanismes de contagion industrielle et bancaire ont affecté presque immédiatement deux grands pays industriels exportateurs, la Corée et le Japon, qui vont être obligatoirement conduits à en répercuter les effets

Graphique 1 : Le poids des trois pôles de la triade dans les échanges mondiaux (échanges intra et inter-régionaux en pourcentage du commerce mondial)

hors du pôle asiatique. L'examen de la structure du commerce mondial présentée dans le graphique suivant montre que lorsqu'on additionne les échanges internes à l'Asie et ceux

effectués (à l'importation comme à l'exportation) avec les Etats-Unis et l'Europe, on aboutit au constat que ces échanges représentent un tiers du commerce mondial. Comment

oser affirmer, comme certains hommes politiques le font, que la déflation pourra être contenue dans cette zone ?

Deux faits originaux caractérisent donc la crise mondiale ouverte en Asie. Le premier est l'ampleur et la brutalité de « l'effet de dominos », avec transmission de la crise d'une économie et d'un marché financier à l'autre dans la région. Cet effet est si fort qu'il s'est même étendu, par le jeu de la suspicion des investisseurs, à tous les pays potentiellement dans la même situation que certains des pays asiatiques. C'est le cas pour les pays d'Amérique latine, le Brésil et l'Argentine en tête. Le second est l'interconnexion étroite entre plusieurs canaux de propagation de crise. Depuis le choc boursier de fin octobre et la propagation de la crise à la Corée en novembre, il est devenu clair qu'on se trouve en présence du jeu combiné de trois mécanismes de transmission. Le premier pèse sur les capitalistes industriels. Il tient à l'effondrement des marchés d'exportations dans la région et à la concurrence démultipliée que tous les exportateurs se livrent sur les marchés mondiaux. Le second pèse sur les banques et résulte de l'aggravation du poids des mauvaises créances dans leurs bilans. C'est l'extrême gravité des répercussions sur les banques détentrices de créances devenues irrécupérables ou presque, qui a déjà donné à certains épisodes de la crise un caractère difficilement contrôlable. Le troisième est boursier et concerne la contagion d'une place financière à l'autre des peurs des investisseurs financiers relatifs à la valeur réelle du capital fictif qu'ils possèdent sous forme de titres.

On va examiner ces trois mécanismes de façon détaillée. Mais pour

bien en apprécier la portée, il est nécessaire d'une part, de replacer la crise en cours dans une continuité historique plus longue et, d'autre part, de la situer aussi dans le cadre de l'évolution des rapports inter-impérialistes mondiaux, en direction précisément des capitalismes asiatiques.

### DEPUIS 1974 : UNE ACCUMULATION AUX RESSORTS BRISÉS

Aux différences majeures par rapport à la crise mexicaine de 1995 citées plus haut, il faut en ajouter une dernière qui a trait à la conjoncture mondiale. La propagation de la crise à partir de l'Asie intervient à un moment où l'économie américaine se trouve en fin, et non plus en début, du mouvement cyclique qui lui est spécifique. Elle intervient aussi à un moment où l'économie mondiale est dans une situation de surcapacité aiguë eu égard aux possibilités de demande solvable. Ici encore, il est nécessaire de revenir en arrière.

L'un des objectifs affichés de la libéralisation et de la déréglementation du commerce, de l'investissement et de la finance a été de permettre à l'économie capitaliste mondiale de retrouver les taux de croissance soutenue qu'elle a connus jusqu'à la récession de 1974-75, véritable tournant de l'histoire économique mondiale de l'après-guerre. Les économistes du FMI et de la Banque mondiale, relayés par les organisateurs du Forum de Davos et les journalistes, auto-institués en « nouveaux chiens de garde » (4), ont annoncé plusieurs fois déjà « le retour de la croissance longue ». Au cours de l'été 1997, au moment même où la crise thaïlandaise commençait, les

porteurs de la bonne parole libérale en ont fait une nouvelle fois l'annonce. De fait, dès qu'on regarde les séries statistiques longues, on s'aperçoit que l'accumulation du capital n'a jamais retrouvé son rythme antérieur à 1974.

Les chiffres comparés de la production et des échanges mondiaux publiés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) montrent que la libéralisation commerciale a donné un coup de fouet aux échanges après 1984, mais qu'entre 1984 et 1994 le taux de croissance de la production mondiale est resté inférieur à son niveau pourtant bas de 1974-1984. Les économies de l'OCDE, ainsi que toutes celles qui ont pu le faire ailleurs dans le monde, se sont tournées vers le marché extérieur. Les gouvernements ont tous cru trouver le salut dans l'adoption du modèle libéral de croissance « tirée par les exportations ». Entre 1984 et 1994, le commerce mondial s'est accru de 5 % par an, mais le taux de croissance de la production n'a été que de 2 %. Dans le cas des produits manufacturés, l'écart est plus fort encore. L'effondrement de l'URSS y est pour quelque chose, mais l'essentiel est dans la faiblesse de l'investissement. Celle-ci est d'autant plus frappante qu'il y a eu par contre un net rétablissement du taux de profit, dont la courbe diverge nettement de celle de la production à partir de 1988.

Le mouvement de baisse de longue durée des taux de croissance illustré par cette courbe (mouvement tendanciel régulier accompagné de fortes fluctuations) a pour origine sur trente ans la baisse de l'investissement aux trois pôles de la Triade. La baisse se fait à partir de niveaux très différents selon qu'il s'agit des Etats-Unis, de l'Europe ou du Japon, de sorte que le niveau atteint en fin de



## GRAPHIQUE 2 : PROFIT ET CROISSANCE DANS SIX GRANDS PAYS

Source : M. Husson (1996) sur données de l'OCDE et du FMI

période est également différent. C'est aux Etats-Unis qu'il est le plus bas, où il est inférieur à 5 %. Ici, c'est le mouvement agrégé qui nous importe. La rupture du début des années 1970, avant même la récession qui marque la fin définitive du fameux « âge d'or », est particulièrement claire dans le graphique suivant publié par l'OCDE dans un travail peu cité. Le sens de cette courbe et des chiffres qu'elle exprime est celui évoqué plus haut. Le système capitaliste impérialiste mondial pris comme un tout n'investit plus qu'à un taux très faible ; il ne met donc pas assez de capital créateur de valeur et de plus-value en mouvement. Il ne produit plus assez de valeur et de plus-value pour faire face aux exigences auxquelles il est confronté. Plus le système surexploite et pressure, plus il connaît la surproduction tendancielle et plus il subit des chocs financiers à

## GRAPHIQUE 3 : EPARGNE ET INVESTISSEMENT DANS LA ZONE OCDE

Source : Vers une pénurie mondiale de capitaux, menace réelle ou pure fiction ?, OCDE, 1996, page 23.

répétition (5).

Au cours des années 1990, le contexte de la mondialisation du capital a été celui que l'Office français de conjoncture économique (OFCE) nomme une situation où « l'offre est de façon permanente à la recherche d'une demande qui corresponde à son dynamisme ». Dans des industries clefs telles que l'automobile, la chimie, l'électronique et de l'informatique grand public, la situation de surproduction latente, chronique, menace de se transformer à tout moment en surproduction ouverte génératrice de guerres de prix. Pendant vingt ans, les grands groupes financiers à dominante industrielle sont parvenus à contenir cette situation du fait de la capacité dont ils ont fait preuve de gérer collectivement, tant bien que mal, leurs positions de monopole dans le cadre de l'oligopole mondial propre à chaque industrie ou secteur des services. Mais au cours des deux dernières années, l'aggravation de leur rivalité oligopolistique les a poussés à se lancer dans des programmes d'investissement qui manifestent le retour à l'anarchie incontrôlée de la concurrence inter-impérialiste.

#### ÉCONOMIE ET POLITIQUE DANS LE SYSTEME MONDIAL : LE CAS DES CAPITALISMES ASIATIQUES

La concurrence sauvage qui s'annonce va avoir pour cadre les relations hiérarchiques qui marquent les rapports politiques mondiaux, y compris à l'intérieur de la sphère des pays participants de la domination impérialiste mondiale. Elle se déroule dans le cadre de rapports politiques mondiaux dominés par les États-Unis. Au sein du « premier

cercle » de l'oligopole mondial, ceux qui sont dans la ligne de mire immédiate des américains sont les groupes japonais. L'une des causes essentielles du « mal japonais » est l'existence d'un dynamisme de l'accumulation du capital et de la capacité technologique appliquée à l'industrie (en ce sens la supériorité du « modèle toyotiste » est bien réelle) qui n'ont pas trouvé leur contrepartie en terme de rapports politiques entre les États, ni mondialement, ni même en Asie. Depuis vingt ans, l'appareil productif japonais est pris dans le carcan de rapports de force qu'il ne parvient pas à desserrer de sorte que sa puissance industrielle est corsetée. Si importants qu'ils puissent paraître, les exportations et les investissements japonais sont très inférieurs à ce qu'ils seraient si les keiretsus n'étaient pas confrontés aux limites et aux barrières que les États-Unis et même les pays européens, à l'exception du Royaume-Uni, leur ont imposées depuis vingt ans.

Le caractère hautement contradictoire des relations qui se sont nouées entre les pays situés au cœur du régime d'accumulation à dominante financière qui caractérise le système impérialiste mondial dans sa forme actuelle, et les pays qui voudraient échapper à une position de nette subordination, est manifeste dans le cas des économies industrielles d'Asie du sud-est, de Taïwan et de la Chine. Elles ont été les seules dont les performances en matière de formation de capital et de croissance ont été, au cours des années 1990, systématiquement supérieures aux performances mondiales. L'effondrement de ces marchés et la perte de rentabilité, au moins dans le court terme, des opportunités d'investir représentent pour les groupes financiers des pays capitalistes centraux

à la fois un manque à gagner et l'un des mécanismes les plus sûrs de propagation de la crise. Mais les difficultés graves que connaît la Corée se présentent aussi pour les États-Unis et le FMI comme l'occasion de faire rentrer ce pays dans le rang et de lancer un avertissement à d'autres.

La Corée, Taïwan et la Chine ont été, en effet, les rares pays au sein de l'économie mondiale où des classes capitalistes (ou bureaucratiques-capitalistes —la Chine « populaire »—) ont fait preuve d'une capacité réelle de créer une base d'accumulation propre (pour elles-mêmes et non comme agents subordonnés des pays centraux) dont le fondement est industriel ; ils ont fait preuve également de leur volonté de défendre ce projet en dépit de l'hostilité croissante des pays centraux du système, les États-Unis mais aussi le Japon pour qui la menace potentielle est la plus directe, de leur en laisser les moyens. Au cours des négociations qui ont préparé son entrée à l'OCDE entre 1993 et 1996, la bourgeoisie coréenne est encore parvenue à sauvegarder des éléments centraux de son dispositif de défense d'une accumulation autonome : l'accès contrôlé au marché intérieur et surtout au marché financier de Séoul ; de strictes limitations à l'accès du capital étranger aux banques et aux groupes industriels ; un processus de déréglementation financière et de « retrait de l'État », dont la lenteur avait été soigneusement étudiée.

Le capital financier mondial rageait de se voir opposer une telle résistance et attendait son heure. La crise asiatique et les erreurs commises par la bourgeoisie coréenne lui ont permis de prendre sa vengeance. Un mois après que la Corée ait dû faire appel au FMI, il ne reste plus rien du

dispositif antérieur. Les délégations du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que les banquiers et les hauts fonctionnaires des pays du G7, ont transformé les grands hôtels de Séoul en quartiers généraux d'une forme « moderne » d'occupation politique. Sous couvert d'organiser « l'aide », ces émissaires ont réduit la souveraineté de la Corée à peu de choses. Ils n'y ont même pas mis les formes. Avant de quitter Séoul, le directeur-général du FMI, le français Camdessus, a fait signer aux trois candidats à l'élection présidentielle l'engagement de respecter les termes qu'il venait de dicter au président sortant. Quinze jours plus tard, devant la menace de non-paiement par les banques coréennes des intérêts dus sur leurs emprunts étrangers, les émissaires du G7 ont dû retourner à Séoul. Emmenés par le sous-secrétaire d'État américain au Trésor, ils ont aggravé encore les conditions imposées à la bourgeoisie coréenne, fût-ce au risque de donner, d'ici quelques mois, un tour incontrôlable à la récession coréenne qui débute.

#### LE TOURNANT CORÉEN ET LES MÉCANISMES DE LA PROPAGATION MONDIALE

Ce n'est pas ici qu'on va s'apitoyer sur la bourgeoisie coréenne. Celle-ci a longtemps bénéficié d'un traitement de choix de la part de l'impérialisme américain. Elle a fait subir à la jeune classe ouvrière coréenne, ainsi qu'à la jeunesse étudiante, un talon de fer d'une très grande brutalité. Elle s'est méprise, telle une parvenue, sur sa place dans l'arène capitaliste mondiale. Ce qui nous intéresse, c'est le rôle de la Corée comme

chaînon dans la propagation internationale de la crise.

La Corée possède la douzième base industrielle du monde ; les autres pays de la région gravement touchés à ce jour (la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines) ont, quant à eux, des systèmes bancaires hypertrophiés mais une base industrielle faible encore dominée par des productions traditionnelles à très bas coûts salariaux, et sont des exportateurs de produits de base, miniers ou agro-sylvestres. La Corée est un des plus importants pays exportateurs de produits industriels pas seulement en Asie, mais dans le monde. Au moment où elle a subi le krach de son marché financier et une chute de sa monnaie, le wong, aussi importante que celle du bath, la Corée n'était pas un pays à déficit commercial élevé comme la Thaïlande, mais à excédent. Sa vulnérabilité est celle d'une économie dont l'activité industrielle dépend à un degré si élevé des exportations que la moindre diminution de la demande extérieure, notamment celle de sa région, l'affecte brutalement. Sa croissance a reposé aussi sur des plans d'investissement immenses toujours plus irréalistes, nés de la rivalité oligopolistique débridée entre les conglomérats industriels (les chaebols). Jusqu'à ce que la crise éclate, ceux-ci étaient encore protégés en partie de certaines des exigences de la concurrence mondiale, notamment pour ce qui est de l'accès au crédit. En plein régime de finance de marché au plan mondial, ils bénéficiaient encore d'un système financier domestique voisin du type dit de finance « administrée ». Le montant des crédits mis à leur disposition par les banques, avec la caution de l'Etat, a été pratiquement illimité. Sans eux, les conglomérats n'auraient pas pu envisager, encore

moins réaliser leurs investissements. Mais les banques coréennes ont bénéficié à leur tour de facilités de prêt à l'étranger tout à fait exceptionnelles. Les experts disent maintenant que ces prêts étaient inconsidérés, là où ils paraissaient encore offrir de solides garanties voici un an : nouvelle expression parfaite de l'anarchie profonde du système capitaliste et du caractère bien « faillible » du marché supposé omniscient.

On ne saurait trop insister sur l'articulation entre les deux mécanismes de propagation, industriel et bancaire, dont nous parlons ici. Dans le cas des prêts des banques étrangères aux banques coréennes, les créances douteuses sont le résultat des crédits accordés aux conglomérats industriels. Elles sont donc l'expression financière d'importantes capacités de production en quête de débouchés. Etant donné l'état actuel du marché mondial, ces capacités sont excédentaires. Elles représentent du capital destiné au rebut. Depuis le diktat imposé à la Corée par le FMI, la voie est ouverte pour le rachat de firmes coréennes par des groupes industriels américains ou européens. Pour l'instant, les repreneurs éventuels ne se bousculent pas. La revue américaine *Business Week* souligne la détermination des chaebols de préserver leur indépendance. Certaines études estiment qu'une partie des capacités excédentaires, allant jusqu'au tiers dans beaucoup d'industries, seraient vouées au démantèlement. Si tel est le cas, les créances des banques coréennes sont perdues à jamais. Mais le sont également celles des banques étrangères qui ont eu l'imprudence de les refinancer. Conscientes de cette relation, les banques coréennes ont annoncé à la

veille de Noël qu'elles pourraient se trouver obligées de proclamer un moratoire sur une partie de leur dette, façon polie de dire que celle-ci est impayable. Les banques étrangères n'ont pas eu d'autre choix que de concéder un report immédiat d'un mois avant de négocier les conditions du rééchelonnement.

La situation actuelle est donc la suivante. Soit les chaebols parviennent à accroître leurs parts de marché en taillant leurs prix, auquel cas les banques japonaises et occidentales ont quelque espoir de limiter leurs pertes. Mais dans ce cas, la concurrence par la baisse des prix et la déflation des prix industriels vont s'étendre au reste de l'économie mondiale, en commençant par le Japon et les Etats-Unis. Soit les chaebols ne parviennent pas à utiliser les capacités productives qu'ils ont installées et la faillite en chaîne des banques devient inéluctable avec le Japon comme premier anneau. Celui-ci va subir le contrecoup de la crise coréenne quoiqu'il arrive. Au sommet de sa prospérité, la Corée représentait aussi un marché. Ses importations en provenance du Japon ne représentaient pas moins de 7 % des exportations japonaises. La récession qui a commencé va les réduire sérieusement, mais elle affectera aussi le volume des importations en provenance des Etats-Unis et d'Europe. Les dernières prévisions annoncent un recul de 25 % de l'activité industrielle, de plusieurs points du produit national brut et un chômage qui toucherait au minimum plus de 3 millions de travailleurs. Les produits étrangers sont les premiers affectés par la chute de la demande, le réflexe de la population qui se sent agressée par l'impérialisme, est « d'acheter coréen ».

## LE MONTANT ET L'INTERDÉPENDANCE INCONNUS DES DETTES PRIVÉES

Depuis le début de la crise, le FMI a été placé en première ligne du dispositif mis en place pour tenter d'en contenir et d'en limiter les effets financiers potentiellement ravageurs. Dans le cas du Mexique, la proximité du foyer de crise et ses implications intérieures immédiates avaient conduit les États-Unis à contribuer de façon directe au plan de « sauvetage financier » pour des montants importants (près d'un tiers du paquet annoncé). L'intervention du FMI avait été d'environ 30 milliards de dollars. Dans le cas de l'Asie, les plans de sauvetage financiers reposent beaucoup plus directement sur le seul FMI. Les montants annoncés sont déjà près de trois fois supérieurs : 17 milliards pour la Thaïlande, 33 milliards pour l'Indonésie, et aux dernières nouvelles 58 milliards pour la Corée. Ils peuvent surtout s'avérer totalement insuffisants.

Car à la différence du Mexique, l'origine de la dette n'est pas un déficit gouvernemental. On a affaire à un endettement privé dans le cadre d'opérations financières capitalistes censées faire de beaux profits et donc éteindre les créances sans difficultés. La Corée, par exemple, qui ne s'est jamais embarrassée de dépenses sociales, a un déficit public insignifiant. Sa dette est le fait « d'agents économiques » privés. A un degré moindre, la même chose est vraie ailleurs. Les emprunts contractés par ces agents privés font partie, aussi bien en amont qu'en aval, de chaînes de créances et de dettes très longues et imbriquées. Contrairement à ce qui a souvent été

dit parfois pour justifier la finance de marché libéralisée et mondialisée, la mondialisation financière n'a pas mis fin à « l'économie d'endettement », dont il a été tant question après 1975. En diversifiant les instruments de financement, qui sont aussi les instruments de valorisation du capital-argent, elle a donné au contraire à « l'économie d'endettement » un essor sans pareil. La libéralisation et la déréglementation financière, ainsi que la montée de la toute-puissance de l'idéologie du « marché qui a toujours raison », en ont rendu le suivi et l'évaluation par les autorités monétaires pratiquement impossibles. On a assisté notamment au développement sur une très grande échelle de la part des institutions financières, bancaires et non-bancaires de la pratique dite du « hors bilan ». Les engagements sur les marchés des « produits dérivés » (ceux qui ont conduit la banque Barings à la faillite), en font partie, mais aussi beaucoup de prêts à risques élevés que la banque ne fait pas apparaître dans le bilan, mais qui alourdissent son passif dès qu'ils s'avèrent irrécouvrables. Les banquiers de « la veille école », ceux qui ont vécu les krachs bancaires qui ont suivi 1929, en ont suivi la montée avec inquiétude. Voici quelques années, le belge G. Lamfalussy, a noté qu'alors que la Banque des Règlements Internationaux (BRI) de Bâle a disposé pendant trente ans d'estimations fiables sur les niveaux d'engagements des pays vis-à-vis des banques internationales, depuis le milieu des années 1980 il n'existait plus la moindre donnée sur le montant précis des engagements et encore moins sur la configuration des créances à risque ou à très haut risque : à l'en croire, « personne n'a la moindre idée de la structure des interdépendances »

(Euromoney, juin 1994, p. 40).

## LES LIMITES DES CAPACITÉS D'INTERVENTION DU FMI

Les événements ont donné mille fois raison au banquier belge. Depuis le début des krachs asiatiques, on a assisté à une réévaluation permanente, de semaine en semaine, des montants de la dette des banques et des groupes industriels des principaux pays concernés. Dans le cas de la Corée, on est passé d'une estimation de 20 milliards de dollars à la mi-novembre à 100 milliards au moment de la mission du FMI début décembre à 200 milliards lorsqu'il a fallu après Noël que le gouvernement coréen rappelle au FMI et aux principaux pays cotisants de cette institution, l'extrême urgence que revêtait le déblocage des fonds. De même l'estimation du montant des dettes des institutions privées indonésiennes a quadruplé en deux mois et atteindrait maintenant selon les sources entre 160 et 200 milliards de dollars. Le 12 novembre, un cabinet de Hongkong avait estimé à 500 milliards de dollars les créances douteuses de neuf pays de la région. Aujourd'hui, c'est sans doute pratiquement au double que l'estimation se situe.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'intervention du FMI et voir les moyens dont il dispose. Il a pour tâche de tenter d'éviter que la chaîne internationale des dettes ne casse, que la pyramide des obligations multiples ne s'effondre. Et il doit le faire sans en connaître la constitution et la configuration exactes et même pas le montant précis, sinon que celui-ci est astronomique. Il doit colmater une digue qui prend l'eau de partout

et il court d'une brèche à l'autre, avec des moyens qui sont très limités. Dans l'un des articles (26/12/97), assez rares, où le journal Le Monde consent à entrouvrir à ses lecteurs un voile de vérité, on a appris que selon l'enquête effectuée par le journal auprès du FMI, celui-ci ne disposait plus fin novembre, une fois lancés les programmes d'aide aux banques thaïlandaises et indonésiennes que de 50 milliards de dollars. De surcroît, ceux-ci ne sont pas immédiatement et librement disponibles. C'est l'une des raisons de l'extrême lenteur avec laquelle les fonds annoncés sont mis à la disposition des pays, l'autre étant l'assurance de la mise en œuvre effective des « réformes » imposées. Lorsque le fonds d'intervention courant est épuisé, le FMI est contraint de demander aux principaux pays actionnaires (le G7 plus la Suisse) de mettre à sa disposition les fonds correspondants à leurs engagements statutaires en moment de crise aiguë. Dans certains cas, ces fonds sont prélevés sur les réserves extérieures placées sous l'autorité des Banques centrales et des Ministères des finances. Le pays dégarnit alors les réserves dont il peut avoir lui-même besoin pour combattre des attaques spéculatives, mais le gouvernement a les mains libres pour agir. Dans d'autres cas, les fonds doivent être débloqués sur le budget de l'État, ce qui implique par conséquent l'augmentation de la charge budgétaire. C'est le cas pour les États-Unis où l'opération exige l'intervention et l'approbation du Congrès, puisque dans ce pays, la constitution est présidentielle et non pas bonapartiste, comme elle l'est en France.

C'est ainsi que le « paquet d'aide » d'environ 50 milliards annoncé par le FMI début décembre (au moment où

la dette coréenne était évaluée à 100 milliards de dollars), a eu (et a toujours) le plus grand mal à se matérialiser. Un peu avant Noël, on a annoncé que la Banque mondiale a effectué un transfert de 2 milliards, mais on a appris aussi que les premiers discours au Sénat des membres du gouvernement Clinton ont été mal reçus et qu'il faudra peut-être plusieurs semaines avant que le versement statutaire des États-Unis se trouve entre les mains du FMI.

## ENTRE RÉÉCHELONNEMENT ET « MORATOIRE DE FAIT » DES DETTES PRIVÉES

Confronté à la menace tout à fait concrète d'illiquidité des banques coréennes, le consortium bancaire central des grandes banques de crédit des pays du G7 plus la Suisse s'est réuni à New-York et a décidé d'accorder aux débiteurs coréens un rééchelonnement d'un mois des sommes dues en début d'année au titre du service des intérêts et du remboursement du principal sur les prêts venus à échéance : le tout pour un montant de quelque 15 milliards de dollars. Les commentateurs se sont réjouis que cette mesure ait donné un répit aux marchés boursiers asiatiques et mondiaux. Un accord de rééchelonnement de plusieurs mois est maintenant sur le point d'être signé. Son but est de gagner du temps et de retarder le moment où une partie des banques des pays centraux du système impérialiste se trouveront dans l'obligation de proclamer le caractère irrécouvrable de leurs créances sur les banques coréennes. Mais même dans ce cas,

l'inscription des créances rééchelonnées dans la catégorie des créances douteuses paraît s'imposer. Ce serait le cas pour les banques américaines qui sont soumises ici encore à une supervision plus stricte que les banques européennes. Et les journalistes du New York Herald Tribune (11/1/98) de poser deux questions : si cette obligation est confirmée, l'inscription des créances rééchelonnées dans la catégorie des créances douteuses n'aura-t-elle pas des répercussions sur la cotation de leurs actions à Wall Street ? Sera-t-elle étendue aux banques japonaises et européennes, beaucoup plus fortement engagées en Corée que les banques américaines, mais alors avec quelles conséquences pour leurs bilans et quels risques d'extension des défaillances vers le Japon en particulier ?

Lorsqu'on sait que le montant des créances douteuses supportées par les banques japonaises en raison des effets non résorbés du krach immobilier et boursier de 1990, est estimé à 1000 milliards de dollars (E. Leser, Le Monde, 14/11/97), on comprend que ce ne sera pas chose facile pour celles-ci d'y ajouter plusieurs dizaines de milliards de plus. S'agissant des créances des banques françaises, dans l'hypothèse d'une défaillance des banques coréennes, le gouvernement Jospin aura-t-il les moyens, politiquement et économiquement, de « socialiser » de nouvelles pertes bancaires importantes, quel que soit son désir de le faire ? La situation des grandes banques américaines est différente. Comparées aux banques des pays mentionnés, elles sont solides et pourraient absorber sans trop de difficultés le poids des créances irrécouvrables dans leurs bilans. Dans leur cas, l'élément de vulnérabilité immédiat

est le même que pour les groupes industriels. Les banques sont des sociétés par actions, cotées à Wall Street. Or l'état du marché boursier rend l'annonce d'une baisse des profits et donc de dividendes risquée, non pour les sociétés en question prises individuellement, mais pour le marché des actions pris dans son ensemble.

Dans le cas du système bancaire coréen, les grandes banques étrangères créditrices ont au moins eu des interlocuteurs reconnus et mandatés avec qui discuter. Dans le cas de l'Indonésie, la dimension plus petite des établissements, de même que leurs liens avec le pouvoir politique dictatorial corrompu, n'ont pas permis cette négociation. A mesure que la crise s'aggrave en Indonésie, que les faillites se multiplient et que la paralysie et l'incertitude politiques grandissent, les banques occidentales et japonaises, mais aussi de Singapour et de Hong Kong sont confrontées à ce que les commentateurs sont bien forcés de nommer une situation de « moratoire de fait », c'est-à-dire de moratoire sauvage. Tant par incapacité réelle que parce qu'elles profitent de l'anarchie croissante, les banques et les entreprises débitrices indonésiennes refusent tout simplement de reconnaître leurs dettes et mettent les créanciers étrangers devant le fait accompli. A un moindre degré, la même chose peut encore se produire en Thaïlande. Ce qui signifie que la part de la dette bancaire asiatique dont les échéances sont négociables avec des partenaires représentatifs ne constitue qu'une fraction d'engagements plus importants largement irrécupérables.

## LES RAPPORTS

### ÉTATS-UNIS/JAPON

### DANS LE PROCESSUS

### DE CONTAGION

### MONDIALE

Le dispositif impérialiste mondial comporte un ensemble de postes avancés qui ont résisté à la tempête en novembre (c'est le cas des marchés financiers brésiliens ou argentins), ainsi que de bastions secondaires importants (la place financière de Hong Kong notamment) qui tiennent encore. Leur chute donnera tôt ou tard une nouvelle accélération au mouvement. Cependant, des foyers d'incendie financiers sérieux peuvent s'allumer ailleurs, par exemple en Russie. Le cœur du dispositif se situe bien sûr aux États-Unis, à Wall Street et à Chicago où les principaux marchés financiers sont situés. Il ne peut y avoir transformation d'une situation prévisible de récession rampante avec déflation en situation de dépression ouverte sans un krach boursier américain.

Le « miracle » de la croissance du PIB et de la Bourse aux États-Unis depuis cinq ans (alors que l'Europe et le Japon ne sont pas parvenus à surmonter les effets de la récession de 1990-91) tient à la fois à sa place unique dans le système mondial et à son adéquation au capitalisme sauvage qui a repris le dessus avec le néolibéralisme. Les États-Unis sont le seul pays impérialiste qui pouvait compenser l'effondrement de son taux d'épargne domestique en attirant vers lui la part la plus forte du capital de placement financier disponible mondialement. Forts de ces flux, les États-Unis ont pu mener une politique interdite aux autres pays touchés par la crise immobilière et bancaire de 1990 : fournir au système bancaire des liquidités à taux

d'intérêt très bas en laissant filer son taux de change. Ce n'est qu'après l'éclatement de la crise mexicaine et la mise en œuvre du plan de sauvetage de février 1995 que la Fed a dû intervenir pour rassurer les détenteurs d'actifs financiers libellés en dollars. Entre 1991 et 1994, les banques américaines ont pu obtenir des liquidités à 2 % et les prêter à 4-5 %. La restauration de la rentabilité des banques et la fin de la pénurie de crédit ont puissamment aidé à la reprise économique dont seuls les États-Unis ont bénéficié.

L'une des plaisanteries faciles en cours dans les milieux financiers américains veut que les États-Unis soient devenus « non seulement le prêteur mais aussi le consommateur en dernier ressort » de l'économie mondiale. S'il en est ainsi, c'est bien parce que le fonctionnement rentier du régime d'accumulation mondialisé à dominante financière fait que le pays le plus riche du monde soit aussi celui qui attire vers lui, pour la stériliser dans ses marchés financiers, la part la plus importante des liquidités mondiales. La crise asiatique n'a fait qu'accroître encore cette polarisation des flux de liquidités vers les États-Unis, puisque ceux-ci sont considérés plus que jamais par les investisseurs financiers comme leur principal pays refuge. C'est cet afflux qui a permis à Wall Street de rebondir après le choc boursier du 27-28 octobre. Si la Fed n'a pas eu à créer de liquidités pour aider à stabiliser les cours, c'est parce que l'afflux de capitaux fuyant l'Asie a permis aux titres mis en vente de trouver preneur assez facilement.

Le revers de la médaille pour les États-Unis est que c'est sur eux que vont se concentrer au cours des prochains mois l'effet le plus fort des mécanismes de crise en provenance

d'Asie. Le Japon en est le relais au moins autant que la Corée, au travers d'une articulation étroite ici encore entre la situation des banques et celle des groupes industriels, les keiretsu. Les banques japonaises n'ont jamais surmonté les pertes subies en 1990 dans l'immobilier et la bourse. Alors que le gouvernement américain a pu imposer la socialisation des pertes de la faillite des caisses d'épargne moyennant le recours à l'impôt (tout comme les gouvernements français l'ont fait et vont plus que jamais vouloir le faire pour le Crédit Lyonnais, mais peut-être pour d'autres banques aussi), le gouvernement japonais n'a pas pu faire de même. Il n'a pas pu faire payer par le contribuable japonais les créances irrécouvrables des filiales immobilières des grands banques ou des maisons de courtage. Tout comme les banques françaises, les banques japonaises ont cru pouvoir se replumer en Asie. L'effondrement des systèmes financiers en Indonésie et en Thaïlande et le rééchelonnement (ou moratoire négocié) des sommes dues par les banques coréennes ont sévèrement accru la fragilité systémique bancaire du pays. Ainsi que les contrecoups de la faillite de la maison de courtage Yamaichi en novembre, tout de suite suivie par celle d'un groupe industriel agro-industriel important, l'ont montré, la faillite de quelques établissements peut suffire à provoquer, par le biais d'une chute du Nikkei, une panique boursière internationale contagieuse.

Fondamentalement, il n'y a toujours que deux voies permettant aux banques japonaises de se remettre à flot : une poussée des exportations qui rapatrieraient, par le biais d'un excédent encore plus élevé de la balance commerciale, des profits et des liquidités, ou la « socialisation des

pertes » par le biais budgétaire. Cette seconde voie, qui aurait dans le contexte actuel des effets récessionnistes forts elle aussi, est celle que les États-Unis réclament de façon toujours plus brutale et que les missions du FMI pressent le gouvernement japonais d'adopter. Ces exigences se heurtent à la résistance de la population japonaise, de sorte qu'il n'y a toujours pas de majorité à la Diète pour « sauver » les banques par la voie fiscale et budgétaire. Mais il y a résistance également de la part des grands groupes industriels pour qui renoncer à profiter du taux de change favorable entre le yen et le dollar pour accroître leurs exportations, reviendrait à faire acte de soumission à l'impérialisme américain. Le temps presse pourtant. Si les banques japonaises n'effacent pas rapidement une fraction importante de leurs créances douteuses (personne n'étant capable de dire le montant indispensable), la faillite d'une partie d'entre elles sera inévitable. La stagnation actuelle de l'économie japonaise se transformerait alors en récession.

## LA PLACE DE WALL STREET DANS L'EXTENSION DE LA CONTAGION MONDIALE

A quel moment les effets de la crise partie d'Asie vont-ils devenir lisibles dans les bilans trimestriels des groupes industriels et des grandes banques américaines ? Quels vont être l'ampleur de la pénétration du marché intérieur des États-Unis et le degré de l'aggravation de son déficit commercial au cours des prochains mois ? Comment la bourse de Wall Street va-t-elle réagir à l'annonce de profits et de dividendes en baisse et d'une montée du déficit extérieur suffisamment important pour que le taux de change du dollar finisse par en être touché ? Comment les marchés

financiers réagiraient-ils à une aggravation de la crise bancaire japonaise ou à une dévaluation de la monnaie chinoise, le *yuang* ?

Poser ces questions, c'est soulever le rôle du troisième mécanisme de propagation de crise présenté plus haut, celui qui a pour théâtre les marchés boursiers des pays qui concentrent la capitalisation boursière mondiale. Tout en étant étroitement subordonné aux deux mécanismes dont il a longuement été question dans cet article, le mécanisme de propagation par la sphère boursière a une autonomie et de puissants effets destructeurs qui lui sont propres. C'est aussi le mécanisme dont les délais sont les plus difficiles à prévoir. Cet ensemble de traits résultent de la nature économique des marchés financiers et du caractère fictif des valeurs sur lesquelles portent leurs transactions. Les marchés financiers sont des marchés secondaires qui paraissent donner une vie propre et une valeur autonome à des droits à dividendes et à des créances portant intérêt. Le propriétaire d'actions qui ne possède en fait que des fractions du capital d'une entreprise donnée qui lui ouvrent droit à dividende, a l'illusion de posséder un « capital » autonome dont la valeur paraît être fixée par la cote atteinte par ces actions en bourse (6). Il croit que la capitalisation boursière repose sur des bases tangibles alors qu'elle est une fiction, au mieux l'image réfractée du montant de liquidités disponibles qui cherchent refuge ou qui veulent spéculer sur le marché boursier, faute de meilleures formes d'investissement ou de placement.

Le monde fantasmagorique des marchés financiers est celui d'un ensemble d'opérateurs et de porteurs de titres, dont les transactions et la

fortune reposent soit sur un dédoublement du capital engagé dans la production ou la circulation, soit sur des créances portant intérêt susceptibles de perdre toute valeur si les rapports économiques ou sociaux qui les sous-tendent se modifient. Ce monde fantasmagorique qui vit en vase clos, bien qu'il soit étroitement dépendant de ce qui se passe hors de son champ, est paranoïaque. Il vit au rythme des nouvelles qu'il reçoit quant à la santé et à la rentabilité des entreprises et des banques cotées, ou à la capacité des pays ou firmes débiteurs de rembourser leurs dettes portant intérêt. Dès qu'une mauvaise conjoncture économique s'installe, la nervosité des marchés croît. On les voit réagir de façon de plus en plus brusque, voire irrationnelle, face à tout ce qui entre dans la catégorie des « mauvaises nouvelles », c'est-à-dire celles qui sont susceptibles d'affecter par ricochet les valeurs boursières. Les phases critiques en Bourse sont celles où il commence à y avoir un retrait du marché des détenteurs de titres, soit pour une catégorie d'action donnée, soit de façon plus générale. Dès que les titres mis en vente ont du mal à trouver des acheteurs ou ne trouvent pas preneurs du tout, on entre dans une phase nouvelle : celle où l'on assiste à la chute, voire à l'effondrement des cours. Le fait que des titres de tel ou tel type ou de telle ou telle entreprise ne trouvent pas preneur peut évidemment refléter soit des événements très particuliers et circonscrits, soit des faits de portée générale qui concernent toute une économie, ou même le système mondial pris comme un tout.

Tous ces éléments concourent à expliquer pourquoi les marchés financiers sont les proies de « paniques » presque aveugles. Or l'une des ca-

ractéristiques de la situation qui s'est créée depuis la fin de l'été 1997 est un accroissement significatif du degré et de la vitesse des phénomènes associés à la contagion boursière. L'annonce de la mise en vente importante ou massive de titres sur un marché boursier national où qu'il soit, ainsi que du fait que ces titres ont eu du mal à trouver preneur ou n'en ont pas trouvé du tout, est immédiatement perçue comme une « mauvaise nouvelle » par l'ensemble des bourses du globe : ses effets se répercutent de place en place. Le caractère « moutonnier » des opérateurs donne à certains marchés un rôle référentiel, qui est plus fort dans le domaine boursier que dans n'importe quel autre domaine. En raison du caractère hautement hiérarchisé de la finance, ce sont New-York et Chicago qui sont le verrou décisif de la contagion boursière. C'est seulement à partir d'eux que la crise, dans son mouvement de propagation internationale, peut déboucher sur un krach d'une ampleur telle qu'il entraînerait l'effondrement en série des marchés boursiers de la planète, conduisant alors à la récession mondiale. On comprend que l'état de l'économie américaine soit une donnée centrale de la situation mondiale prise comme un tout. Tant la gravité potentielle de la contagion boursière que le rôle « leader » de Wall Street ont été mis en évidence lors du « mini-krach » du 27-28 octobre 1997. Lors de cet épisode dont la vitesse et l'ampleur de contagion ont dépassé celles du krach de 1987, ce sont les actions des plus grands groupes américains qui ont fait l'objet de ventes importantes pour la première fois depuis le début des années 1990. Celles-ci ont forcé un groupe comme IBM à intervenir pour stabiliser les cours en se portant



acheteur de ses propres titres. Ce jour-là, l'intervention de IBM a encoure la capacité de redresser le marché, mais en sera-t-il toujours ainsi ?

\*\*\*

Un travail d'analyse économique n'est pas un exercice de divination. L'essentiel est de comprendre que la crise n'est ni « asiatique », ni « financière », mais qu'elle est mondiale et qu'elle est l'expression de contradictions économiques et politiques profondes. De ce fait, la possibilité d'un krach n'est pas une hypothèse abstraite, mais quelque chose d'inscrit dans la situation ouverte en Asie en juillet dernier. Les spécialistes financiers excluent l'hypothèse de moins en moins, même si la nervosité des marchés les oblige à n'en parler qu'entre initiés. Ils redoutent alors la sévérité de la « correction » boursière, l'ampleur de ses effets de baisse

de revenus sur les bénéficiaires des systèmes de retraite par capitalisation et les participants aux fonds de placement collectifs aux Etats-Unis, la dimension imprévisible des retombées de la contagion boursière internationale. Parfaitement conscients du fait que la crise en cours et son aggravation possible mettraient en question les bases du régime d'accumulation à dominante financière, sinon le mode de production capitaliste comme tel, les thuriféraires du capital affinent le discours de la crise comme « prix d'entrée dans l'économie du troisième millénaire ».

Pour la classe ouvrière, les salariés de toutes catégories et la jeunesse, un krach boursier international ouvrant sur une crise économique mondiale véritable, signifierait un saut dans le chômage, un redoublement de l'ensemble des maux qui les affligent. Pour le mouvement ouvrier majoritaire, mais aussi pour les courants

marxistes révolutionnaires qui cherchent à se réorienter et à se regrouper, une situation nouvelle serait créée. Elle serait celle où il ne suffirait plus d'être un opposant qui travaille pour « pousser à gauche » le gouvernement ou les directions syndicales ou qui leur demande de « changer de politique ». Face à l'urgence, il faudrait être en mesure de dire aux salariés et aux chômeurs ce qui devrait être fait et comment s'y prendre pour y parvenir, y compris en prenant les choses en main eux-mêmes.

L'élaboration d'un programme d'action pour les masses, d'un « plan d'urgence » dont des militants, à Rouen notamment, ont jeté les bases, devrait désormais intégrer explicitement l'hypothèse d'une aggravation brusque de la situation économique. Mais il faudrait aussi y intégrer une réflexion sur les conditions de l'auto-organisation face à une si-

tuation de ce type. Une chose est certaine : tout doit être mis en œuvre pour que s'il y avait krach, celui-ci soit abordé non comme une « calamité », mais comme un événement qui ouvrirait la possibilité de rendre à ceux qui subissent les conséquences de la domination capitaliste l'espoir de bâtir un système économique et social correspondant à leurs aspirations et à leurs besoins.¶

#### Notes

(1). Voir la réédition modifiée et amplifiée de *La mondialisation du capital*, Syros, octobre 1997 où j'explique ce que j'entends par cette caractérisation.

(2). Voir aussi l'excellent livre de Louis Gill sur Marx, *Fondements et limites du capitalisme*, Boréal, Montréal, 1996 (diffusé en France par Le Seuil).

(3). Un exemple typique est l'article de Jacques Delors « Les fruits amers de la spéculation » dans *Le Nouvel Observateur*, 15 janvier 1998.

(4). Il faut lire le dossier accablant publié à leur rencontre par Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, dans la collection dirigée par Pierre Bourdieu, *Liber-Raisons d'Agir*, 1997.

(5). J'ai établi une chronologie des chocs et crises financiers depuis vingt ans et de leurs points d'origine dans le système financier international dans le chapitre 7 du livre collectif que j'ai coordonné, *La mondialisation financière*, Syros, 1996.

(6). L'analyse du caractère de capital fictif des actions et des obligations sur lequel je prends appui se trouve dans Marx, *Le Capital*, livre III, chapitres XXIX et XXX.

Nous avons reçu le texte d'un camarade, Benoît Mély, qui a tenu à réagir à l'article dans lequel Charles Jérémie, dans le n° 6 de Carré rouge, saluait la disparition de Stéphane Just. Nous publions d'autant plus volontiers son texte qu'il énumère quelques-unes des questions qui ont été à l'origine de la décision d'éditer Carré rouge, que beaucoup de ses remarques rejoignent celles sur lesquelles nous nous proposons de travailler en vue d'articles à venir, et que certaines des pistes qu'il propose d'explorer nous semblent essentielles.

Cela revient à dire que son texte s'inscrit très précisément dans le cadre que nous avons décidé d'ouvrir en fondant Carré rouge. Nous souhaitons vivement qu'il poursuive cette réflexion avec nous et que d'autres s'y joignent.

Les éditeurs de Carré rouge

## Pourquoi nous est-il si difficile de tirer « quelques enseignements de notre histoire » ?

Ce n'est pas sans émotion que j'ai appris la disparition de Stéphane Just. Je ne veux pas écrire ici un « hommage » de circonstance, ni apporter un témoignage sur un homme que je n'ai côtoyé que quelques années (1984-1991). La vie de Just a été durant un demi-siècle si étroitement liée à l'histoire du trotskysme en France que sa disparition conduit à jeter un regard en arrière sur cette longue lutte pour « le parti révolutionnaire » et sur ses dérives. L'article que Carré rouge a récemment consacré à Stéphane Just ne me semble pas de nature à éclaircir les questions ici en jeu. Les lignes qui suivent (dont l'auteur n'est pas adhérent de Carré rouge, mais lecteur de cette revue) se veulent une contribution à un débat que je souhaite ouvert, et que je crois indispensable.

A mes yeux, le principal mérite de Just restera d'avoir osé s'élever en 1984 contre la transformation par

Lambert and co du PCI en succursale de l'appareil confédéral FO. Combat tardif, mal engagé peut-être, mais qui a cherché à sauver ce qu'il y avait d'essentiel à sauver dans la tradition politique du trotskysme (ce qu'exprime la formule-exergue du bulletin *Combattre Pour le Socialisme* créé par lui et d'autres après les exclusions de 1984, « On ne saurait aller de l'avant si on craint d'aller au socialisme », formule qui me paraît toujours de la plus extrême actualité). Le « jeune retraité » qu'était Just en 1984 aurait pu jeter l'éponge — ce qu'escomptait sans doute Lambert. Il a fait face, avec un courage qu'il faut lui reconnaître, en cherchant à soixante ans passés à « tout recommencer ».

Stéphane Just avait choisi la voie de la réaffirmation sans cesse réitérée de ce qu'il considérait comme les bases principales du combat trotskyste. Il repoussait toute interroga-

tion sur ces principes, toute recherche pour les actualiser, comme autant de révisions du marxisme. Il pensait de son devoir de les combattre avec la dernière énergie. Cette attitude qui se voulait d'une rigoureuse fidélité à Marx ne manquait pas de grandeur. Mais, fort logiquement, elle ne pouvait aboutir qu'à l'impasse. L'échec final de Just n'est pas seulement celui d'un homme. Pendant un demi-siècle, Just s'est consacré tout entier à la lutte pour empêcher le mouvement trotskyste de se fourvoyer dans la complaisance avec les partis stalinien (le « pablisme ») ou dans l'opportunisme de petits bureaucrates du type illustré aujourd'hui par Lambert. Ces efforts se sont révélés vains. Et par une cruelle ironie, l'homme qui avait écrit (dans une brochure de 1984, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI), prenant l'exemple de Healy, de Moreno et de Lambert : « les organisations [autres que celles du SU] issues de la crise de la IV<sup>e</sup> internationale ont un type de fonctionnement bien particulier, toutes sont marquées par une sorte de caudillisme », a reproduit à son tour le même vieux schéma. Lui aussi, malgré ses dons de premier ordre, malgré sa clairvoyance indéniable pour « décortiquer » (comme il disait) les politiques criminelles des appareils bureaucratiques, est devenu au cours des années le leader intouchable et non critiquable d'un petit groupe où toute pensée un tant soit peu différente a fini par paraître suspecte — jusqu'à faire de CPS, il y a peu, le vecteur d'anathèmes affligeants. Fatalité ? Vice incurable des organisations qui persistent à se réclamer d'Octobre 1917 et de l'Opposition de Gauche ? Ou quoi d'autre ? Il est vrai que Stéphane Just n'a jamais cherché quant à lui à utiliser sa

position politique pour un profit matériel personnel. C'est pourquoi le mettre sur le même plan que Lambert serait une indignité. Mais par delà l'émotion devant la disparition d'un homme de sa stature, la question qui à mon sens peut légitimement être posée quiconque a connu successivement la dégénérescence du PCI et la « sectarisation » du comité de Just est bien celle de savoir « pourquoi on en est arrivé là ». En d'autres termes : à quoi attribuer ce qu'il bien faut appeler aujourd'hui non plus la crise mais la faillite du trotskysme — une faillite si générale, en France comme à l'échelle internationale, qu'elle jette aujourd'hui un discrédit certain sur toute tentative de « construire un parti » sur un programme révolutionnaire anticapitaliste ?

Je ne veux pas réduire l'histoire de plus d'un demi-siècle de lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale à un immense gâchis. Au contraire : je reste persuadé que ce mouvement a été porteur de traditions de lutte, de principes politiques, de références programmatiques, d'une mémoire collective..., bref d'un « héritage » que « nous » (anciens de l'OCI/PCI qui continuons d'une façon ou d'une autre à penser que « le socialisme n'est pas une utopie ») n'avons pas le droit de laisser perdre. Mais comment cet « héritage » pourrait-il être transmis, comment pourrait-il contribuer utilement (avec d'autres) à féconder les luttes anticapitalistes nécessaires, s'il reste mêlé et comme imbriqué avec tout ce que le mouvement trotskyste a charrié d'erreurs et d'aberrations ? Tout un travail de réexamen critique de notre passé reste à faire. Toute une tentative pour reconstituer l'histoire de notre mouvement, en particulier de sa section française, pour tenter d'analyser les processus de sa

dégénérescence politique et organisationnelle, d'en déterminer les facteurs principaux et les moments-clés, est à entreprendre. Si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place ?

Il ne me semble pas qu'on en prenne aujourd'hui le chemin. Il est remarquable que parmi les anciens responsables de l'OCI/PCI qui ont rompu d'une façon ou d'une autre avec Lambert, aucun, même parmi ceux qui n'ont pas renoncé à s'exprimer politiquement, n'a produit d'étude un peu conséquente sur l'histoire de cette organisation qui pourrait mettre en lumière les raisons de son fiasco. Aucun, sauf erreur de ma part, n'a même écrit de « témoignage » un tant soit peu détaillé qui puisse aider à porter ici de la lumière. Just (dans la brochure de 1984 citée plus haut) avait entrouvert le débat ; mais il l'a lui-même refermé presque aussitôt (pendant les deux dernières années de ma participation à son comité, j'avais tenté de le convaincre, textes soumis à discussion interne à l'appui, qu'il n'avait tiré qu'un bilan partiel et incomplet de la faillite du PCI. Je n'ai réussi qu'à le persuader... que je jetais le trouble dans l'esprit de militants qu'il voulait « armer » et « mettre en ordre pour le combat politique », jusqu'à me faire finalement indiquer sans ménagements la porte de sortie).

Il est tout de même étrange qu'au moment où l'effondrement des régimes stalinien ouvre enfin, devant tous ceux qui ne se résignent pas à subir indéfiniment la loi du capital, la possibilité d'une réappropriation révolutionnaire du marxisme, aucun document un tant soit peu étoffé ne propose tout au moins des leçons à tirer de ce demi-siècle de combat trotskyste. Comment d'ailleurs cette amnésie ne conduirait-elle pas à l'avenir à recommencer, sous

d'autres formes, les mêmes erreurs, s'il est vrai qu'elles ne sont pas imputables seulement à des hommes, ou au malheur des temps, mais à des causes plus profondes ?

On sait que Pierre Broué, que son expérience d'historien du trotskysme (jusqu'en 1940) rend à bien des égards le mieux placé pour ouvrir des pistes, s'y est jusqu'à présent explicitement refusé. Du moins en 1995 écrivait-il dans sa présentation des textes de Raoul pour les Cahiers Léon Trotsky : « Il n'était ni dans mes intentions, ni dans celles de l'Institut Léon Trotsky de saisir cette occasion pour écrire une histoire interne du mouvement trotskyste en France... Il faut laisser l'écriture de cette histoire-là à quelqu'un qui ne l'a pas vécue. » Ce scrupule de l'historien me paraît en l'espèce déplacé : à ce compte, Trotsky aurait dû s'abstenir d'écrire son Histoire de la Révolution Russe. L'historien Broué a évidemment beaucoup à dire, et ce d'autant plus qu'il a été témoin privilégié. Je parviens mal à comprendre les considérations qui le retiennent, aujourd'hui qu'il s'est fait chasser du PCI avec la même bassesse manœuvrière que celle mise en œuvre par Lambert au XXVIII<sup>e</sup> congrès du PCI de 1984 pour exclure les « justiciens ».

Le récent article du n° 6 de Carré Rouge sur Stéphane Just (« Une vie », sous la signature de Charles Jérémie) illustre d'une autre façon les difficultés à entreprendre cette réflexion critique sur notre histoire. L'auteur de l'article présente un portrait de Stéphane Just qui en fait n'aide guère à comprendre ce qui a eu lieu. Ainsi de « l'affaire Varga » (1973). « Un procès stalinien », écrit-il. Il est certes important que cela soit écrit. Mais c'est en dire trop, ou trop peu. Pour conduire ce procès, Lam-

bert a réussi à s'assurer contre Varga de la collaboration de Just, de l'aval de tout le Comité central, du silence de ceux qui connaissaient le trucage. Comment cela a-t-il été possible ? La direction a obtenu contre Varga l'approbation crédule de la quasi-totalité des militants (j'en étais). Pourquoi cette abdication de tout esprit critique ? En un mot, qu'était l'OCI pour générer en 1973 un « procès stalinien » ? Une organisation elle-même stalinienne ? Ou sinon, quoi ?

Malheureusement, l'article ne soulève aucune de ces questions. Le passé est le passé... Comme s'il avait ouvert une boîte de Pandore, Charles Jérémie referme immédiatement le couvercle entrouvert. Il se présente d'ailleurs dans cet article comme simple « militant de l'AJS » à cette époque. Mais non : en 1973, il était aussi depuis plusieurs années membre du Bureau politique de l'OCI. C'est bien pourquoi, maintenant qu'il a choisi de s'exprimer politiquement à nouveau, il serait de sa responsabilité de donner tout au moins des éléments d'information aidant à comprendre « pourquoi on en est arrivé là » (et pour certains d'entre eux, il est seul aujourd'hui à pouvoir le faire).

« QU'AVONS NOUS  
REPRODUIT  
DU MONSTRUEUX  
QUE NOUS AVONS  
COMBATTU ? »

Charles Jérémie avance certes une explication de ce qu'il nomme « la violence » des rapports internes dans l'organisation trotskyste française. « Cette violence était l'expression de la situation dans laquelle,

des années 30 aux années 60, le mouvement trotskyste s'est trouvé pris en tenaille : d'un côté la bourgeoisie, de l'autre l'appareil stalinien dont on a, après la chute du mur de Berlin, du mal à apprécier la dictature, la puissance, la violence... La brutalité des conflits dans le mouvement trotskyste s'explique essentiellement par cette situation objective ».

Cette explication est un peu courte. D'une part, elle ne rend pas compte, de son propre aveu, de l'évolution ultérieure aux années 60. D'autre part, elle donne finalement le beau rôle à ceux qui ont exercé cette violence interne — simple conséquence de la violence stalinienne qu'ils osaient affronter... Mais le mal était infiniment plus profond. Les organisations qui se sont réclamées du trotskysme, même lorsqu'elles ont refusé de valoriser les partis staliniens avec Pablo et le SU, ont reproduit avec un effrayant mimétisme ce qu'elles combattaient. Elles pourraient à bon droit se demander, avec le poète et militant marocain Abdelatif Laabi (l'un des fondateurs avec Abraham Serfaty d'un PC dissident happé par le maoïsme) : « Il faut savoir tirer les leçons de la défaite... Qu'avons nous reproduit du monstrueux que nous avons combattu ? » (1). Le « caudillisme », les chefs géniaux et la discipline imbécile, importés d'ailleurs sans doute, ont pris pied avec une stupéfiante facilité dans des organisations qui se voulaient les héritières de toute l'histoire émancipatrice du mouvement ouvrier. Des générations de militant(e)s, venu(e)s au trotskysme parce qu'ils/elles refusaient la voie de la facilité (dans certaines situations, c'était peu dire) ont été disloqué(e)s, précisément parce que l'adversaire qu'ils/elles croyaient combattre à l'extérieur était déjà dans la place. Dire que c'est « la fau-

te des autres » ne mène pas loin. Just lui aussi expliquait la dégénérescence de l'OCI-PCI par les pressions extérieures (le stalinisme, les trotskystes coupés de leur classe...). Schéma commode, que dans les années 50 on servait déjà aux militants, comme en témoignent les textes de Raoul récemment publiés. Dans une lettre adressée à Daniel Renard, Raoul s'insurgeait : « Limitée à elle-même, à quoi peut bien servir la caractérisation "pression étrangère" à propos d'une position politique quelconque ... Ce " truc " mène bien quelque part : au choix de confiance inconditionnelle en tel ou tel Messie le moins susceptible de céder à la pression, libre à toi de le sélectionner à pile ou face, à coup de psychanalyse, ou plus simplement en t'intronisant toi-même » (N° 56 des Cahiers Léon Trotsky, p. 72, lettre du 12 mars 1954).

Toute l'évolution ultérieure du PCI semble contenue ici —seul le nom du « Messie » restait à définir. On est d'ailleurs frappé en lisant ces textes de Raoul (qu'il a ensuite enfouis dans des tiroirs, et qui auraient pu y rester à jamais...) de voir combien, dès les années 50, le ver était déjà dans le fruit. « Cette direction se méfie de son parti » (p. 87) ; « Visible-ment le brain-trust a une triste idée de sa base » (p. 75) ; « Une officine qui prétend à un copyright sur le programme communiste révolutionnaire... Ce qu'on ne peut admettre, c'est l'effarante prétention de ces gens » (p. 92) ; « ...offensives systématiquement destructrices des notions élémentaires du respect de la dignité des militants dans un parti révolutionnaire. » (p. 90). C'est déjà le tableau de l'OCI/PCI que pour ma part j'ai connu à partir de la fin des années 60 : des relations viciées par l'arrogance de dirigeants « qui sa-

vent » et par la résignation de militants qui acceptent de « savoir moins bien » que ceux d'en haut (comme chez les staliniens ? Comme à l'armée ? comme dans n'importe quelle secte religieuse ?). Pression des forces objectives ? Non, c'est trop facile.

La lecture de ces pages confirme l'idée selon laquelle, très tôt, une microbureaucratie s'était enkystée dans le PCI (2) . A la différence des bureaucraties classiques, celle-ci (à l'origine tout au moins) ne tirait aucun privilège matériel de sa position dirigeante. Mais le pouvoir dont ces dirigeants ont disposé n'était-il pas déjà un privilège ? Je reste frappé du fait que notre tradition politique s'est interdite toute réflexion sur ce que Rakovsky appelait, dans un texte de 1928, « les dangers professionnels du pouvoir » (Rakovsky, que les explications de Trotsky sur la dégénérescence du bolchevisme ne satisfaisaient pas entièrement, examinait les effets de l'exercice du pouvoir en tant que tel par les cadres du parti bolchevik après 1917 et les transformations psychologiques autant que sociales qu'il entraînait, ce qu'il appelait « l'intoxication du pouvoir » (3). L'analyse est transposable, hélas, aux organisations (et même aux micro-organisations) bien éloignées d'exercer un pouvoir d'Etat. Combien en avons-nous rencontrés, de ces dirigeants politiques trotskystes flattés, enivrés du prestige qui était le leur au sein de leur groupe (quel que soit sa taille) : cela déjà était un pouvoir !.Mais soulever cette question, cela sentait l'hétérodoxie, presque l'hérésie : une façon de penser qui menait à la « capitulation devant les appareils » (nombreux exemples dissuasifs à la clé), si bien qu'on finissait, si on voulait « rester au parti » coûte que coûte, par s'auto-censurer (ce

fut mon cas).

J'insiste : il ne s'agit pas seulement de l'incapacité des détenteurs du « pouvoir » de direction à se remettre en cause. Celle-ci se doublait de l'incapacité des militants à percevoir ce que ces méthodes de direction avaient d'illégitime (sauf à quitter l'organisation, ce que beaucoup faisaient plus ou moins vite), à oser affronter le courroux des chefs (et dire que nous nous prenions pour des révolutionnaires ! Étions-nous même en fin de compte des adultes ? Tout au moins étions-nous pris dans un système de rapports qui nous infantilisait). Cette cécité politique collective ne s'est peut-être jamais aussi clairement manifestée que lors de la présentation aux militants de « l'affaire Berg ». Il y a peu, rangeant moi aussi quelques papiers, je suis tombé sur le numéro de la Vérité (n° 586, avril 1979) qui contient l'article de Stéphane Just « Au XXII<sup>e</sup> congrès de l'OCI : une tumeur extirpée. » Ce qui frappe le plus aujourd'hui à la lecture de ces pages est l'effort presque pathétique de Just pour disculper la direction nationale de toute responsabilité. « De pareilles méthodes, écrit-il, ne peuvent pas se développer dans la région parisienne. D'abord parce qu'il faut qu'il existe à la direction un certain type de personnage qui est fort heureusement plutôt rare à l'OCI. Ensuite, parce que, nécessairement, quasi mécaniquement, la région parisienne se trouve rigoureusement et directement contrôlée par la direction dans son ensemble » (p. 10). Autrement dit : la direction, Lambert en premier lieu, restait au dessus de tout soupçon. En Berg était mis en cause un homme isolé, presque un intrus, pas un système de fonctionnement... Just croyait-il ce qu'il écrivait ? Il a dit depuis avoir alors compris qu'en remontant le fil

des malversations financières, on arrivait à Lambert lui-même, et que l'exposer au grand jour serait revenu à faire éclater le PCI. On peut comprendre son dilemme. Mais comment a-t-il pu croire, et faire croire, qu'une organisation dont le principal dirigeant était de fait autorisé en toute impunité à se servir selon ses besoins dans une caisse rondelette pouvait assumer en quoi que ce soit le rôle qu'elle prétendait jouer ?

## ÉLITISME

## RÉVOLUTIONNAIRE

## ET CONDUITE D'ÉCHEC

Cet incroyable auto-aveuglement collectif me semble aujourd'hui à mettre en rapport avec un mot qui revient plusieurs fois dans cet article de Just, celui d'« avant-garde ». Depuis bien longtemps, de l'extérieur du mouvement trotskyste, ou de ses marges (Victor Serge) des voix avaient crié : « Casse cou ! ». Se définir comme une avant-garde, c'est se prendre soi-même pour une élite. Et celui qui se prend pour le meilleur, en politique surtout, n'est pas loin de commettre le pire. Aujourd'hui, il faut bien réécouter ces voix « dissidentes » ou même hostiles. Car tout était peut-être effectivement en germe dans cette auto-intronisation comme avant-garde du prolétariat : l'autorité sans contrôle des dirigeants (qui dans un tel système de pensée se percevaient, et ne pouvaient pas ne pas se percevoir, comme l'élite de l'élite), l'obéissance docile des militants (à qui était offerte en compensation l'assurance gratifiante de faire partie de l'élite de la classe ouvrière), le parti comme fin en soi (« à préserver à tout prix... »), la phrase ronflante à la place de la réalité, la logique (de type stalinien-

ne, ou même religieuse, ce n'est d'ailleurs pas très différent) du « qui n'est pas avec nous est contre nous », et finalement la sélection de cadres dirigeants sur la base de critères d'appareil à mille lieues du programme brandi. Il faut une nouvelle direction au prolétariat, répétitions-nous. Gramsci écrivait dans un de ses Cahiers de prison : « Dans la formation des dirigeants, la prémisse est fondamentale : veut-on qu'il y ait toujours des gouvernés et des gouvernants, ou au contraire veut-on créer les conditions dans lesquelles la nécessité de l'existence de cette division disparaisse ? » Question salutaire. Les dirigeants de l'OCI-PCI l'ont-ils jamais posée pour eux-mêmes ?

Il faut aller plus loin et se demander si l'OCI/PCI a jamais pris au sérieux son programme. Là encore, voici plus de quarante ans, Raoul posait des questions prémonitoires : « Penses-tu que nous ayons un programme en France ? Penses-tu que le Programme transitoire n'a qu'à être diffusé dans les campagnes électorales ? » (p. 64, lettre du 14 mai 1954). Question sans réponse, non seulement dans les années, mais dans les décennies suivantes (à deux exceptions près à ma connaissance : deux « programmes d'action », écrits tous deux par Just, ce qui n'est pas un hasard, en 1973 et 1985, mais qui restaient essentiellement des ébauches). Que penser d'une organisation politique qui n'est même pas parvenue à se doter d'un programme, sinon qu'elle n'a jamais vraiment voulu revendiquer le pouvoir ni se donner les moyens de l'exercer elle-même (seule ou non, c'est une autre question, précisément jamais débattue à l'OCI / PCI) ? Et cela alors qu'elle bâtissait son identité sur le reproche fait aux gau-

chistes de ne pas « poser la question du pouvoir » !! « L'avant-garde » ne faisait guère mieux en fin de compte que ceux qu'elle traitait avec tant de mépris —eux au moins étaient conséquents avec eux-mêmes. Mais qu'est-ce qu'un parti politique qui n'aspire pas à exercer le pouvoir lui-même, sinon un parti qui se contente de lutter pour infléchir le pouvoir exercé par les autres, révolutionnaire en paroles, tout bêtement réformiste en fait —ce que Lambert a fini par théoriser avec le MPPT ?

De tous les dirigeants de l'OCI/PCI, Just est me semble-t-il celui qui a le mieux senti cette contradiction. Sa critique de la non-présentation de candidats en 1978 et 1981 en portait la marque, comme sa recherche constante du mot d'ordre gouvernemental à opposer au gouvernement bourgeois en place (cf son insistance, en période de majorité de députés PS et PCF, à focaliser le combat politique sur l'existence de cette majorité). Mais sa conception de l'avant-garde et de sa direction lui interdisait de concevoir ce combat politique autrement que comme activité de la seule « avant-garde » (l'OCI/PCI, puis le comité qu'il avait fondé). A son insu peut-être, ce choix le conduisait obligatoirement à définir sa tâche personnelle en termes écrasants, à se considérer comme le général en chef d'une future armée de lutte pour le renversement de l'Etat bourgeois, armée qui restait presque entièrement à recruter. Dans ces conditions, ses hésitations à affronter Lambert pour la direction du PCI quand il en était peut-être encore temps (après « l'affaire Berg »), son repli dans le ghetto du sectarisme après son exclusion, relèvent de la conduite classique d'un homme qui se porte au devant d'une tâche qu'il pressent trop lourde à réaliser, et qui

se donne les moyens... de ne pas y parvenir. Cela ressemble à ce qu'en psychologie on appellerait une conduite d'échec.

Ces remarques sont évidemment incomplètes. Pour traiter cette question dans toute sa dimension, il faudrait examiner les références historiques et théoriques qui ont légitimé à l'OCI/PCI cette conception du parti d'avant-garde : Lénine, Trotsky, le bolchevisme. Faut-il rejeter cette tradition en bloc ? Ce serait dire que les victimes de la domination bourgeoise doivent renoncer à la lutte pour s'emparer du pouvoir et se résigner, au mieux, à limiter les ravages des grands prédateurs. Ce point de vue n'est pas le mien. Je crois au contraire nécessaire de soutenir aujourd'hui qu'au-delà de toutes les luttes de résistance et de défense des acquis, le grand problème qu'ont osé poser Lénine et les bolcheviks, celui de la mise en place de gouvernements procédant à l'expropriation du capital, reste le problème-clé de notre époque. Mais proclamer une nième fois qu'il faut revenir aux « vrais » enseignements de Lénine et de Trotsky est s'engager sur une route désormais à l'évidence impraticable. Il ne reste plus qu'une voie à explorer : celle d'un réexamen critique approfondi de ces « enseignements », sans tabou ni interdits. Voie difficile et douloureuse assurément... Mais elle croiserait nécessairement celles de militants issus de divers horizons politiques, en rupture plus ou moins profonde avec les appareils sociaux-démocrates et staliniens, et qui cherchent à redéfinir l'actualité du marxisme pour comprendre la réalité et retrouver les voies du combat anti-capitaliste. La « défense du marxisme » à laquelle Just a voulu attacher son nom me semble aujourd'hui à ce

prix.

Un dernier aspect de l'article de Charles Jérémie mérite attention. « Heureusement que jamais nous n'avons exercé le pouvoir », écrit-il, entendant par là que Just et lui-même auraient pu connaître alors non l'exclusion, mais l'exécution sommaire, possibles victimes d'un terrorisme qui n'aurait plus été seulement verbal. Le constat est brutal, mais fondé (il émergeait d'ailleurs déjà des textes de Raoul). Il n'est que trop vrai que si « nous » avons conquis le pouvoir nous aurions été nous aussi capables d'éliminer physiquement nos propres dissidents (au nom de Marx, Lénine et Trotsky, cela va sans dire). Mais l'auteur de l'article se donne un peu ici le beau rôle. Dans l'hypothèse qu'il évoque, la répartition des places entre victimes et bourreaux n'était pas écrite d'avance. Cela vaut pour Just, pour lui-même, pour beaucoup d'autres (je m'inclus dans le lot). A vrai dire, l'idée d'avoir appartenu à une organisation qui aurait pu faire de moi un assassin si elle avait réalisé son objectif affiché me laisse quand même, quand j'y pense, un certain malaise. Mais le constat fait, on ne peut s'arrêter là. Il ne suffit pas de dire « nous ne ferons plus cela ». Il s'agit de savoir, pour de bon, en quoi « cela » consiste. En d'autres termes : un débat (collectif) sur « notre histoire », une discussion qui ne serait pas d'emblée cadrée pour s'arrêter à moitié chemin, est un passage obligé si on veut au moins tirer quelques enseignements de nos défaites, en guise de contribution aux combats à venir.▮

Benoît Mély, 26 novembre 1997

1- Le chemin des Ordalies, Seuil. Dans ce livre remarquable, A. Laabi, qui fut emprisonné avec Serfaty sous Hassan II, écrit encore : « Il faudra nous remettre en cause. Pas gentiment, dans cet élan de compassion vis-à-vis de nos péchés de jeunesse, mais violemment, de la plante des pieds jusqu'au sommet du crâne, comme on dit en arabe ». Est-ce au-dessus de nos forces ?

2- Vingt-cinq ans avant que Stéphane Just ne parle de mini-appareil, l'expression « microbureaucratie » se trouvait dans un article de Claude Lefort consacré au PCI des années 1950 (« Organisation et parti », publié en 1958 dans *Socialisme ou Barbarie*). Certes, *Socialisme ou Barbarie* était aussi une impasse, et Claude Lefort s'est ultérieurement détourné du marxisme. Pourtant cet article (et d'autres, du même auteur, sur le PCI ou sur Trotsky, republiés dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979) mettait en son temps le doigt sur bien des questions sur lesquelles, avec notre suffisance « marxiste », nous sommes restés aveugles.

3- Lettre-brochure de Christian Rakovsky à Valentinov (août 1928). Le texte intégral en est aujourd'hui encore à ma connaissance presque introuvable (publié dans une brochure de la LCR vers 1970. P. Broué signale cette formule dans le n° des Cahiers Léon Trotsky sur Raoul (p. 146), et consacre à ce texte quelques pages de son *Rakovsky* (Fayard, 1996).

Près de vingt ans auparavant (vers 1910), un militant social-démocrate allemand, professeur de sociologie, Robert Michels, avait publié une exceptionnelle étude sur le même thème (*Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* ; 1ère traduction française en 1914). A partir de ses observations personnelles sur la bureaucratisation des partis socialistes européens, notamment du parti allemand, il y analysait « les chefs dans les organisations démocratiques » (titre de la 1ère partie), « l'exercice du pouvoir et ses réactions



psychologiques sur les chefs » (titre de la 3ème partie) et s'interrogeait sur « le besoin de chefs chez les masses ». « Livre trop pessimiste », jugèrent alors bien des leaders de la social-démocratie. « Méthode trop idéaliste », etc. Et cela alors qu'août 1914 approchait. Personne, dans les organisations trotskystes que j'ai connues, n'a jamais mentionné devant moi ce livre republié en 1971 (Flammarion). Quels interdits de lecture n'avons-nous pas nous aussi véhiculés !

Dans le numéro 3 de Carré Rouge à l'automne 1996 à l'occasion de la discussion entre Claude Serfati et François Chesnais, il a été question du livre de Michel Husson *Misère du Capital*. Nous annonçons que l'interprétation proposée par l'auteur ferait l'objet d'une discussion. L'engagement est tenu, mais avec retard ! Écrit alors qu'une crise mondiale est en gestation à partir du foyer asiatique, l'article de Claude Serfati intègre une interprétation de celle-ci.

# sur les limites du capital et la crise actuelle

L'interrogation sur la nature des limites que rencontre aujourd'hui le capitalisme est l'objet d'un livre récemment publié par Michel Husson (1). Une des hypothèses centrales est que la phase actuelle d'accumulation du capital exprime le déclin et peut-être la décadence du capitalisme : « L'économie mondiale capitaliste est donc entrée dans une phase d'instabilité profonde où risquent de germer les formes les plus barbares de perpétuation d'un système économique et social dépassé » (p. 120). C'est vrai en particulier d'une large partie de la planète, dans ces dizaines de pays où le capitalisme fonctionne comme « une machine à exclure ». « La notion de développement inégal et combiné s'applique donc parfaitement au capitalisme contemporain » (p. 119).

Dans ce cadre, l'objectif de M. Husson est double : s'interroger sur les raisons de cette période ouverte depuis le milieu des années 70 et pro-

poser des éléments « visant à une satisfaction optimale des besoins sociaux » (p. 199). En effet l'une des thèses centrales de son livre est que « la période actuelle du capitalisme se caractérise par une difficulté croissante à assurer la correspondance entre ce que les gens veulent consommer et ce que le capitalisme veut produire » (p. 70) A côté de ce qu'il nomme les « contraintes primaires de rentabilité et de débouchés », il existerait dans le capitalisme « un facteur supplémentaire de crise qui résulte de la déconnexion entre la structure des besoins sociaux et les exigences de rentabilité » (p. 68). L'organisation économique et sociale capable d'assurer satisfaction optimale des besoins sociaux « a toujours été désignée par le terme de socialisme [...] Les crimes commis en son nom dans les pays dits socialistes ne doivent pas conduire à renoncer à ce mot, car ce serait admettre que le stalinisme est

la seule incarnation possible d'une alternative au capitalisme[...] le socialisme devrait au fond se définir comme un système permettant de produire le nécessaire même s'il n'est pas "rentable" au sens strict du terme » (p. 199).

Une telle appréciation sur le capitalisme fin de siècle ne peut que susciter l'intérêt à l'heure où fleurissent les élucubrations sur la « fin de l'histoire ». Qu'une conférence internationale se soit réunie en 1997 pour discuter de la situation des 250 millions d'enfants de moins de quatorze ans qui travaillent dans le monde indique pourtant que l'histoire, celle de l'aube du capitalisme, est peut-être de retour. A cette aune, le projet politique de réduction du temps de travail qui guide la dernière partie de l'ouvrage (Husson estime qu'une semaine de 32 heures de travail pour chaque salarié assurerait le plein-emploi en 2000), fait problème. Non pas en lui-même bien sûr, parce qu'il est strictement incompatible avec le « capitalisme réel » tel qu'il domine aujourd'hui (2).

Le livre de M. Husson, est paru en 1996 et c'est pourtant à la lumière de l'interprétation de la crise partie d'Asie que je le discute ici. Ce n'est pas inutile pourtant, car beaucoup de choses découlent de l'analyse que l'on donne de la crise qui a éclaté en 1971-1973. D'où l'intérêt de discuter celle que Michel Husson nous propose. Elle soulève des interrogations, tout comme la référence à un modèle de croissance équilibrée qui aurait caractérisé les deux décennies d'après-guerre. Enfin, comme M. Husson consacre une partie de son ouvrage à développer son point de vue sur la « financiarisation » de l'économie (3), il m'a paru important de revenir sur cette question. L'hypothèse que je propose est que la pé-

riode qui va de la seconde guerre mondiale à 1973, loin de représenter le prototype d'un « modèle » de croissance qui aurait su conjuguer une correspondance entre une forte production et une forte consommation salariale comportait des contradictions qui le font aujourd'hui apparaître comme un épisode passager dans l'histoire « longue » du capitalisme. Je reviens ensuite sur certains aspects de la situation ouverte en 1973, qui est celle d'une crise des rapports de production fondés sur l'antagonisme capital/travail, ainsi que sur la place qu'y tient le capital financier (4). C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les événements d'Asie et leurs prolongements.

## I. A PROPOS DE LA NATURE DE LA CRISE ACTUELLE

### COMMENT EXPLIQUER LA RUPTURE DU LIEN ENTRE PROFIT ET ACCUMULATION ?

La thèse de M. Husson est que la période ouverte par le choc pétrolier en 1973 trouve son origine dans les difficultés de l'accumulation qui ont commencé dès la fin des années 60 dans la plupart des pays capitalistes. Ces difficultés trouvent une confirmation dans les statistiques de l'OCDE qui indiquent un déclin du taux de rentabilité du capital investi par les entreprises. Ici, quelques remarques s'imposent. Il faut savoir que le passage de la « loi de la baisse tendancielle » du taux de profit telle qu'elle est exprimée par Marx dans le livre III du Capital à sa vérification empirique a fait l'objet d'innombrables travaux de recherche. Ce passage pose d'énormes problèmes qui s'expli-

quent pour une large part par le fossé qui sépare les catégories utilisées par Marx (par exemple plus-value, capital constant, capital variable, composition organique du capital) des indicateurs utilisés par les Comptabilités nationales. En dépit de ces difficultés, pour ne parler que de travaux français, une série de travaux universitaires ou réalisés par des équipes de chercheurs au sein du ministère des finances, ont conclu à un déclin du taux de profit à partir de la fin des années soixante. Ce déclin était interprété comme un reflet des difficultés puis des contradictions du processus d'accumulation du capital.

Les données OCDE qui sont largement corroborées par des études réalisées au sein d'institutions nationales, indiquent un net redressement du taux de rentabilité à partir du début des années 80. Ce ne devrait guère être surprenant compte tenu de l'aggravation considérable des conditions d'exploitation de la main-d'œuvre sous l'effet des politiques anti-ouvrières mises en place depuis les années 80 dans les pays capitalistes développés et grâce aux réservoirs de main d'œuvre dans les pays en voie de développement. Cela a permis l'augmentation de ce que Marx appelle le taux de plus-value (ou taux d'exploitation) (fig. 1), condition nécessaire mais pas suffisante du redressement du taux de profit, puisque celui-ci dépend aussi de l'ampleur de la substitution du capital constant au capital variable, ce dernier étant le seul créateur de valeur. Le fait surprenant sur lequel s'interroge l'ouvrage est que ce redressement du taux de rentabilité, qui dépasse le niveau atteint au milieu des années 60 (soit à l'apogée de la phase de croissance la plus élevée que le capitalisme ait sans doute jamais

Fig. 1 : France : ratio profits bruts des sociétés sur valeur ajoutée (en %)

NB : le ratio profits bruts/valeur ajoutée n'est qu'un indicateur approximatif du taux de plus value (ou taux d'exploitation) de Marx.

traversée), ne s'accompagne pas d'une accélération de l'accumulation du capital, ou même d'une forte croissance économique (mesurée par celle du PIB). En d'autres termes, ce qui fait problème, c'est que le lien taux de profit/taux d'accumulation semble sinon rompu, du moins distendu. Il convient donc de chercher d'autres déterminants à la situation actuelle que celle d'un taux de profit trop faible. Ici, M. Husson avance sa proposition centrale, celle d'une contradiction entre rentabilité et débouchés : nous sommes dans une situation où le taux de rentabilité se situe à des niveaux très élevés, ce qui signifie un partage très défavorable aux salariés qui n'assure donc plus des débouchés endogènes suffisants (p. 39). On n'est donc pas très éloigné d'une analyse « sous-consommationniste » de la crise actuelle assez classique chez les pré-marxistes, tels que Sismondi ou Malthus, auquel Husson se réfère expli-

citement. Or, nous dit-il, cette contradiction n'est pas inévitable, elle peut être surmontée et l'histoire du capitalisme a trouvé un moyen de la surmonter, comme le montre la période dite des « 30 glorieuses » .

#### ET AUPARAVANT, UN « AGE D'OR » ?

L'expression « 30 glorieuses » a été utilisée par J. Fourastié pour qualifier cette période exceptionnelle qui a combiné forte croissance économique, gains de productivité élevés et amélioration des conditions d'existence des salariés dans les pays développés. Bien entendu, ce genre d'analyse « néglige » quelques « petits » facteurs, tels que le rôle joué par les dépenses et les technologies militaires, la surexploitation de la population d'une large partie de la planète, le pillage des ressources naturelles et les dégradations sans égales dans l'histoire de l'environnement. Dans la littérature anglo-

saxonne, cette période est carrément qualifiée d'« âge d'or ». M. Husson observe sur cette période le maintien du rapport salaire réel/ profit (ou plus-value). En somme, les capitalistes ont pu accumuler davantage, et les salariés consommer davantage, créant une véritable alchimie autorisant à parler d'« âge d'or ». Reprenant de façon critique les analyses d'un certain nombre de chercheurs français (Aglietta, Boyer), il considère que le succès de ce mode de « régulation » du capitalisme (5), a reposé sur sa capacité d'orienter l'accumulation non seulement vers la production de marchandises capitalistes à forts gains de productivité, mais vers des marchandises qui sont entrées dans la consommation ouvrière. Ce sont les produits électroménagers qui se sont succédés par vagues au cours des années 60 : le réfrigérateur, ensuite le téléviseur noir et blanc, la machine à laver le linge, la téléviseur couleur, la machi-

ne à laver la vaisselle, etc., et bien sûr l'automobile.

Tout cela a assuré une « accumulation équilibrée » (p. 52). Qu'est ce qu'une accumulation équilibrée ? C'est celle qui assure le maintien du taux de profit, tout en permettant que tout ce qui est produit soit vendu. En d'autres termes, souvent repris dans la littérature marxiste, une accumulation qui permette qu'il n'y ait ni crise de valorisation (le taux de profit ne baisse pas), ni crise de réalisation (pas de déséquilibre production-consommation). Marx a insisté, à plusieurs reprises, sur cette double dimension du procès de reproduction du capital. Pourtant, comme on va le voir, c'est tout autre chose que de réduire son interprétation des crises à un déséquilibre production/consommation, en utilisant au besoin les schémas de reproduction du livre II pour « démontrer » cette contradiction.

En tout cas, cette période a pris fin parce que la consommation des salariés s'est progressivement portée vers des biens à faibles gains de productivité, voire des dépenses qui ne sont pas susceptibles de productivité-rentabilité, telles les dépenses de santé. « Notre thèse est que la période actuelle du capitalisme se caractérise par un fossé croissant entre les deux séries de critères, autrement dit par une difficulté croissante à assurer la correspondance entre ce que les gens veulent consommer et ce que le capitalisme veut produire » (souligné dans le texte, p. 70).

#### UN RETOUR SUR LA NATURE DE LA CRISE QUI ÉCLATE EN 1973

Depuis vingt ans, l'accumulation ralentie du capital productif traduit les difficultés de la création et de la réalisation de la valeur et de la plus-value

qu'elle contient et non pas une insuffisance de la demande. Certes, toutes les crises du capitalisme au moins depuis qu'il dominé la sphère industrielle ont pris la forme de crises de surproduction. Marx soulignait que cela tenait à sa capacité à révolutionner et développer sans cesse les forces productives. Mais il combattait fortement toutes les thèses sous-consommationnistes, qui peu ou prou renvoient à l'idée que l'ouvrier n'est pas assez payé pour consommer les biens qu'il produit (6). Il soulignait le fait que toute période qui précède la crise voit les salaires augmenter, et considérait que l'origine de celle-ci venait d'une insuffisance de plus-value (ou profit global) par rapport aux capitaux (variable pour le salaire et constant pour les équipements productifs, matières premières, etc.) engagés. Les crises prennent généralement la forme d'une production excessive de marchandises, de valeurs d'usage qui ne trouvent pas acquéreur, alors qu'au fond elles viennent d'une insuffisance de création de valeur nouvelle qui résulte d'un taux de profit trop bas.

A mon avis, la crise qui a éclaté en 1973 renvoie à ce type d'analyse fait par Marx. La crise n'a pas éclaté parce que les ouvriers et autres salariés exploités étaient gavés de biens de consommation, et qu'il ne « voulaient » ou ne « pouvaient » plus en consommer d'autres, ce qui aurait mis fin à la « juste proportion » (?) production/consommation. Au contraire, la crise vient du fait qu'ils « consommaient » trop, eu égard aux conditions de mise en valeur du capital. Ce qu'on appelle d'un terme d'ailleurs impropre la « consommation » ouvrière, que j'identifie ici de façon schématique au coût salarial (7), se compose non seulement des biens de consommation au sens

classique (alimentation, biens durables), elle intègre également le temps passé à sa constitution (formation), sa reconstitution (vacances, maladie) et même, comme un résultat de luttes sociales et non d'un don de la « providence » (ou de l'État du même nom) sa conservation après qu'elle ait cessé de produire de la valeur (retraites). Ce sont ces composantes (fréquemment appelées salaire indirect) qui sont devenues de plus en plus incompatibles avec les rapports de production et d'exploitation. Pour M. Husson, un des secrets de ce qu'il nomme soit l'« âge d'or » (p. 52) c'est-à-dire l'« accumulation équilibrée » des deux décennies d'après-guerre, résulte du fait que l'accumulation du capital a su conjurer une augmentation au même taux de croissance de la productivité du travail, du salaire réel et de la composition organique du capital (le rapport entre le capital constant et le capital variable). En gros, les salariés gagnaient plus, les capitalistes gagnaient plus, et leurs besoins d'investissement croissaient au même rythme que leur profit, évitant ainsi la baisse « tendancielle » du taux de profit.

#### UNE APPROCHE « HARMONICISTE »

Plusieurs faiblesses d'analyse peuvent être signalées dans cette approche assez « harmoniciste » puisqu'elle sous-estime de sérieuses contradictions. Un des moyens privilégiés pour augmenter la productivité du travail, c'est-à-dire du point de vue de Marx, pour diminuer le coût de la force de travail dans la production, résulte pour une bonne part d'une hausse de la composition organique du capital (8) (en particulier l'augmentation du capital fixe par rapport au capital variable) ce qui fait

chuter le taux de profit.

Ensuite, au moins aussi important que la productivité du travail, un des facteurs favorables à l'accumulation du capital a été l'augmentation de l'« intensité » du travail. La distinction est importante, même si sur un plan empirique la distinction n'est généralement pas prise en compte. Les gains de productivité du travail (du moins lorsqu'ils se généralisent) modifient la répartition de la plus-value et du salaire (au profit de la première bien sûr) de la valeur créée par la force de travail grâce à un abaissement du coût des marchandises qui entrent dans la valeur de la force de travail. Une intensité accrue du travail ne se contente pas de modifier cette répartition, elle contribue à créer plus de valeur dans le même temps de travail et une valeur qui pour l'essentiel est accaparée sous forme de plus-value. L'intensification du travail, c'est comme dit Marx, la « possibilité de resserrer les pores de la journée de travail ». Elle est un trait distinctif du capitalisme arrivé à son plein développement. A cet égard, après la Seconde Guerre mondiale, l'introduction des méthodes tayloriennes conjuguée à l'amélioration des performances techniques des équipements a abouti à une formidable intensification du travail, mesurable sous forme de cadences accélérées, de diminution des temps de repos, etc. Il ne fait guère de doute que l'extension du taylorisme a contribué à augmenter le taux de plus-value et à freiner temporairement la chute du taux de profit. Temporairement, d'une part parce que, comme pour l'augmentation de la productivité, il a fallu de plus en plus de capital fixe (d'équipements en machines, de bâtiments, etc., voir ses effets plus haut), mais aussi parce que cette intensification du travail

aurait « dû » s'accroître au rythme de l'augmentation de ces coûts d'équipement pour permettre la poursuite de la croissance. Or, l'intensification accélérée du travail s'est heurtée aux résistances sociales à partir du milieu des années 60. Les grèves de la fin des années 60 et du début des années 70 (avant 1973), celles des ouvriers travaillant sur les lignes d'assemblage de l'industrie automobile (chez General Motors, Fiat, Renault et Peugeot) mais aussi de l'industrie électronique (par exemple, en France, les grèves des ouvrières monteuses-câbleuses de circuits chez Thomson), ont assez vite indiqué les limites de la croissance équilibrée. En somme, l'alchimie qui aurait enfin permis à l'accumulation du capital de réaliser l'équilibre des « schémas de reproduction » s'est heurtée au grain de sable des luttes ouvrières...

Une autre faiblesse de ce type d'analyse est de sous-estimer le coût, à terme insoutenable pour le capital, de la montée des dépenses collectives liées au salaire indirect. Certains ont vu dans ces dépenses un facteur régulateur de la croissance, puisqu'elles permettaient à la consommation des ménages salariés d'être (relativement) autonome par rapport au salaire direct. Ces dépenses collectives auraient ainsi joué le rôle d'« amortisseur » des conjonctures de croissance et de récessions qui ont caractérisé cette période. Or, d'un autre point de vue que celui-ci, qui est très influencé par la théorie keynésienne, ces dépenses doivent être considérées comme un coût pour le capital, puisqu'elles augmentent la valeur de la force de travail. Les récriminations patronales contre les dépenses publiques ne sont jamais dirigées contre les dépenses militaires ou les multiples

formes de soutien aux investissements (commandes publiques, soutien à la recherche et développement, exonérations fiscales, etc.) mais contre les dépenses sociales. Ce sont ces dépenses qui ont fini par aggraver les conditions de valorisation du capital et sont devenues trop lourdes pour lui.

Enfin curieusement, aucune référence n'est faite par M. Husson au formidable gaspillage de forces productives au cours de cette période d'après-guerre. Sans que je puisse développer ce point dans le cadre de cet article (voir également un peu plus loin la note 7), je citerai l'essor des dépenses militaires et de la bureaucratie d'État, d'autant plus nécessaires à la reproduction des rapports sociaux dans une phase impérialiste (ordre, sécurité, répression, etc.), la croissance souvent démesurée des dépenses de commercialisation, de publicité, etc., au sein des grands groupes industriels (dépenses dont une partie est pompeusement qualifiée d'activités de recherche et développement) qui ont pesé sur le taux de profit et amplifié sa baisse. De même, il s'avère aujourd'hui que le type d'accumulation des décennies d'après-guerre a dégradé dans des proportions inouïes l'environnement et pillé sans vergogne les ressources naturelles, confirmant avec une vigueur inquiétante que « le premier parasite de la nature, c'est l'homme » (Marx). C'est pour la société comme un tout, sinon pour chaque entreprise polluante, un facteur d'augmentation des coûts de reproduction de l'activité économique et sociale.

#### DOMINATION DU CAPITAL FINANCIER ET TAUX D'INTÉRÊT RÉELS ÉLEVÉS

En relation avec une interprétation

des difficultés de l'accumulation fondées sur la disproportionnalité entre production et consommation, Husson donne son interprétation de ce qu'il appelle le processus de « financiarisation » de l'économie capitaliste (p. 101). Puisque les salariés produisent toujours plus et que leur pouvoir d'achat stagne, une partie croissante des gains de productivité va à la plus-value. Traditionnellement, c'est-à-dire dans les périodes antérieures de croissance, plus de plus-value signifiait plus d'accumulation, qu'il appelle « accumulation inégale extensive ». Mais comme celle-ci aboutissait rapidement à un suréquipement, c'est-à-dire à une forte hausse de la composition organique du capital et donc à une baisse du taux de profit, une autre configuration a pris place. On assiste depuis quinze ans à une « accumulation inégale intensive », c'est-à-dire à une augmentation de la consommation improductive, qui est rendue à la fois possible grâce à l'augmentation de la masse de plus-value produite, et nécessaire pour résoudre le problème latent des débouchés (le problème de la « réalisation » abordé plus haut).

« Du coup, la [financiarisation et] la montée des taux d'intérêt [modifient] la clé de partage de la plus-value permettant une redistribution vers les revenus susceptibles de consommer, puisque les occasions d'investissements productifs rentables ne croissent pas à la même vitesse que le dégagement de plus-value » (p. 104). Autrement dit, le taux de profit étant jugé trop faible (« occasions d'investissements productifs rentables ») la plus-value n'est pas accumulée mais consommée.

Par ailleurs, une autre signification de la financiarisation est que « les taux d'intérêt réels ont été le prix à payer pour que le déficit des États-

Unis puisse soutenir la croissance qui a permis de repousser la troisième récession généralisée ».

Je voudrais présenter une autre interprétation de la signification de la domination du capital financier telle qu'elle se manifeste depuis près de vingt ans. La brutale montée des taux d'intérêt au cours des années 80 ne procède évidemment pas d'une quelconque loi de l'offre et de la demande sur les marchés financiers, mais de la politique néolibérale mise en œuvre aux États-Unis et au Royaume-Uni d'abord. On ne peut, à cet égard, isoler les mesures à caractère financier de l'offensive menée contre les conditions de vie des salariés et les programmes sociaux. Ainsi, les mesures prises par la Réserve fédérale, laissant flamber les taux d'intérêt en même temps que l'administration Reagan s'engageait dans une politique délibérée de déficits budgétaires destinés principalement à financer les gigantesques programmes militaires ont eu pour corollaire la réduction des programmes de santé et éducatifs fédéraux et surtout l'attaque frontale contre la classe ouvrière lors de la grève des aiguilleurs du ciel (1981). Tous furent licenciés, ceux qui étaient réintégrés l'étant dans les conditions dictées par le capital. De même, la vague de libéralisation des marchés financiers initiée par le gouvernement Thatcher, dans la pure tradition « historique » du capital financier britannique ne saurait être dissociée des mesures anti-ouvrières répétées qui ont mis à genou les segments les plus puissants de la classe ouvrière européenne (cf les mineurs des houillères).

Dès lors, on ne peut pas dire que des niveaux élevés des taux d'intérêt ne sont qu'une simple affaire de redistribution, une clé de partage, de la

plus-value entre partie accumulée et partie consommée, entre capitalistes productifs et capitalistes « rentiers » (prêteurs d'argent assimilés à des « ménages »)(9). Depuis près de vingt ans, ils jouent un rôle actif en tant que composante d'une politique qui a pour objectif et résultat un nouveau partage de la valeur créée en faveur de la plus-value et au détriment de la valeur de la force de travail (salaire direct + indirect). Bien entendu, ce n'est pas l'argent prêté qui exploite la force de travail, mais ce ne sont pas non plus les équipements productifs. Il faut donc se garder d'une vision réduisant le capital à de l'argent ou à des choses (des machines par exemple) mais le considérer dans son essence comme un « droit à plus-value » en raison du type de rapports social qu'il incarne. L'appropriation privée des moyens de production confère un droit à son possesseur et ce droit se manifeste aujourd'hui essentiellement sous la forme de détention d'actifs financiers (actions, obligations, etc.). C'est en ce sens que le capital est un « rapport social » dont le capital financier (et non pas la finance) est la forme contemporaine dominante.

## II. UNE NOUVELLE PÉRIODE

### LES GROUPES INDUSTRIELS EN TANT QU'EXPRESSION DU CAPITAL FINANCIER

L'existence du capital financier trouve son origine dans la capacité du capital à se présenter sous une double forme en tant qu'il est capital-propriété (le capital portant intérêt) et capital-fonction (c'est-à-dire fonctionnant dans le procès de production). Il est évident qu'il s'agit d'une représentation fétichisée des rap-

ports capitalistes, où il apparaît qu'un « bien » (l'argent) est capable de produire un revenu, alors que la fructification du capital-argent dépend en fin de compte de l'ampleur de la valeur qu'il est capable de faire créer à la classe ouvrière. Mais cette fétichisation est symétrique de celle qui voit dans le capital une « chose », c'est-à-dire des machines, capables de produire de la valeur, alors qu'il est un rapport social. C'est du reste parce que le capital existe également sous une forme argent que le capitalisme peut poursuivre son cours, c'est-à-dire faire croître la production de plus-value. C'est ainsi que Marx, et Engels plus tard, analysent le rôle des sociétés par actions. « Le capitalisme se passerait encore de voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux individuels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état d'accomplir une telle besogne. La centralisation du capital au moyen de sociétés par actions y pourvoit » (Livre 1, 3, p. 69) .

Depuis un siècle, le processus décrit par Marx a non seulement pris de l'ampleur, il a également abouti à des changements qualitatifs en ce qui concerne la relation entre le capital-argent et le capital-productif (10). Certaines de ces transformations avaient déjà été mises en évidence et analysées par les théoriciens marxistes du début du siècle et avaient servi de base à la définition du capital financier donnée par Hilferding et auquel Lénine se réfère en tant que « capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels » (11). Mais à nouveau, les transformations majeures qui ont eu lieu au cours de ces dernières décennies obligent à retravailler sur la pleine portée de cette relation, telle qu'elle s'exprime en particulier au

sein des grands groupes industriels mondiaux, qu'on devrait appeler, on va le voir, des groupes financiers à dominante industrielle.

La « mondialisation » du capital (12) qu'on observe depuis les années 80 a accéléré le processus d'internationalisation du capital qui débuta dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et fut caractérisé comme une phase impérialiste par Hobson, R. Luxembourg, Lénine. Le degré de concentration atteint des seuils qui n'avaient été observés que dans certaines industries (chimie, électricité, pétrole) au début de ce siècle. La dimension des activités des firmes multinationales (FMN) dépasse fréquemment le Produit national brut de très nombreux pays, y compris ceux faisant partie du groupe restreint des pays développés. Elles réalisent l'essentiel de l'exportation de capitaux. Autre trait significatif : un peu plus d'un tiers du commerce mondial est un commerce entre FMN. Et il faudrait ajouter à ces données quantifiables, l'immensité des relations « hors-marché », qui ont tissé une toile faite de réseaux de firmes qui structurent et jusqu'à un certain point organisent (au sens du contrôle sur la valeur créée, des normes techniques, de l'orientation très sélective du type de marchandises destiné aux consommateurs, etc.) l'économie mondiale.

Dans le cas de la France, le degré de concentration est également très élevé : les 50 plus grands groupes industriels réalisent 15 % des investissements productifs, 30 % des exportations, 60 % des activités de Recherche et Développement.

#### VALORISATION DU CAPITAL ET ACTIFS FINANCIERS

Cependant, se contenter d'apprécier

le niveau atteint par le processus de concentration et de centralisation du capital mis en valeur dans la production serait tout à fait insuffisant. Il faut mettre ce processus en relation avec la transformation des groupes industriels en groupes financiers, ou si l'on veut en tant que l'une des expressions du capital financier. Ces groupes possèdent du capital productif, mais aussi de façon croissante des droits de propriété et créances, des portefeuilles d'actifs financiers, qui représentent pour eux du capital-argent. Ils disposent de multiples moyens de valorisation de leurs capitaux parmi lesquels : la production directe de plus-value dans les filiales industrielles, les dividendes et intérêts auxquels donnent droit la détention d'actions et d'obligations, la revente de leurs actifs financiers avec plus-value (au sens boursier de prix de vente supérieur au prix d'achat), l'intervention sur les marchés des changes, etc. Selon l'enquête réalisée par la Banque des règlements internationaux, les groupes industriels (pas plus d'une cinquantaine) sont intervenus sur le seul marché des changes de Paris pour un montant d'environ 45 milliards de francs par jour au cours de l'année 1995. C'est près de vingt fois supérieur à leur volume total des transactions (exportations + importations) sur biens et services avec l'étranger. Parmi les autres mécanismes de captation de la valeur, on peut mentionner le pouvoir dont ils disposent vis-à-vis d'entreprises de taille plus réduite, par exemple fournisseurs, et qui leur permet de ponctionner sous la forme de réduction du prix d'achat par exemple, une partie du profit réalisé par celles-ci. Au sein des profits déclarés par les groupes, ce qui précède de la mise en valeur des capitaux productifs, de profits financiers,



**Tableau 1 : Variation du patrimoine des entreprises industrielles et commerciales (1991/1996, en milliards de francs)**

	1991	1996	Taux de croissance 1991/1996 (%)
Actifs, dont	27755,4	30432,3	9,8
- actifs productifs	8994,6	10009	11,2
- actifs financiers	13183,9	19590,4	48,5
Passif, dont	27755,4	30432,3	9,8

Source : Comptes de la Nation

ou encore de profits liés à une position dominante dans une industrie ou un marché est évidemment impossible à connaître avec précision et n'est surtout pas rendu plus lisible par la lecture des comptes publiés.

Il est néanmoins acquis que la valorisation de leur capital-argent sous une forme purement financière, c'est-à-dire hors de toute transformation en capital productif acquiert de plus en plus d'importance pour plusieurs raisons. A titre d'exemple, et avec les limites qu'impose l'utilisation des données de la Comptabilité nationale, on prendra la situation des entreprises industrielles et commerciales situées en France (Tableau 1). Ces données traduisent un mouvement qui s'auto-entretient partiellement : les entreprises émettent des actions et des obligations (inscrites au passif de leur bilan) et les ressources financières qu'elles obtiennent en contrepartie leur permettent d'acquérir des actions et des obligations (inscrites à l'actif de leur bilan). On est ici en présence d'une des formes contemporaines de circuits de création et de circulation de capi-

tal fictif et les groupes industriels, puisque c'est essentiellement d'eux qu'il s'agit, en sont donc des agents énergiques. L'illusion que cette création de capital fictif aurait pour contrepartie la croissance du volume d'équipements productifs (estimé dans le tableau 1 par les actifs productifs) s'estompe lorsqu'on constate que ceux-ci ont augmenté de 1000 milliards de francs (courants) sur la période 1991-1996, contre 6500 milliards de francs (courants) d'augmentation du montant du portefeuille d'actions et d'obligations estimé dans le tableau 1 par les actifs financiers). Ces données concernent l'ensemble des entreprises françaises. On peut penser que l'écart entre la valorisation financière de leurs capitaux et le montant de l'accumulation productive est bien plus grand pour les grands groupes qui sont les seuls, dans le secteur industriel, à avoir accès au marché des changes et au marché monétaire français. Les rares études qui portent sur les grands groupes industriels mettent en évidence le déclin de leurs investissements industriels, alors que

croissent de façon considérable les opérations à vocation financière. Par exemple, pour les cinquante premiers groupes industriels français, l'investissement industriel a décliné de plus de 25 % entre 1991 et 1996. Cette forte baisse ne s'explique pas par l'évolution des investissements industriels à l'étranger, puisque ceux-ci ont faiblement progressé au cours de la même période (environ 4 %).

Ce qui précède souligne l'importance de la distinction entre concentration, (ou accumulation) du capital au moyen de la transformation de la plus-value en capital productif additionnel (force de travail et moyens de production) et centralisation du capital, qui signifie un simple transfert du capital-propriété par acquisitions d'actifs financiers. Ainsi que la citation de Marx donnée plus haut le précise, la centralisation du capital est constamment venue épauler l'accumulation. Ce processus a lieu dans les périodes de forte accumulation, il est généralement accentué par les crises. Les crises antérieures qu'a connues le capitalisme aboutissaient à un double résultat : d'une part mettre massivement au chômage la force de travail, ce qui permettait d'abaisser fortement son coût (« l'armée industrielle de réserve ») et donc augmenter le taux d'exploitation (taux de plus value) ; d'autre part de « dévaloriser » le capital, aussi bien fictif (effondrement des cours, faillites, etc.) que réel (mise au rebut des équipements au profit de plus modernes) (13), de permettre le rachat à bas prix du capital-propriété et donc une hausse de son degré de centralisation. Ce double mouvement (augmentation du taux de plus-value et baisse de la valeur du capital) permettait un rétablissement du taux de profit.

## CONSÉQUENCES SUR LE RYTHME ET LA PHYSIONOMIE DE L'ACCUMULATION

Si la première fonction de la crise (accroissement du taux d'exploitation) est en cours d'accomplissement depuis quinze ans, le gonflement du capital fictif atteste qu'on se situe aux antipodes de la seconde fonction. Le mouvement de centralisation du capital a bien accéléré depuis le début des années 80, mais sans effondrement de la valeur nominale (fictive) du capital. Or, c'est évidemment par rapport à ce capital-là (le capitalisme fonctionne sur des rapports d'argent et non pas sur des évaluations en nature) que les exigences de rentabilité se manifestent. La création de capital fictif ne se déroule pas dans une « sphère autonome », elle se situe au cœur des processus de création de la valeur et l'affecte directement, puisque les actions et obligations représentent « des parts à venir

sur la production de plus-value ou de profit, c'est-à-dire de simples créances sur la production sous diverses formes » (14). La croissance du capital fictif élève d'autant les exigences de rémunération de ce type de capital, il augmente donc la masse des dividendes auquel il donne droit et qui, eux, sont prélevés sur la valeur créée. Le ratio dividendes versés/valeur ajoutée atteignait pour l'ensemble des sociétés françaises 10 % en 1996 contre 7,3 % en 1990. Pour avoir une idée du régime « rentier » dans lequel l'économie française s'est installée au cours de ces deux décennies, on peut signaler que ce ratio était 3,9 % au cours des années 1970-1972 qui marquent l'apogée de la phase d'accumulation du capital en France (15).

Un autre effet de la place démesurée occupée par la création/circulation d'actifs financiers par rapport au capital productif doit être souligné. Alors que la rémunération du capital

argent en tant que tel (intérêts, dividendes) — ce que Marx appelle le capital financier — pouvait apparaître comme une des composantes de la plus-value créée, à côté du profit industriel, mais qui lui était subordonnée, il apparaît aujourd'hui que c'est la rémunération du capital-argent qui sert de critères pour jauger la validité des projets industriels. Or, les taux d'intérêt réels à long terme (essentiellement ceux servis sur les bons du trésor), qui servent généralement de référence pour évaluer s'il y a lieu de réaliser des investissements industriels d'envergure, se situent à des niveaux très élevés.

Ces hauts niveaux reflètent la puissance du capital financier bien adossé aux politiques gouvernementales dites de « lutte contre inflation ». La figure 2 montre que la détention de titres de la dette publique émis par l'État français (appelés ici OAT, Obligations Assimilables du Trésor) constitue depuis près de dix ans un

Fig. 2 : Le point de vue de l'épargnant : un retour vers des investissements en actions (Source : lettre de conjoncture de la BNP, janvier 1997)

revenu du capital plus intéressant que la mise en valeur des capitaux investis dans la production, dont la rentabilité est évaluée dans le tableau 2 ici par la rentabilité financière (rapport entre le profit net et les capitaux propres avancés dans l'entreprise par les actionnaires). Ceci se traduit par une renonciation à des projets industriels jugés insuffisamment rémunérateurs, auxquels sont souvent substitués une croissance fondée sur des opérations de fusions/acquisitions avec à la clef des suppressions massives d'emplois afin d'abaisser encore le coût de la force de travail.

Si cette analyse est fondée, le capitalisme se trouve donc dans une configuration nouvelle : alors que les formes de crises antérieures se manifestaient sous forme d'effondrements spectaculaires des valeurs-capital et par un ralentissement de l'accumulation du capital, celle qui a éclaté en 1973 se caractérise par une prospérité accrue du capital financier... et un ralentissement de l'accumulation du capital. L'interaction entre ces deux composantes qui se manifeste depuis près de vingt-cinq ans permet de comprendre les traits singuliers de cette période, les liens entre le capital financier et les conditions de production de la valeur.

D'une certaine manière, la valorisation du capital engagé dans la production est soumise à deux contraintes : faire produire cette plus-value, rémunérer le capital financier. Ces deux contraintes ne sont évidemment pas symétriques. Le capitalisme est un mode de production qui repose sur la production de plus-value, donc en opposition directe, quasi-« existentielle » avec la classe ouvrière. Le capital financier en tant que forme dominante, et on pourrait

dire même dire prolifique, pousse naturellement dans le même sens. En ce sens, le capital productif, seule forme de capital susceptible de faire produire la plus-value, est le « mandataire » du capital financier pour cette tâche. En pratique, c'est ce qui se passe avec la présence active des institutions financières (et en particulier des fonds de pension) au sein des conseils d'administration des groupes industriels. Cette pression commence à s'exercer sur les grands groupes industriels français, avec l'introduction de réformes du mode de gestion (ce qu'on appelle le « gouvernement d'entreprise » qui se résume à un contrôle renforcé des « actionnaires institutionnels » c'est-à-dire les institutions financières). Elle vise à remettre en cause un système — fait de participations croisées (les "noyau durs" ) et structuré par les nombreuses relations sociopolitiques entre la bourgeoisie d'affaires et la haute administration des institutions étatiques — qui caractérise depuis sa naissance un capitalisme français pusillanime en matière d'initiative industrielle, et tributaire d'une alliance quasi-organique avec l'appareil d'État et ses institutions.

### III DES MÉCANISMES

#### DÉPRESSIFS QUI

#### CONDUISENT

#### À UNE CRISE OUVERTE

L'hypothèse qui sous-tend cet article est que l'économie capitaliste est entrée en 1973 dans une situation de crise dont les effets dévastateurs sont encore devant nous. Le taux de plus-value augmente considérablement depuis une quinzaine d'années, en raison des rapports de force capital/travail mais aussi du « progrès technique », c'est-à-dire de l'incorporation des savoirs et des techniques

dans le capital fixe, donc en tant que puissance du capital. Cela élève de façon importante la masse des capitaux qu'il faut mettre en œuvre dans le procès de production de la valeur (16) et se traduit par une baisse, et à tout le moins par une stagnation, des effectifs salariés créateurs de valeur (17). A un degré bien plus élevé que dans les périodes antérieures, les mêmes facteurs (gains de productivité, intensification du travail) agissent en sens inverse sur la masse de plus-value : positivement puisqu'ils élèvent le taux de plus-value et négativement puisqu'ils diminuent le volume de travail vivant mis en œuvre. L'accumulation ralentie qu'on observe aujourd'hui signifie que trop de capitaux existent par rapport aux conditions de mise en valeur jugées rentables par leurs détenteurs. En dépit de la forte remontée du taux de plus-value, « le capital [devient] incapable d'exploiter le travail au degré voulu par le développement " sain et normal " du procès de production capitaliste, de manière à faire augmenter au moins la masse du profit à mesure que s'accroît la masse du capital employé » (18).

Cette contradiction qui se caractérise par une suraccumulation de capital est au cœur des analyses de la crise faites par Marx. Certes, la surproduction de marchandises qui en était une des expressions lors des crises antérieures (et on a bien sûr en mémoire la crise de 1929) n'a pas semblé flagrante jusqu'à ces dernières années. Cela tient en grande partie à la structure concentrée de la plupart des industries. D'une part, la concurrence pousse les grands groupes multinationaux engagés dans la production à investir massivement, donc les conduit à augmenter les facteurs de surproduction. D'autre part l'attente plus ou moins tacite leur per-

met de freiner ce mouvement d'investissements productifs (l'accumulation). En même temps ils accélèrent le processus de « centralisation » du capital (fusions/acquisitions, etc. ) et augmentent leur détention d'actifs financiers, ce qui leur permet de capter une partie de la valeur créée ailleurs. Compte tenu de la place qu'ils occupent dans les activités de production, ce comportement explique pour une part le faible taux d'accumulation constaté au niveau des économies nationales.

Toutefois, il n'est évidemment pas dans les capacités de ces groupes de supprimer les contradictions dans lesquelles se trouve le capitalisme. Aujourd'hui, la surproduction affleure, elle est parfois déjà évidente, comme dans les industries des composants électroniques et automobile, deux industries dans lesquels les pays du sud-est asiatique deviennent particulièrement menaçants (voir encadré).

Cette situation ne peut pas plus être résolue par une augmentation du pouvoir d'achat des salariés, donc de leur consommation, comme les défenseurs des politiques keynésiennes veulent le faire accroire (19). On fait parfois remarquer que les mesures prises par chaque capitaliste pour élever le taux d'exploitation, qui se traduisent par des suppressions d'emplois, le paiement de la force de travail au-dessous de sa valeur, etc., sont « irrationnelles » lors-

qu'elles sont transposées dans un contexte « macro-économique » puisqu'elles réduisent la consommation globale et amplifient les tendances à la surproduction (20). Ce type de raisonnement revient à doter chaque chef d'entreprise d'une sorte de conscience « collective », quasiment « altruiste », qui n'est évidemment adoptée par aucun d'entre eux. L'exploitation à un « degré sain et normal » de la classe ouvrière n'est pas déterminée par une quelconque rationalité subjective, mais par les contraintes de valorisation suffisante imposées à son capital. Dans les pays capitalistes développés, là où la capacité de faire produire de façon massive de la plus-value est la plus grande, cela nécessite une remise en cause des droits et garanties de la classe ouvrière, qui rendent trop coûteux le coût d'entretien et de reproduction de la force de travail et nous ramènent par certains côtés plus d'un siècle en arrière.

D'autre part, ces difficultés de valorisation sont exacerbées par les exigences du capital financier et les énormes ponctions sur la valeur créée qu'il opère afin de rentabiliser sous forme de dividendes et d'intérêts la masse énorme d'actions et de créances. Le capital financier se présente aujourd'hui sous de multiples facettes. Les formes « traditionnelles » sont représentées par les banques et les compagnies d'assurance, celles plus « modernes » sont constituées par

les fonds d'arbitrage (Soros) et de pension (dont les salariés sont les otages et déjà les victimes)(21), auxquels il faut désormais ajouter les groupes industriels comme on vient de le voir. Ce siphonnage de la valeur par le capital financier est par ailleurs le plus sûr moyen de conforter sa prospérité puisque les masses d'argent qui viennent se réinvestir en permanence sur les « marchés financiers » en assurent la liquidité.

Cette situation dure depuis le début des années 80. En 1982, année au cours de laquelle la suspension du paiement de la dette par le Mexique faillit emporter le système financier international, les « autorités » internationales et les banques centrales des grands pays capitalistes, et d'abord la Federal Reserve, ont mis en place des procédures qui ont évité aux grandes secousses financières ultérieures (faillite de la Continental Illinois en 1985, effondrement boursier de 1987, effondrement des marchés des obligations et de l'immobilier de 1991, crise mexicaine de 1994/95) de dégénérer en krach généralisé qui aurait ébranlé les fondements du système, c'est-à-dire les rapports sociaux de production.

Cependant, la crise en Asie du sud-est rapproche un peu plus de cette éventualité. Les mesures prises n'évitent pas la poursuite d'effondrements d'institutions financières, des valeurs boursières et des monnaies. La perspective d'une extension mondiale de la crise qui frappe des éco-

## Notes

(1) M. Husson, *Misère du capital, Une critique du néolibéralisme*, Syros, 1996.

(2) La proposition selon laquelle pour ne plus laisser les « marchés [financiers] décider du destin de millions de salariés... il suffit de taxer les mou-

vements de capitaux d'une taxe très faible sur les transactions pour les en dissuader...et serait à peu près indolore sur les vrais investissements et le commerce » (p. 242), apparaît à la fois sans grande portée (à l'aune du projet anti-capitaliste revendiqué) et illusoire dans la distinction entre les « bons » (investissements et commerce) et

les « mauvais » capitaux (spéculatifs).

(3) Il a également rédigé un article intitulé « Contre le fétichisme de la finance » dans *Critique communiste*, été 1997, dirigé contre l'ouvrage collectif *La mondialisation financière*, tout particulièrement contre les hypothèses sur l'émergence d'un « régime d'accumulation financière mon-

dialisé » défendues par François Chesnais, ainsi que contre la caractérisation des groupes industriels en tant que groupes financiers. Une réponse de François Chesnais doit être publiée dans Critique communiste dans sa première livraison de 1998.

(4) J'ai déjà brièvement présenté quelques aspects développés ici dans un texte discutant certaines hypothèses proposées par François Chesnais et publié dans Carré Rouge n°3. L'article présenté ici vise également à poursuivre cette discussion.

(5) Un des apports importants de l'école « de la régulation », est selon Husson, la notion de norme de consommation proposée par Aglietta. L'idée de base est que l'accumulation fondée sur l'extorsion de plus-value absolue s'est progressivement centrée sur la production de plus-value relative, grâce à l'accroissement de la productivité et de l'intensité du travail. Celles-ci entraînent une baisse massive d'une partie des biens qui composent la valeur de la force de travail. Le temps de travail nécessaire à la reproduction de celle-ci baissant, la partie non payée (plus-value) augmente. La poursuite du procès est possible si a) la productivité sur les biens de consommation ouvrière (cela peut être réalisé grâce à leur production de plus en plus intensive en capital) continue à augmenter, b) si les salariés continuent à augmenter leur demande pour ce type de biens. Selon les régulationnistes, c'est ce qui s'est passé après la seconde guerre mondiale, pendant la période qualifiée de « fordiste ».

(6) Par exemple : « c'est pure tautologie que de dire : les crises proviennent de ce que la consommation solvable ou les consommateurs capables de payer font défaut », Le Capital Livre II, chapitre 20, page 63.

(7) C'est-à-dire, en faisant par exemple abstraction des problèmes de crédit, de constitution d'épargne qui permettent d'anticiper ou de différer celle-ci. Au niveau d'une analyse de conjoncture économique, ces questions peuvent importer.

(8) Certes, l'augmentation du rapport du capital fixe à la force de travail (composition organique) est limitée par le fait que le prix des machines bien plus performantes qui sont introduites n'augmente pas dans les mêmes proportions (puisqu'elles aussi incorporent des gains de productivité)

que les gains de productivité du travail qu'ils permettent. La chute du taux de profit est donc ralentie (c'est d'ailleurs une des contretendances à sa chute signalée par Marx). Cependant si de nouveaux équipements sont introduits, c'est qu'ils permettent d'augmenter la productivité du travail.

(9) Il y a d'ailleurs ici une confusion sur la notion de « consommation » des capitalistes.

Elle a pour Marx un contenu radicalement différent de celui qu'il donne à la consommation de la classe ouvrière. Ce qu'il appelle « consommation de luxe », recouvre en fait toutes les productions, qui du point de vue de la reproduction d'ensemble, représentent une ponction ou si l'on veut une destruction ou un gaspillage de forces productives. Et ce type de production a atteint des proportions inouïes.

(10) Parmi les facteurs essentiels, que je ne peux développer ici, figure la fin de l'or comme « équivalent général » de toutes les marchandises. C'est bien pourquoi, fait aujourd'hui régulièrement sous-estimé pour ne pas dire ignoré, le système monétaire mis en place en 1944 à Bretton-Woods était miné dès le départ par des contradictions ingérables puisqu'il était fondé sur le dollar, monnaie inconvertible en or et dont l'émission était soumise à la politique économique américaine. La situation a bien sûr empiré depuis la mise en place du système de taux de change flottants en 1971. S'émanciper de l'or comme équivalent général de toutes les marchandises est à la fois nécessaire au capitalisme, mais en souligne également une contradiction majeure, celle d'un système dans lequel « des rapports entre producteurs, où s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail » (Capital, Livre I, chapitre 1), c'est-à-dire des marchandises qu'on compare.

(11) Lénine soulignait la tendance de tout capital-argent à se transformer en capital « rentier »...

(12) « La tendance à créer le marché mondial existe donc immédiatement dans la notion de capital. Toute limite lui apparaît comme un obstacle à surmonter » (souligné dans le texte), Fondements de la critique de l'économie politique, I, éditions Anthropos, 1968. Bien sûr, le terme marché utilisé par Marx renvoie autant à la production de valeur qu'à sa circulation sur un « marché ».

(13) A cet égard, le krach boursier de 1929 est évidemment la forme la plus spectaculaire que l'histoire a fournie à ce type de destruction.

(14) Le Capital Livre III, 29, 131.

(15) Les ménages « rentiers » ont touché environ 1/3 de ces sommes, le reste allant aux institutions capitalistes (surtout les entreprises industrielles puis les banques et assurances).

(16) Mettre au point une nouvelle génération de mémoires coûte plus d'un milliard de dollars, les investissements en Recherche & Développement nécessaires pour une nouvelle ligne de production de voitures (en France) de l'ordre de 5 milliards de francs (avant le début de la production), etc...

(17) Cf Entretien du directeur du département de recherches du FMI, « L'emploi industriel se contracte aussi dans les pays émergents », Le Monde, 26/04/1997 (donc avant la « crise » de ces pays).

(18) Le Capital, livre III, chapitre 15, p. 268.

(19) Ce n'est pas le New Deal d'inspiration keynésienne, lancé après la crise de 1929, qui a sorti les Etats-Unis de la crise et du chômage massif. Une nouvelle période de forte accumulation de capital n'a eu lieu qu'à l'issue, et comme une conséquence, de la Seconde Guerre mondiale.

(20) « Contradiction dans le mode de production capitaliste : les ouvriers en tant qu'acheteurs de marchandises, sont importants pour le marché. Mais à les considérer comme vendeurs de leur marchandise (la force de travail) la société capitaliste tend à les réduire au minimum du prix », Le Capital, livre II, chapitre 16, p. 294.

(21) Tels les salariés de Maxwell.

(22) Voir l'entretien de son président, M. Camdessus, dans le Monde du 06/12/97 :

le plan du FMI a pour objectif « de démanteler un système économique fondé sur les conglomérats (les " chaebols " ), la collusion entre l'Etat, les banques et entreprises et la fermeture des marchés. [Il devrait] permettre à l'économie coréenne... de s'adapter à la mondialisation en insistant en particulier sur les règles de transparence et de libéralisation ».

## LES EFFETS « RÉELS » DE L'HÉGÉMONIE ACTUELLE DU CAPITAL FINANCIER : LA CRISE EN CORÉE DU SUD

Après la crise mexicaine (hiver 1994/95) et les énormes profits qu'ils en ont retirés (payés par une misère accrue par le peuple mexicain comme l'attestent toutes les données disponibles), les grandes institutions financières (fonds de pension, fonds mutuels, banques) ont cherché de nouveaux lieux de valorisation pour leur capital-argent. Elles se sont alors dirigées vers les « pays émergents » du sud-est asiatique. Comme cela commence à être bien connu, un des moyens aujourd'hui sélectionné par ces institutions pour réaliser des profits élevés et rapides consiste à créer de fortes variations à la hausse sur les cours des monnaies en les achetant massivement, puis à les revendre quelque temps après, les ventes enclenchant un mouvement cumulatif de baisse qui généralement se répercute sur les autres compartiments des marchés financiers (Bourses des valeurs, marchés à terme, etc.). Ce mouvement initié par ces institutions s'inscrit dans un contexte de spéculation effrénée sur les marchés financiers de ces pays « émergents », il a entraîné des faillites d'importantes institutions coréennes. Il reflète jusqu'à quel point le dynamisme tant vanté de ces économies est fragile et subordonné aux capitalismes dominants.

Sans pouvoir analyser les déroulements

de cette crise et dont les pleins effets sont encore à venir, je voudrais souligner en quelques points que cette crise a des conséquences tout à fait essentielles sur les rapports de production (dans l'« économie réelle ») de la Corée :

1) Sous l'égide du FMI, qui apparaît de plus en plus comme le « comité exécutif » du capital financier, et pour une large part de celui situé aux États-Unis, la Corée du sud a dû s'engager dans un plan d'austérité, dont un des émissaires du FMI a rappelé la teneur ainsi : « en 1997, le pays a connu une croissance de 6 % et un taux de chômage de 3 %. En 1998, il faudra qu'il connaisse une croissance de 3 % et un taux de chômage de 6 % »\*. En somme, le taux d'exploitation de la classe ouvrière de Corée est jugé trop faible eu égard à la place assignée à ce pays dans la division internationale du travail. Compte tenu des rapports de force entre les classes (de puissantes grèves ont eu lieu il y a quelques mois), les classes dominantes et le gouvernement n'étant pas capables d'aller plus loin tout seuls, le capital financier international, par le truchement du FMI, joue ce rôle.

\*En réalité, selon les dirigeants syndicaux coréens, le taux de chômage est proche de 10 %, avec 47 % de salariés temporaires. Il devrait doubler dans les six mois, *Le Monde*, 05/12/1997.

2) Le plan du FMI a pour objectif explicite de permettre au capital étranger (ici encore pour une bonne part les fonds de

pension, banques et groupes industriels américains) de pénétrer en Corée plus facilement que ce n'était le cas jusqu'à maintenant, d'y acquérir des participations significatives dans les groupes industriels, et plus en encore dans les banques et institutions financières du pays. L'effondrement de la valeur de leur capital-actions à la bourse de Séoul devrait en diminuer singulièrement le coût d'acquisition. Il s'agit donc de mettre l'économie et la société coréenne aux normes des modes de gestion des fonds de pension américains.

3) Le Japon est directement visé par l'offensive des institutions américaines. Non seulement le capitalisme japonais n'a pas été capable de jouer son rôle de « leader régional », mais il est clair que les mesures d'« adaptation à la mondialisation » de la Corée décidées par le FMI pour la Corée lui sont également destinées.

Enfin, l'ouverture de lignes de crédits à l'initiative du FMI (pour un montant de 57 milliards de dollars à la Corée, à ajouter aux 40 milliards de dollars de crédits à la Thaïlande et à l'Indonésie) a pour objectif de maintenir intacts les circuits de création et de circulation des actifs financiers sur les marchés internationaux.

Personne ne peut dire si cela sera suffisant pour éviter que les krachs qui frappent de nombreux pays, et pas seulement en Asie, n'atteignent les points centraux du système financier mondial situé dans les grands pays capitalistes, ce qui transformerait probablement cette crise en crise économique

nomies vantées jusqu'à une date récente comme les "locomotives" de la croissance économique mondiale, est aujourd'hui considérée comme une hypothèse tout à fait plausible. A cette étape, la crise qui frappe ces pays a pour effet principal d'élever de façon considérable le taux d'exploitation de la classe ouvrière, ce qui indique à quel niveau extrême doit s'abaisser le coût salarial, déjà très faible comparé à celui des pays capitalistes développés, pour permettre (c'est loin d'être avéré) une poursuite de l'accumulation. A ce titre, en raison du degré atteint par la « mondialisation » du capital, ce qui se passe en Asie du sud-est est annonciateur de processus qui atteindront directement le « cœur » de l'économie mondiale que sont les grands pays capitalistes développés.¶

(17 janvier 1998)

Nous terminons (cf. Carré-Rouge n° 5 et 6), la publication des « bonnes feuilles », les plus significatives politiquement, de l'ouvrage de Daniel Guérin, Fascisme et grand capital.

# L'offensive anti-ouvrière, fondement stratégique de la politique économique du Fascisme et du National- Socialisme

**A**près avoir examiné la liquidation du national-socialisme au profit de la dictature d'Etat, Guérin évoque la destruction des syndicats, l'anéantissement par le fascisme de ses propres organisations ouvrières, la politique économique d'autarcie économique, de privatisation des monopoles d'Etat, de grands travaux « forcés », et l'inflation ouverte.

## LE FASCISME CONTRE

## LA CLASSE OUVRIERE

« Pour les dirigeants du grand capital qui ont porté le fascisme jusqu'à l'Etat dictatorial, il s'agit d'obtenir enfin un [retour sur son investissement (NDR)], c'est-à-dire d'enrayer la chute de leurs profits, de rendre " rentables " leurs entreprises : massacrer les salaires, détruire les syndicats

ouvriers — dans et hors des entreprises, annuler les contrats collectifs, abolir le droit de grève, rétablir l'absolutisme patronal.

Mais au-delà de ce programme, il faut pour l'avenir empêcher toute cristallisation indépendante des masses ouvrières : embrigader les travailleurs dans des organisations de surveillance policières dont les chefs soient nommés et non élus, punir les tentatives de grèves : en somme, que lutter contre le patron soit en fait se dresser contre l'Etat.

Obligation sera faite à ce dernier d'exercer son arbitrage, et les contestataires devront être considérés comme ennemis de l'Etat.

[...] En Italie la destruction des syndicats ouvriers a commencé bien avant la prise du pouvoir : assassinats de ses responsables du syndi-



calisme rural, dévastation des locaux des ligues et coopératives de travailleurs, création de syndicats : le travail, les métayages, le crédit sont réservés aux adhérents des organisations fascistes. Des chômeurs " fascistes " escortés remplacent la main-d'œuvre locale. Dans certains cas la résistance dure des années, mais les syndicats " rouges " locaux sont finalement brisés.

C'est seulement après la prise du pouvoir que le fascisme ose s'attaquer aux syndicats des travailleurs de l'industrie. On rassemble les syndiqués, on leur " conseille " par la violence d'adhérer aux syndicats fascistes. Ceux qui restent porteurs de la " carte syndicale rouge " sont boycottés, persécutés, battus. Les patrons retiennent sur la paye les cotisations aux syndicats fascistes. En décembre 1923, l'accord " du Palais Chigi " consacre la reconnaissance officielle des syndicats fascistes par la Confédération patronale de l'industrie. Un décret-loi nomme des administrateurs aux syndicats ouvriers dissous ; les syndicats fascistes s'approprient locaux et trésoreries.

Mais tant que la CGT ouvrière italienne peut poursuivre légalement son existence, les listes fascistes sont " littéralement submergées sous une avalanche de voix rouges " (Pietro Nenni op.cit.). En mars 1925, lorsque le syndicat fasciste des métallurgistes lance à Brescia un ordre de grève, 20 % seulement des ouvriers y répondent, les autres suivent celui lancé deux jours plus tard par la CGT.

Mais en octobre 1925, la Confédération patronale reconnaît aux syndicats fascistes le monopole exclusif de conclure des contrats de travail, le droit de grève est aboli, les " commissions internes " d'usine supprimées. Les Bourses du travail et syndicats

sont dissous et leurs biens confisqués.

Mais il faut à l'Etat prendre des précautions : " Comment paralyser la résistance ouvrière sans le syndicalisme ? " (Kérillis, Enquête en Italie fasciste, 1933). Les " syndicats " fascistes n'ont aucun autre pouvoir que celui d'encadrer les travailleurs. Un " livret de travail " indique si son porteur a une conduite " satisfaisante du point de vue national ". Un chômeur n'a de chance d'être secouru ou de retrouver du travail que s'il peut exhiber la carte syndicale. La grève est punie d'amendes et jusqu'à sept ans de prison. Les " contrats de travail " sont rédigés comme des règlements militaires.

Des " commissions d'arbitrage " des conflits du travail siègent à tous les niveaux . Mais Mussolini déclare (cité par Jouhaux, la Charte fasciste du Travail) : " J'assume M. le Président de la Confédération de l'Industrie que tant que je serai au pouvoir, les employeurs n'auront rien à craindre de la magistrature du travail ".

Les chefs d'industrie ont ainsi atteint le but qu'ils poursuivaient : supprimer les salaires contractuels nationaux, régionaux ou de branche d'industrie ; les réduire sans rencontrer de résistance : les minima deviennent des maxima, les conditions de travail et les qualifications peuvent être tournées ou violées sans crainte.

En 1938, l'Etat soumet 600 000 ouvriers à la défense nationale : est déserteur celui qui quitte l'usine plus de cinq jours ; les infractions à la discipline, insubordinations, violences, obstructions ou sabotages sont passibles de neuf ans de prison.

[...]

En Allemagne dès 1928 sont fondées les " cellules d'entreprises nationales-socialistes " (N.S.B.O), mais n'obtiennent à partir de 1931 aux

élections des conseils d'entreprises que 0,5 %. En mars 1933, malgré Hitler au pouvoir, elles n'obtiennent encore que 3 % : tant que subsistera la liberté syndicale, les N.S.B.O. nationales-socialistes ne pourront pas vraiment se développer.

Dès l'incendie du Reichstag, le droit de grève est aboli et puni de 3 ans de prison. Les syndicats se voient retirer le monopole de la représentation, les droits des conseils d'entreprises sont restreints ; pour " raisons politiques " leurs membres élus peuvent être révoqués, " pour raison d'Etat " les conseils eux-mêmes peuvent être dissous ; les employeurs sont autorisés à licencier sans recours tout travailleur soupçonné d'être " hostile à l'Etat ".

Après le " Premier mai ", désormais décrété " Fête nationale " nazie, les syndicats libres sont interdits, leurs chefs emprisonnés par les S.A. ; les maisons du peuple deviennent les " maisons du travail allemand ".

Hitler, le 10 mai, au congrès du " Front du Travail allemand " déclare : " les nationaux-socialistes ont repris les syndicats ". La section de base du Front inclut les patrons : elle a désormais pour but la surveillance et l'éducation au national-socialisme.

Les salaires, la durée et les conditions de travail sont fixés par l'employeur dans le règlement intérieur d'entreprise. Les troubles de la " paix sociale ", les tentatives de grève sont passibles de renvoi et de prison (loi de janvier 1934). Le fait de révéler les éléments du coût de production est un crime de haute trahison puni de mort par le Code pénal. Le livret de travail comporte l'appréciation de l'employeur en fin de contrat. L'arbitrage des conflits est tranché par le représentant de l'Etat au sein des divers échelons du " Front du Travail allemand ".

Il fallut néanmoins attendre l'élimination des plébéiens en juin 1934 pour pouvoir appliquer ces dispositions sans craindre une opposition violente des travailleurs. Ainsi le grand patronat allemand atteint les mêmes buts que son homologue italien.

Pourtant le patronat craint toujours que les plébéiens, cadres des organisations syndicales " fascistes " ne se laissent déborder par leurs adhérents. Aussi exige-t-il une plus grande épuration.

En Italie en 1928, au congrès de la Confédération interprofessionnelle des syndicats fascistes, Rossoni et les délégués estiment que le patronat a seul profité de la collaboration des classes. Le patronat obtient en novembre 1928 l'éviction de Rossoni et la dissolution de la Confédération interprofessionnelle qui regroupait 2 millions de membres. Encore en juin 1936, au congrès fasciste de l'Industrie, 29 orateurs sur 33 demandent des augmentations de salaires.

En Allemagne, de mars à juillet 1933, les responsables des cellules fascistes d'entreprises, qui sont par ailleurs membres des S.A., vont jusqu'à arrêter certains employeurs " antisociaux ". Mais Goering recommande à sa police " d'agir avec énergie contre les membres des cellules d'entreprises qui n'ont pas encore compris le véritable caractère du Troisième Reich ". En décembre 1933, les cellules perdent leur autonomie et sont soumises à la discipline rigoureuse du parti lui-même. En février 1934, les employeurs sont autorisés à congédier à leur gré les responsables de ces cellules. En juin 1934, l'exécution des chefs plébéiens des S.A. débarrasse le patronat du virus extrémiste.

Les cellules d'entreprises ont bien été intégrées dans le Front du Travail, mais le grand patronat estime

que " l'agitation démagogique de son chef [Dr Ley] continue à troubler l'économie " (Temps, juillet 1934). En décembre, les " tendances socialistes du Front du Travail allemand " sont dénoncées par le Dr Schacht, plus haut responsable de l'Economie. En mars 1935, il annonce que désormais : " seuls les employeurs pourront être chefs des organes du Front du Travail " ».

### QUELLE FUT L'AMPLEUR DE L'ATTAQUE CONTRE LES SALAIRES ?

En Italie, d'après la presse italienne, les salaires nominaux ont été diminués de moitié de 1927 à 1932, (Corriere della Sera, Lavoro Fascista, mars 1932) puis encore d'un quart, soit au total une réduction d'environ des deux tiers, atteignant rarement en 1935 le niveau d'avant 1914. Le coût de la vie est monté entre temps d'environ 30 % (Information, mai 1937). Encore faut-il en déduire toutes sortes de nouvelles retenues : impôt sur le salaire (rétabli en novembre 1922), cotisations aux assurances sociales, cotisations syndicales " obligatoires ", contributions " volontaires " pour l'assistance aux chômeurs, cotisations au parti, cotisations au " Dopolavoro " (organisation de loisirs).

En fin 1934, la semaine de 40 heures est introduite " sans maintien du salaire ". Lavoro Fascista avoue que " cette réduction de travail comportera un important sacrifice pour les ouvriers individuels encore au travail " (Temps, février 1935). Une compensation à la charge des travailleurs est prévue pour les familles nombreuses.

Dans certaines industries les ouvriers travaillent par roulement, une

semaine sur deux, ce qui réduit de moitié leurs revenus. Les jeunes et les femmes peuvent être remplacés par des hommes en chômage mais aux conditions de salaire de ceux qu'ils remplacent. Enfin, sur les chantiers de travaux publics " qui ont un caractère de lutte contre le chômage ", les chômeurs sont employés au rabais.

[...]

En Allemagne, on évalue la baisse des salaires entre 25 et 40 % entre janvier 1933 et l'été 1935. Pour de nombreux ouvriers, le salaire est inférieur au montant de l'indemnité de chômage qu'ils percevaient auparavant.

Il faut encore en déduire la majoration de 30 % de l'impôt sur le salaire, l'impôt municipal plus que doublé, l'impôt sur les célibataires, les cotisations pour les assurances chômage, invalidité, maladie, les cotisations au Front du Travail, à l'organisation de Loisirs (Kraft durch Freude = la Force par la Joie), au Secours d'Hiver, à la défense antiaérienne, aux victimes du travail, au Parti ou aux Jeunesses Hitlériennes. Toutes ces contributions diminuent le salaire brut d'environ 20 à 30 %. Les prestations sociales sont fortement diminuées : les caisses ouvrières de secours mutuels et de prévoyance ont été dissoutes, leurs avoirs abandonnés aux compagnies d'assurance privées qui n'accordent que des prestations réduites (Fascisme, janvier 1936).

[...] Les employeurs sont contraints d'embaucher de la main-d'œuvre au-delà de leurs besoins réels, mais peuvent en contrepartie réduire les salaires ou les horaires de travail de tous. Un décret d'août 1934 donne tous pouvoirs pour retirer leur emploi aux célibataires de moins de vingt-cinq ans : 130 000 jeunes sont ainsi licenciés : aux mêmes salaires des

travailleurs adultes seront embauchés. (En 1937, 370 000 femmes seront réembauchées pour les besoins du réarmement).

400 000 ouvriers employés à divers travaux d'intérêt général ne reçoivent que les indemnités de chômage plus quelques secours en nature. Les 500 000 ouvriers des autoroutes sont payés à un taux inférieur au salaire normal. Les 250 000 jeunes embriagés dans le Service du Travail reçoivent seulement la solde du trou-pier.

Hitler reconnaît que " le niveau de vie d'innombrables Allemands est complètement insuffisant " (discours, 1<sup>er</sup> octobre 1934). De l'aveu du ministre Wagner " de nombreux ouvriers allemands souffrent de la faim " (Temps, janvier 1936). De surcroît : " nous serons obligés d'augmenter encore beaucoup le rythme du travail " (Dr Ley, lors de la création de l'organisation de loisirs La Force par la Joie). Depuis 1937, en prévision du réarmement, on a rallongé la durée du travail jusqu'à dix heures et plus sans augmentation des salaires. »

#### QU'ADVINT-IL

#### DES VELLÉITÉS

#### DE « CORPORATISME » ?

« Il est important de dépister la permanence, en plein régime totalitaire, de la lutte de classes, de l'aspiration constante des ouvriers au contrôle de la production et à l'autogestion, comme de l'hostilité irréductible du patronat à toute tentative de mettre en cause son pouvoir absolu.

En Italie, la proposition de regrouper dans des " corporations " ou syndicats mixtes, employeurs et employés, est contrebattue dès le lendemain de la Marche sur Rome : " les industriels n'en veulent entendre par-

ler à aucun prix, sûrs d'y être immédiatement débordés " (Rozenstock-Franck, L'économie corporative fasciste, 1934). " Nous ne visons pas à reconstituer les conseils d'usines " (Vu, août 1933).

En 1925, les plébéiens réclament " l'autogouvernement des producteurs " à la manière de Proudhon, c'est-à-dire " une organisation corporative nationale qui englobera tous les citoyens répartis d'après leur activité économique ". Mais Mussolini préserve soigneusement l'autonomie patronale en laissant intacte " la représentation distincte des patrons et celle des ouvriers ".

Mais l'Etat politique ne se transforme pas en Etat corporatif : au contraire " la corporation constitue un organe de l'Etat ". Pour jeter de la poudre aux yeux, on donne à toutes les institutions l'étiquette corporative : Ministère des Corporations, Conseil national des Corporations (1926), Chambre corporative des députés (1930), Conseils provinciaux de l'Economie corporative (1931).

[...]

En Allemagne, dès avril 1933, les plébéiens cherchent à contrôler les organisations patronales. Ils n'obtiennent pas le départ de Krupp, mais le Président du syndicat patronal de l'industrie est flanqué de deux commissaires nazis. Le Führerprinzip (principe du chef) sera appliqué, et les syndicats ne seront plus élus mais nommés.

Cependant, le chef du Front du Travail projette encore " l'établissement d'un lien organique entre travailleurs et patrons, et leur commune intégration dans l'organisation économique " (Dr Ley, mai 1933). En juillet, la grande industrie soutenue par l'armée oppose son veto ; Hitler ajourne l'édification corporative et destitue certains de ses partisans.

Pour ménager les plébéiens, la loi de janvier 1934 institue dans les entreprises des " conseils de confiance " peuvent obtenir communication des bilans : ces " hommes de confiance " sont nommés par les patrons et non élus par les ouvriers. Mais les plébéiens sont tenaces et luttent pied à pied : ils espèrent pouvoir contrôler politiquement par " en haut " l'activité des industriels en une organisation étatisée démembrant la Patronale de l'Industrie en différents syndicats patronaux.

La liquidation des plébéiens et des S.A. (juin 1934) met un terme à ces exigences et le 2 décembre, Schacht, nouveau ministre de l'Economie, reconstitue l'unité de la Confédération Patronale de l'Industrie. Le Führerprinzip est aboli dans les groupes professionnels patronaux. Le domaine économique reste chasse gardée du patronat, (seule une " collaboration " est instituée dans le domaine des questions sociales, salaires et conditions de travail).

#### LA POLITIQUE

#### ÉCONOMIQUE

#### DU FASCISME

Il s'agit surtout de restituer leur rentabilité aux entreprises. Les moyens employés n'ont rien de spécifiquement " fasciste " et sont mis en œuvre dans d'autres pays : il n'existe pas d'économie fasciste spécifique : elle n'est qu'une forme accentuée de l'économie capitaliste " dirigée ", expérimentée pour la première fois en Allemagne, en 1914-1918, sous le nom d' " économie de guerre " (Kriegswirtschaft). Cependant, elle tourne le dos aux solutions capitalistes réputées " libérales ".

Au départ, le fascisme proclame son

intention de protéger la propriété privée et l'initiative individuelle. Il n'impose que les taxes les plus légères et un contrôle des plus discrets. Il "socialise" les pertes, ranime les commandes, renfloue les profits.

Mais en se lançant dans une gigantesque entreprise d'armement, il met le doigt dans un engrenage qui le conduit insensiblement du libéralisme économique à l'autarcie et à l'économie de guerre.

Il s'engage dans une bureaucratisation de l'économie, limitant le mouvement de chaque capitaliste individuel et sacrifie sur l'autel de l'industrie lourde les autres branches de l'activité économique : seuls les "magnats de l'industrie" continuent à produire du bénéfice. Le fascisme, chargé de "sauver le système", le plonge finalement dans la catastrophe d'une conflagration mondiale.

Notons cependant que les expédients auxquels a eu recours le capitalisme dans d'autres pays ont conduit à plus ou moins brève échéance au même résultat : les auteurs du "New Deal" américain n'ont réussi à remettre provisoirement en marche le mécanisme capitaliste que par des armements encore plus gigantesques que ceux de l'Allemagne. Une fois la paix revenue, le capitalisme américain n'a pu survivre autrement qu'en restant sur le pied de guerre, celui de la guerre nucléaire.

[...]

En Italie, Mussolini, dès 1922-23, déclare : "L'Etat doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles". "Il faut en finir avec l'Etat ferroviaire, avec l'Etat postier, avec l'Etat assureur".

L'Etat cède le monopole du téléphone, de l'assurance-vie, des allumettes, de certains travaux publics ;

on ralentit les travaux municipalisés.

En Allemagne, dès son avènement, le gouvernement annonce que "les entreprises d'Etat seront transformées à nouveau en entreprises privées" (Temps, février 1933). Pour manifester sa reconnaissance à Thyssen et aux autres magnats de l'industrie lourde, l'Etat restitue le contrôle puis rétrocède les actions du trust "Aciéries Réunies" acquis en 1932. Après le krach bancaire de 1931, les grandes banques étaient sous contrôle de l'Etat (90 % de la Dresdner-Bank, 70 % de la Commerz-Bank, 35 % de la Deutsche Diskonto-Bank). En décembre 1933, l'Etat se montre disposé à re-privatiser. En août 1937 le capital des trois banques était à nouveau entièrement en mains privées. Enfin en juillet 1934, le ministre Schacht accélère la liquidation des entreprises municipales de travaux.

Une loi de 1935 abroge la "socialisation de la production d'énergie".

En 1936, l'Etat restitue l'essentiel des actions des compagnies de navigation et des chantiers de constructions navales.

### 1- L'ETAT FASCISTE AIDE LES GRANDS CAPITALISTES À PRODUIRE DU BÉNÉFICE.

En Italie, l'Etat, dès 1922, supprime les titres nominatifs qui empêchaient de se soustraire partiellement à l'impôt. La commission d'enquête sur les "bénéfices de guerre" est dissoute. En août 1923, l'impôt sur l'héritage est aboli. L'impôt sur le capital est modifié et vidé de sa substance. En 1925 l'impôt sur les valeurs mobilières est supprimé. Des dégrèvements fiscaux favorisent les fusions de sociétés anonymes.

L'impôt de 10 % sur le capital investi dans la banque et l'industrie est sup-

primé.

Est réduit de moitié l'impôt sur les administrateurs et directeurs de grosses sociétés, et sont exonérés les capitaux étrangers et les articles de luxe.

En Allemagne, dès juin 1933, les industriels et les propriétaires peuvent déduire de leur revenu personnel tous leurs investissements en matériel, les frais de réparation des maisons, usines ou magasins. Les fraudeurs fiscaux peuvent souscrire des emprunts "de lutte contre le chômage" en échange de leurs impôts fraudés. Des exemptions d'impôts sont prévues pour les créations d'entreprises, pour les novations technologiques, pour les locaux d'habitation nouveaux. L'impôt sur le revenu est en 1934-35 réduit de moitié par rapport à celui de 1931-32. Les taxes sur les successions sont également réduites.

### 2- L'ETAT LIMITE LA CONCURRENCE ET FAVORISE LA CONCENTRATION ENTRE INDUSTRIES.

Les ministres fascistes, italien et allemand, instituent des "consortiums obligatoires" dans le but d'éviter de graves perturbations économiques.

En Italie, les lois de 1927 et 1929 limitent le droit de créer de nouveaux établissements industriels de quelque envergure pour les chantiers de constructions navales, les entreprises de transport, la défense nationale, etc...

Des consortiums "obligatoires" sont favorisés pour limiter la concurrence sur les prix des produits sidérurgiques en 1928-29, puis dans toutes les branches en 1933, si les demandeurs représentent 70 % de la production de la branche.

En Allemagne, une loi de 1933 don-

ne à l'Etat le droit " de réunir des entreprises en cartels, syndicats ou ententes ". Immédiatement 30 cartels sont formés ou réorganisés, avec des quotes-parts de production imposées aux dissidents. D'autres cartels sont constitués dans le textile, le papier, l'alimentation. Une autre loi permet à l'Etat de décider du degré d'utilisation du potentiel de production des entreprises existantes.

### 3- L'ETAT RENFLOUE LES ENTREPRISES DÉFAILLANTES ET CONSTITUE DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE FOURNISSANT DU CAPITAL ET GARANTISSANT DES DIVIDENDES.

Mais il n'est pas question de nationaliser ni d'instaurer " le Capitalisme d'Etat ou le Socialisme d'Etat, bien que les conditions nécessaires, suffisantes, et objectives le permettent dès aujourd'hui, les trois quarts de l'économie italienne se trouvant sur les bras de l'Etat " (Mussolini, mai 1934).

En Italie Mussolini renfloue le puissant trust métallurgique Ansaldo, puis en 1924 prend en charge les frais de liquidation des banques et industries en faillite. Les Banco di Roma, Banco di Napoli, et Banco di Sicilia sont renfloués et assainis. A partir de 1931, quand, à cause de la crise mondiale, les portefeuilles de valeurs industrielles sont en déconfiture, l'Etat, au travers d'une Société pour le financement de l'Industrie italienne, vole au secours du Banco di Milano, du Credito Italiano, de la Banca Commerciale.

Sont créés l'Institut mobilier italien (I.M.I.) et l'Institut pour la reconstruction industrielle (I.R.I.), qui servent

en premier lieu au renflouement de la Société hydroélectrique piémontaise, et à nouveau du trust métallurgique Ansaldo. La Banque d'Italie est simplement déclarée " banque [privée] de droit public ". L'Etat et le trust Montecatini souscrivent ensemble en 1936 au capital de la Azienda nazionale Idogenazione combustibili (fabrication d'essence synthétique). En 1937 l' I.R.I. (c'est-à-dire l'Etat) souscrit à 50 % du capital des sociétés Ansaldo, Odero-Terni-Orlando, United Shipyards of the Adriatic, et crée avec les trusts Ilva, Terni et Dalmine une Société financière sidérurgique.

En Allemagne il en va de même : " L'Etat évite à l'industrie privée le risque que comporte l'investissement de nouveaux capitaux et lui laisse la responsabilité de l'exécution de nouveaux projets importants " (Bergwerkszeitung, organe de l'industrie lourde, juillet 1937). Ainsi est constituée la Hermann Goering für Erzbergbau und Eisenhütten, société pour l'exploitation du minerai de fer à faible teneur. D'autres Goering-Werke sont créées. " Aussitôt que possible, les Goering-Werke seront repris en charge par l'industrie privée " déclare en juillet 1938 le ministère de l'Economie.

### 4- L'ENGRENAGE FATAL DE L'AUTARCIE ET DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE.

L'affaiblissement du pouvoir d'achat des masses et la carence de l'épargne privée contraignent l'Etat à se substituer aux investissements privés.

Les émissions nouvelles d'actions proviennent à 90 % en Italie, en 1932, d'établissements semi-étatisés, à 70 % en Allemagne, en 1934, directement de l'Etat. Krupp, favorisé par des commandes de l'Etat, s'auto-

finance complètement en 1935.

Les commandes de l'Etat fasciste sont de deux sortes : Grands travaux de prestige non rentables, biens pour la Défense nationale.

Commandes de Travaux Publics

En Italie, on aménage les ports de Gênes, Trieste et Venise ; on construit sans cesse de nouvelles lignes de chemin de fer ; d'énormes paquebots de luxe ; 544 km d'autoroutes à péage ( " une grandiose anticipation " déclare Mussolini) sont construites pour une circulation automobile cinq fois inférieure à celle de la France ; embellissement de la " Ville Eternelle ", construction du ministère de l'Air. " Le rendement économique de ces très fortes sommes dépensées ne sera sensible que dans un avenir lointain ". Mais dans l'immédiat ces grands travaux permettent à quelques magnats du fer et du ciment d'édifier des fortunes.

En Allemagne, en mars 1934, la seconde " bataille du travail " (la première concernait les travaux publics auxiliaires dans les communes et régions) permet la construction de 2 000 km d'autoroutes achevés à fin 1937 (sur 7 000 km projetés).

Des voies ferrées et fluviales (inutilisées en raison de la crise), une écluse à ascenseur Elbe-Oder, la gare de Nuremberg, les bâtiments du parti à Munich, un ministère de l'Air de 2 500 pièces, etc., endettent l'Etat à fonds perdus.

Finalement Schacht, dictateur de l'Economie, à l'encontre des plébéiens, s'opposera à une troisième " bataille du travail " en 1935.

Commandes pour la " Défense nationale "

En Italie, depuis son arrivée au pouvoir, le fascisme dépense 5 à 6 milliards de liras par an pour doter le pays d'une aviation et d'une marine. A partir de 1934 la cadence d'arme-

ment s'accélère : l'indice de la production industrielle passe de 75 en 1934 à 105 en 1935 (base 100 en 1928 !). Mais seule l'industrie lourde en bénéficie. Le coût de la guerre d'Ethiopie sera évalué par le professeur fasciste Arias à 30 milliards de lires de 1934 à 1937, et prévoit que 12 milliards seront encore nécessaires pour 1938-39.

En Allemagne, tandis que l'industrie lourde travaille à plein rendement, l'industrie des biens de consommation est plongée dans le marasme. Krupp rallume en 1935 trois hauts-fourneaux éteints depuis 1931, atteignant ainsi les "limites de sa capacité de production".

Une revue anglaise estime les dépenses d'armement de 1933 à 1937 à 30 milliards de marks. Le secrétaire d'état allemand aux finances déclare que le "relèvement économique" de l'Allemagne l'a endettée de 40 milliards de marks. »

## COMMENT L'ETAT

## FASCISTE TROUVE-T-IL

## CES ÉNORMES

## RESSOURCES ?

« Il ne procède pas autrement que les gouvernements pendant la guerre de 1914-18 : il émet des emprunts et déprécie la monnaie aux dépens des ouvriers et des détenteurs de revenus fixes (rentiers, épargnants, retraités, fonctionnaires).

Mais cette inflation est camouflée : le fascisme n'a pas oublié les graves conséquences sociales de l'inflation ouverte qui, en 1923 en Allemagne, avait rejeté les classes moyennes vers le prolétariat. Aussi les énormes dépenses de l'Etat ne doivent pas apparaître au budget officiel : le budget officiel italien fait apparaître un excédent, mais les calculs du profes-

seur fasciste Arias font état de 28 milliards de lires de déficit pour les exercices 1935 à 1937. En Allemagne, aucun budget n'est plus publié depuis 1934.

La circulation monétaire ne semble pas exagérément augmentée, car les dettes sont libellées en traites commerciales et bons à court terme, constamment renouvelés.

En Italie, l'Etat émet des bons du trésor à un an et règle ses commandes au moyen de "promesses de paiement" à moyenne échéance, que les créanciers font escompter.

Le rapport de la commission du budget en 1933 avoue : "l'assainissement du budget est retardé par les inscriptions de fortes dépenses à paiement différé ; l'Etat paie à tempérament, en employant l'une des pires créations de l'esprit inflationniste américain".

En Allemagne le réarmement est financé par des traites à six mois, renouvelables. L'Etat remet ces traites aux industriels qui les font escompter par les banques. Leur montant est estimé en 1938 entre 20 et 30 milliards de marks.

[...]

Le danger existe que les banques, saturées un jour de ce "papier", ne puissent plus rembourser leurs dépositaires et soient obligées de faire réescompter les traites par la Banque d'Etat, triplant d'un coup la circulation monétaire officielle. Cette hypothèse est évoquée dans un mémoire formulé par les industriels de la Ruhr remis en 1937 à Hitler. Celui-ci renonce donc au système des traites à six mois, et émet à leur place de nouveaux bons du Trésor intitulés "bons de livraison" à six mois, et non réescomptables. A l'échéance de ces traites, l'Etat est bien obligé d'honorer sa dette. Plus il émet de traites, plus les échéances devien-

nent dangereuses, plus il craint que l'inflation camouflée ne se transforme en inflation ouverte par une inévitable création monétaire. Aussi s'efforce-t-il de convertir sa dette à court terme en dette à long terme par un emprunt forcé. Il contraint les petits et moyens épargnants à souscrire aux fonds d'Etat dont le revenu et le capital risquent de se volatiliser en cas de banqueroute totale. Le grand capital y échappe bien entendu car il convertit en biens réels et moyens de production les bénéfiques des commandes d'état.

En Italie les caisses d'épargne sont placées sous la tutelle de l'Etat en 1927 (34 milliards de lires en 1934). En 1935 les demandes de retraits de fonds sont soumises à restrictions sévères. Les banques dépositaires sont soumises à un contrôle des crédits distribués : ce système permet de transformer tous les dépôts en emprunt forcé.

En Allemagne la même méthode est employée. L'Etat exerce une surveillance active sur les comptes des particuliers, s'oppose aux retraits de fonds, contrôle les crédits octroyés, s'assure que les fonds disponibles sont bien convertis en bons d'Etat, vérifie les bilans. (G.Jèze, "Les méthodes financières allemandes", Das Neue Tagebuch, mars 1935). Les banques deviennent de véritables holdings des valeurs d'Etat destinés avant tout à faciliter la trésorerie du pouvoir. Le Reich hypothèque lourdement l'avenir en convertissant sa dette à court terme par l'emprunt sur les dépôts à vue dont la valeur devient purement nominale. L'intérêt annuel de ces emprunts s'est multiplié par huit entre 1936 et 1944. Pour éviter la souscription obligatoire aux emprunts d'Etat, les entreprises amortissent en deux ou trois ans les investissements qui devraient l'être

en dix ou quinze. Dans la seule année 1937 l'amortissement de I.G. Farben et de Rheinmetall-Börsig s'élève à 28 % des valeurs investies : l'achat de nouveaux équipements, mêmes inutiles, reste préférable à la souscription aux emprunts d'Etat : " le fer restera toujours du fer et vaudra toujours plus que du papier " (" Mémoire des Industriels ", l'Information, septembre 1937).

L'Etat se voit contraint d'exercer sur l'industrie lourde un alourdissement fiscal et un contrôle de la fraude car l'épargne disponible n'est pas inépuisable.

En Italie, en octobre 1937, un impôt exceptionnel de 10 % payable sur deux ans frappe le capital et les réserves des sociétés. Malgré exemptions et allègements, il aurait rapporté entre 3 et 6 milliards de liras.

En Allemagne, entre 1936 et 1940, l'impôt sur les revenus des sociétés passe progressivement de 20 à 40 %. Une majoration " défense nationale " de 30 % de l'impôt sur le revenu est décidée en 1938. Les rapports annuels des grandes sociétés se plaignent de l'augmentation des impôts, qui au total augmentent de 18 % du revenu national en 1929 à 29 % en 1937. »

## LA MONNAIE ET L'ÉCONOMIE EN VASE CLOS

« Peu à peu l'inflation camouflée apparaît et la valeur de la monnaie est affectée. A l'intérieur, c'est de peu d'importance. Mais par rapport à l'étranger, il faut mettre la monnaie d'abord, puis l'économie, en vase clos.

En Italie, à partir de 1934 la dépréciation réelle de la monnaie se traduit pas la fuite des capitaux à l'étranger.

L'encaisse-or de la Banque d'Italie baisse de 12 milliards de liras en janvier 1928 à 3,4 milliards en décembre 1935. A partir de 1934 toutes les opérations non commerciales sur devises sont interdites et les exportations sont subordonnées à la cession des devises à l'Etat. Les titres, créances et avoirs italiens à l'étranger doivent être déclarés et échangés contre des bons du Trésor en liras.

Malgré (en 1936) une dévaluation de 41 % (de sa valeur de 1927), la dépréciation continue.

En Allemagne l'exode des capitaux et les sorties d'or consécutives réduisent le rapport or/billets de 20 % fin 1932 à 1,5 % fin 1934. En juillet 1934 est décrété un moratoire sur toutes les dettes commerciales. Au 1<sup>er</sup> décembre 1936 un décret punit de mort et confiscation les transferts de fonds illégaux. Mais le mark continue sa dépréciation que les industriels chiffrent entre 40 et 50 % en juin 1937. Mais par référence au passé dramatique, Schacht ne dévalue pas, d'autant qu'en consacrant des sommes aussi colossales au réarmement cette mesure n'aurait d'effet que pour une courte durée.

De même il devient essentiel de contrôler sévèrement le commerce extérieur afin que seules les importations et exportations strictement indispensables au réarmement soient autorisées. Ainsi va se créer à grands frais une vaste industrie de " succédanés ", l'économie passant insensiblement de " l'autarcie utopique " au " régime de blocus " puis à " l'économie de guerre ".

En Italie le déficit commercial atteint 2,5 milliards de liras en 1934 et 6 milliards en 1937. Est instauré un régime de " licences " d'importation avec monopole d'Etat pour les matières premières essentielles à l'arme-

ment : charbon, cuivre, étain, fer, nickel, carburants, etc. L'Italie se trouve à la merci des puissances occidentales (en 1938 elle produit à peine 30 % de sa consommation d'énergie, importe 50 % de ses besoins sidérurgiques ; son déficit en blé est estimé entre 10 et 20 millions de quintaux). Elle n'a en aucune façon les moyens de soutenir une guerre.

En Allemagne, outre le même type de restrictions et de contrôle, le banquier Schacht dénonce en août 1934 tous les accords commerciaux antérieurs et cherche à les remplacer par des accords de troc. A Nuremberg, en fin 1936, Hitler annonce " un plan de quatre ans destiné à rendre l'Allemagne économiquement indépendante du reste du monde " (Völkischer Beobachter). Des investissements de 6 à 8 milliards de marks seront indispensables et la question des coûts ne sera pas décisive. Pourtant ceux des produits de substitution (succédanés) sont très élevés : l'essence synthétique est six fois plus onéreuse que l'essence " naturelle ". Avec ce plan la production nationale de matières premières pourra tout au plus passer de 20 à 40 % de la consommation (les besoins en fer sont couverts à 25 %, en combustibles à 50 %).

En temps de guerre, le Reich, en dépit de son potentiel et de ses victoires militaires, serait extrêmement vulnérable. Une politique nationale de dumping à l'exportation (- 20 % à 0 %) est mise en place, vendant à perte pour obtenir des devises : mais tout ceci appauvrit encore le pays et contribue encore au renchérissement de la vie. Schacht n'avait en fait jamais considéré l'autarcie autrement que comme " un expédient auquel on peut être contraint de recourir dans des circonstances déterminées, et non comme un véritable

système économique ” (Temps, novembre 1937).

Comme en Italie, les masses populaires font les frais de l'économie en vase clos : la pénurie est sensible en produits alimentaires (notamment viandes et corps gras) : “ Notre nouvel armement [impose] que nous renoncions au beurre et que nous options pour la liberté ” (Goering, décembre 1935).

## L'ÉCONOMIE DE GUERRE

D'expédients en expédients le fascisme aboutit à une économie de guerre en temps de paix par l'extension continue des fonctions de l'Etat (en opposition totale avec le libéralisme capitaliste). Les caractères distinctifs en sont :

- n direction de l'économie,
- n monopole du commerce extérieur
- n répartition des matières premières
- n unique client de l'industrie
- n unique créateur des nouvelles industries
- n décideur des secteurs d'investissement
- n monopole des opérations financières extérieures
- n seul banquier de l'épargne privée intérieure
- n contrôle des coûts de production, des prix de vente,
- n disposition de la main d'œuvre, des salaires, etc.

“ Nous en sommes à un point tel que si l'Etat s'endormait pendant vingt-quatre heures, cela suffirait à produire une catastrophe ” (Mussolini, novembre 1933).

“ Seul l'Etat peut être au gouvernail ” (Schacht, février 1935)

[...]

Les plébéiens rêvent encore de se servir de l'économie de guerre pour soumettre le capitalisme à la direction autoritaire de l'Etat. Mais, tou-

jours fidèles au libéralisme économique, les capitalistes n'acceptent l'économie de guerre que contraints et forcés par les circonstances et exigent de l'Etat fasciste qu'il renonce à un étatisme de plus en plus rigoureux et à toute tendance “ socialisante ”.

En Italie la Confédération patronale de l'industrie rappelle que, si l'intervention de l'Etat est parfois nécessaire pour renflouer une entreprise défaillante, les employeurs ne s'écarteront “ en aucun cas ” du principe de la propriété privée et de l'initiative individuelle (Fascisme, novembre 1934).

En Allemagne, à la fin de 1937, les plébéiens déclenchent une campagne contre les profits énormes de l'industrie d'armement. Le Front du Travail va jusqu'à demander la nationalisation des industries de guerre (Völkischer Beobachter, janvier 1938). Mais Goering et Funk, successeurs de Schacht à l'Economie, parlent le même langage que lui : “ L'Allemagne ne veut pas introduire un système de contrainte économique et de capitalisme d'Etat excluant l'initiative privée et la force créatrice de l'individu ” (Funk, novembre 1937). »

## LE MALAISE ET L'INQUIÉTUDE CROISSANTS DES GRANDS CAPITALISTES

« En même temps que “ l'autarcie ” on note un net manque d'enthousiasme des industriels. Au fond, le régime qu'ils ont voulu, qu'ils ont hissé au pouvoir et dont ils ont été les seuls bénéficiaires, commence à s'user.

Les exonérations fiscales ont disparu ; l'économie de guerre impose de lourds impôts ; peu à peu les avantages de taux d'intérêt ont disparu ; les cartels et les prix sont contrôlés plus strictement, les marges de profit se rétrécissent, les actions baissent à la Bourse de Berlin en juillet 1938. La concurrence des géantes Goering-Werke inquiète. L'organe du grand Capital, Deutsche Volkswirt, s'écrie, en avril 1938 : “ Malheur à l'industriel s'il ne satisfait pas, par hasard, à ses obligations ! Les furies sont déchaînées ”.

L'industrie légère des biens de consommation a de grandes raisons de se plaindre du renforcement de l'industrie lourde : la baisse du pouvoir d'achat rétrécit son marché et ses marges de profit ; (les industries de la laine, des cuirs et peaux, de l'habillement ne travaillent que trente heures pas semaine, celle du textile vingt-quatre heures, soit 83 % de son activité de 1929).

L'autarcie isole l'industrie d'exportation du marché mondial et elle se plaint d'être sacrifiée en dépit des fonds de dumping, dans un commerce mondial lui-même en déclin. Elle demande que l'on renverse la vapeur tout en estimant “ impossible de faire rentrer dans le circuit de l'économie mondiale, une économie qui fonctionne au détriment de la valeur interne de la monnaie et qui de plus sert uniquement à l'autarcie, aux programmes de grands travaux et de réarmement ”. En avril 1937, Schacht déclare souhaiter la stabilisation de la monnaie à une nouvelle parité, et la liberté du commerce international. En 1938 “ un compromis est recherché entre économie de guerre et intérêts de l'exportation ” (Freies Deutschland, juillet 1938).

[...]

L'accord de Munich permet à Hitler



d'envisager de satelliser les pays d'Europe du Nord et balkaniques dont l'économie est complémentaire de celle de la Grande Allemagne, ce qui ouvrirait l'accès aux matières premières indispensables à l'économie de guerre et de nouveaux débouchés à l'industrie exportatrice.

Contrecarrant ce renforcement du potentiel économique du Reich, les impérialistes adversaires achètent à prix d'or l'amitié de ces pays, allant délibérément au devant d'un conflit armé.

Hitler se voit donc contraint de se lancer à la conquête du marché mondial, par la guerre. »

### LES CLASSES MOYENNES SONT SAIGNÉES À BLANC

« Les catégories mêmes dont la révolte avait porté le fascisme au pouvoir font les frais des dépenses d'armement et de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie (possesseurs de revenus fixes, épargnants, rentiers)

Les petits industriels et artisans souffrent du manque de matières premières et de débouchés. Les promesses de retour à une économie de petits producteurs, de juguler les grands monopoles capitalistes, ne sont évidemment pas tenues : au contraire, les tendances à la concentration et à la mécanisation sont renforcées.

La petite et moyenne industrie sont dans un état lamentable. En 1934-35, vingt grandes entreprises italiennes ont un revenu net sept fois supérieur à celui de 9 000 petites. Le nombre des petites entreprises allemandes diminue de moitié entre 1931 et 1937.

Les petits commerçants en particulier sont cruellement déçus. Ils ne sont pas protégés contre les grands

magasins et sont pris en tenaille entre la hausse des prix de gros et le blocage des prix de détail. En Italie, dès février 1928, le magnat Volpi se félicite de mesures visant " à l'abolition graduelle du petit commerce ". En décembre 1930 une baisse générale des prix de détail de 10 % est décrétée obligatoire. En avril 1934, l'Etat récidive sous peine de fermeture des magasins. De 1934 à 1938, l'indice des prix de gros des vingt plus importantes denrées alimentaires augmente de 41 %, tandis que l'indice des prix de détail n'augmente que de 29 %. En Allemagne, le petit négoce est encore plus écrasé qu'en Italie.

Les commerçants " aryens " récalcitrants aux baisses de prix sont traités en 1934 comme le commerce juif en 1933. Hitler déclare en 1935 : " Nous agirons brutalement contre ceux qui tenteront de provoquer une hausse de prix et nous n'hésiterons pas, s'il le faut, à les envoyer dans des camps de concentration ".

### LA POLITIQUE AGRICOLE DU FASCISME

Les grands domaines que les fascistes promettaient de démembrer restent intacts, voire sont développés, se prêtant à une culture intensive et mécanisée.

En Italie un projet catholique de " latifundia ", avec expropriation indemnisée, est combattu dès 1922 par les fascistes. Aucune distribution de terres n'aura jamais lieu : " le fascisme croit à l'importance fondamentale de la propriété privée de la terre ; il laisse à leur place les propriétaires qu'il trouve " (G.C Baravelli, La Bonification intégrale en Italie, 1935).

Quelques terres non cultivées ont été expropriées ou cédées en un premier temps aux sociétés de spé-

culcation foncière, puis à une agence d'Etat et revendues avec de gros profits, tant que des acquéreurs ont pu être trouvés. Mais " on ne saurait imaginer système plus éloigné de toute espèce de socialisme " (Rosentock-Frank, L'économie corporative fasciste, 1934).

En Allemagne, parmi les dignitaires nazis, on trouve le duc de Saxe-Coburg-Gotha, propriétaire de 10 200 ha, le prince de Hesse de 7 000 ha, le comte Schwerin von Krosigt de 3 850 ha, le maréchal von Blomberg de 2 350 ha. Rien d'étonnant à ce que la promesse de partage des grands domaines ne reçoive aucune application. Walter Darré, ministre de l'Agriculture, déclare : " je ne toucherai pas à une propriété quelle que soit son étendue, si elle est saine économiquement ".

L'Etat proclame les grandes fermes " héréditaires et inaliénables "

Alors qu'avant Hitler une politique de " colonisation " avaient attribué 102 000 ha à plus de 9 000 nouveaux colons, ces chiffres tombent en 1933 à 60 000 ha pour 4 900 exploitations et en 1937 à 36 000 ha pour 1 785. La presque totalité des terres affectées provient non des grands domaines, mais d'étendues désertiques et de marais domaniaux. En fait l'Etat favorise des exploitations nouvelles de plus de 10 ha en moyenne. Les bénéficiaires en sont les fidèles. Dans le Land de Bade l'usage de 17 % des pâtures communales (Allmenden) et dans le Land de Hesse 14 % de la surface totale (192 000 ha) sont ainsi retirés aux paysans pauvres.

### LA SUREXPLOITATION DES JOURNALIERS AGRICOLES

La durée fixe de leur travail n'est plus garantie ; ils sont exclus de l'assurance-chômage ; leurs salaires sont

réduits ; leur exode vers la ville interdit.

En Italie les conseils municipaux ruraux sont supprimés et remplacés par des podestà, paysans riches nommés par le pouvoir. La pratique féodale de la journée de travail " du lever au coucher du soleil " est resuscitée. Les salaires en 1930 sont inférieurs de 40 % à ceux de 1919. De 1930 à 1938 ils se réduisent encore de 20 %. A Ferrare le salaire du bracciante (journalier) passe de 20 liras en 1925 à 6,60 liras en 1934. A Forli le salaire moyen annuel tombe à 3,55 liras par jour (Lavoro Fascista, octobre 1934).

" La situation des ouvriers agricoles de notre province pourrait, sans exagération aucune, être qualifiée de tragique " (Corriere Padovano, novembre 1934). Défense est faite de quitter son village pour chercher un autre travail, les carabinieri étant chargés d'empêcher les journaliers de monter dans les trains. Enfin on rétablit le salaire en nature qui fixe le journalier sur place par " manque d'argent liquide ".

En Allemagne il en est de même. A partir de mai 1934 sont homologuées des réductions de salaires de 25 %. L'Etat met à disposition des propriétaires terriens une main-d'œuvre urbaine (les hommes célibataires de moins de 25 ans et les adolescents devant obligatoirement s'acquitter " d'une année à la campagne ". Ainsi la pression sur les salaires agricoles est renforcée. La même loi interdit aux entreprises urbaines l'embauche d'ouvriers ayant travaillé dans l'agriculture au cours des trois années précédentes.

#### LES MÉTAYERS SONT RANÇONNÉS PAR LES GRANDS PROPRIÉTAIRES

En Italie le prix des fermages aug-

mente de 700 % en quelques années. Les métayers sont souvent astreints à des corvées de lessive, de bois, de paille, etc. On peut désormais les punir d'amendes ou les chasser de leur terre. L'économiste fasciste Perdisa écrit " malheureusement, c'est une réalité que les rentes descendent à des niveaux si impressionnants qu'elles obligent les paysans à devenir des journaliers agricoles ".

En Allemagne, en outre, la loi sur les " fermes héréditaires " spécifiait que les terres affermées ne pouvant le devenir, permettait aux propriétaires de dénoncer les contrats.

#### LES AVANTAGES ACCORDÉS AUX GRANDS PROPRIÉTAIRES

En Italie Exonérations, exemptions, réductions d'impôts s'accumulant font que le paysan-travailleur paie deux fois plus d'impôt par hectare que le propriétaire non-travailleur. L'Etat prend à sa charge 75 % des " bonifications " (reboisement, consolidation des pentes, écoulement des eaux, viabilisation, distribution d'énergie, etc.) et distribue ainsi d'énormes subventions, que les grands propriétaires s'attribuent eux-mêmes au sein des Commissions ad-hoc. De même le clergé se fait attribuer ... les primes des concours de rendement de blé : en 1937, 650 000 liras vont à 60 archevêques et évêques et à 2 000 prêtres !

En Allemagne Les fermes " héréditaires " sont exonérées d'impôt foncier et d'héritage. Le commerce de gros de produits agricoles est exonéré de taxes sur le chiffre d'affaires. Un moratoire des dettes agricoles est institué, mais les banques protestent car les dettes des " fermes inaliénables " en deviennent irrécouvrables. Mais les paysans-tra-

vailleurs ne sont couverts, eux, par aucun moratoire : leurs terres peuvent être saisies et vendues : les ventes forcées sont deux fois plus nombreuses à fin 1934 qu'à fin 1933. Enfin, alors qu'en 1932 60 millions de marks avaient été distribués aux exploitations de plus de 100 ha à l'est, à fin 1934, 213 millions l'avaient été à celles de plus de 125 ha.

#### LA POLITIQUE DE PRIX FAVORISE LES GRANDS CÉRÉALISERS

En Italie Le protectionnisme triple les droits de douane sur le blé entre juillet 1925 et août 1931. Obligation est faite d'utiliser 95 % de blé national pour la farine. Les rendements à l'hectare varient de 8 quintaux à 25-30 selon la taille des exploitations. Seuls les grands céréaliers, par l'importance de leur production, ont accès aux subventions, avances sur stocks, et prix garantis. Lors de la grande crise mondiale les prix des autres produits agricoles chutent " verticalement ". Les impôts frappant le bétail entraînent la réduction du cheptel de 3 100 000 à 1 800 000 chèvres entre 1926 et 1936. Les petits paysans sont littéralement ruinés, endettés " jusqu'à la pointe des cheveux ".

En Allemagne Pour avoir conquis la petite paysannerie en lui promettant une protection égale à celle dont profitaient les gros producteurs de blé, il fallut bien dans un premier temps leur abandonner quelques protections, notamment des prix théoriquement garantis. Mais le système fait que celui qui ne peut stocker, le petit paysan, vend au plus bas. En outre toute la production panifiable doit être livrée sous peine de prison. Ce système est étendu à la viande et au lait en mai 1934. La production de fourrages ne couvrant que 25 à 30 %

des besoins, les prix deviennent exorbitants et les petits éleveurs réduits à abattre leurs bêtes, ce qui réduit d'autant la production de laitages et de viande.

#### ENFIN LE FASCISME OUVRE AU CAPITALISME INDUSTRIEL ET BANCAIRE LES DÉBOUCHÉS DE LA CAMPAGNE.

Les démagogues fascistes avaient promis de soustraire les paysans à l'exploitation des banques, des trusts du machinisme agricole, de l'industrie des engrais et de l'énergie. Mais une fois au pouvoir, ils ont accéléré la pénétration du capitalisme dans l'agriculture.

En Italie Les fabricants d'engrais profitent largement de la " bataille du blé " : " C'est la Montecatini qui a gagné la bataille du blé " (Rosenstock-Franck, op.cit).

En Allemagne " Le gouvernement a entouré l'agriculture d'une ceinture presque entièrement fermée d'industries cartellisées " écrit Steinberger. Par exemple les producteurs de betterave sont tenus de livrer leur production à une raffinerie sucrière imposée et à des prix fixés, dérisoires. Par contre le sucre est vendu au consommateur à des prix de monopole. Il en est de même pour le lait. »

#### CONCLUSION :

#### QUELQUES ILLUSIONS

#### À DISSIPER

« A- considérer le fascisme comme une étape douloureuse mais éphémère et nécessaire, annonçant son prochain effondrement sous les coups de la révolution victorieuse, estimant que le fascisme poussé à leur plus haut degré de tension les antagonismes de classes, hâte l'heu-

re de la révolution prolétarienne, voire (selon certains staliniens) que " le prolétariat ne pouvait conquérir le pouvoir qu'en passant par l'enfer de la dictature fasciste " (L. Magyar, " Qu'est-ce que le fascisme ? " Cahiers du Bolchevisme, décembre 1933) Or les faits ont prouvé qu'au cours d'une longue période d'esclavage et d'impuissance, les idées socialistes ou simplement " démocratiques " sont extirpées des cerveaux. Le fascisme fait le vide autour de lui, laisse le vide derrière lui.

B- La force de la dictature réside d'abord dans sa centralisation à outrance. Marx en son temps, a cru pouvoir se réjouir de ce que le pouvoir exécutif, en se concentrant toujours davantage, concentrât en même temps contre lui toutes les forces de destruction (Karl Marx, Le Dix-huit Brumaire de Louis-Bonaparte, 1852). E. Berth s'est imaginé qu'en centralisant à outrance, le fascisme travaille automatiquement pour la Révolution (" Enfin nous avons Hitler ! ", in Révolution Prolétarienne, 1933).

C- A ses méthodes de répression policière, le fascisme ajoute

« la " fragmentation forcée, l'éparpillement et l'impuissance " de la classe ouvrière (Trotsky, Et maintenant ?, 1932)

Certes il n'a pas réussi à supprimer la lutte de classes, phénomène sociologique qu'il n'est donné à aucun régime politique, aucune police, d'abolir. Elle se manifeste à travers la démagogie des plébéiens, dans les syndicats fascistes. " Je ne peux dire que j'ai avec moi tous les ouvriers. [...] Ils sont d'éternels mécontents " (Mussolini à Kérillis, octobre 1933). Mais ce mécontentement latent est mis dans la quasi impossibilité de s'exprimer, de se concerter : la classe ouvrière est atomisée, décompo-

sée : dans chaque usine, les travailleurs croient qu'ils sont les seuls à résister. Les socialistes et communistes qui tentent de les faire réagir ne sont qu'une phalange héroïque et décimée.

Les travailleurs ne sortent de leur passivité que lorsqu'un événement leur révèle qu'ils ne sont pas seuls : les grandes grèves de juin 1936 en France ont eu un écho profond parmi les ouvriers d'Italie et d'Allemagne : " Le discours de Rudolf Hess tend à faire cesser les discussions qui ont surgi dans les masses populaires du Reich à la suite des lois sociales du Cabinet Blum en France " (Volpe, correspondant de presse parisien à Berlin) ;

« impose à la jeunesse son empreinte, il la fonde dans son propre moule : " La génération des irréductibles s'éliminera par une loi naturelle. Bientôt viendront les jeunes ! " (Mussolini, mai 1927). " Si la vieille génération ne peut pas s'y habituer, nous lui prendrons ses enfants " (Hitler, juin 1933). Dès l'âge de quatre ans en Allemagne, l'enfant est enlevé à sa famille, enrôlé dans les formations militarisées du fascisme, soumis à un bourrage de crâne intensif. " Une jeunesse qui n'a jamais lu un journal ouvrier, qui n'a jamais pris part à une réunion ouvrière, qui ne sait rien du socialisme, du communisme, voilà... ce qui fait la véritable force du régime mussolinien " (Feroci, Unser Wort, décembre 1933). Cependant, affirme Pietro Nenni, " beaucoup de jeunes font du socialisme sans le savoir ". Mais il leur est très difficile de clarifier leur révolte : certains d'entre eux se sentent conduits vers " l'extrême-gauche du fascisme ".

D- le fascisme parvient à extorquer également, pour une part, l'adhésion des masses réticentes, il ne se maintient pas au pouvoir uniquement par

la terreur : Parmi les expédients qui ont permis au fascisme de les appâter, de s'assurer une popularité certaine, figurent :

- la résorption massive du chômage par les grands travaux publics
- le contrôle dictatorial des sorties de capitaux et du niveau des prix
- les gigantesques " œuvres sociales " pourvoyant aux loisirs collectifs

(Additif de Daniel Guérin en 1964)

E- le fascisme peut se maintenir au pouvoir même s'il est contesté par le Grand Capital.

Certes le régime coûte cher : les industriels se plaignent (Mémoire de septembre 1937) auprès de Hitler du parasitisme, du chevauchement de compétences, des contributions extorquées, et surtout qu'il y ait seulement contre un fonctionnaire d'Etat (militaires, policiers, membres du parti, administratifs), huit productifs contre douze autrefois.

Tout en empochant les copieux bénéfices des commandes d'armement, ils vivent dans la hantise d'une catastrophe monétaire qui soulèverait contre eux les classes moyennes. Et ils craignent que l'agitation récurrente des plébéiens ne les entraîne à une guerre prématurée ou mal calculée.

Ce sont en effet les plébéiens qui en 1935 poussent Mussolini à un conflit avec l'Angleterre, à l'encontre de l'Etat-major et des capitalistes. De même en 1936, lors de la remilitarisation de la Rhénanie, ce sont les plébéiens qui poussent Hitler à l'aventure alors que le banquier Schacht et les généraux expriment des réserves.

Ils en viennent à contester la dictature personnelle de Hitler ou de Mussolini, leur orgueil sans borne, leurs humeurs versatiles, leurs lubies. Comme l'écrivait Marx (op.cit.) : " Ce

n'est qu'au moment où le dictateur prend lui-même au sérieux son rôle impérial qu'il devient la victime de sa propre théorie ". Mais l'homme providentiel, pour encombrant qu'il soit, continue à être nécessaire : lui seul parvient à transmuier en enthousiasme et en esprit de sacrifice la misère de larges couches populaires.

Enfin les grands capitalistes redoutent une guerre civile opposant des forces " nationales " et rejettent à plus tard une dictature militaire sans Hitler et sans Mussolini.

F- Le fascisme est plutôt l'expression de la décadence de l'économie capitaliste que " la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat " (Clara Zetkin à l'Internationale Communiste, juin 1923). Cette période de décomposition du système capitaliste qui " traîne en longueur " (Trotsky, La IV<sup>e</sup> Internationale et l'URSS, 1934), le fascisme la fait durer par tous les moyens.

C'est un réflexe de défense du capitalisme contre la désagrégation de son propre régime : " La crise a pénétré si profondément dans le système qu'elle est devenue une crise de système "(Mussolini, novembre 1933).

Economiquement le fascisme n'a donc rien de " progressiste " : il ne vise qu'à renflouer une poignée de capitalistes monopolisateurs et grands propriétaires fonciers, à prolonger leur règne, en accélérant la ruine des autres couches de la population, jusqu'aux autres industriels.

G- Le fascisme, sur le plan international, ne fait qu'aggraver la tendance de l'ensemble du système capitaliste au repliement national, à l'autarcie. En arrachant l'économie à la division internationale du travail, en adaptant les forces productives à la seule économie nationale, il introduit le " chaos dans les relations mon-

diales ".

En même temps le fascisme exacerbe les contradictions résultant de l'inégal développement du système capitaliste et hâte ainsi l'heure d'un nouveau partage du monde par les armes, l'heure de cette " chute dans la barbarie " que Rosa Luxembourg prévoyait pour le cas où le prolétariat tarderait à édifier le socialisme (Discours sur le programme, 1918).

Toutefois il n'est pas exact de dire que " le fascisme c'est la guerre ". " Ce mot d'ordre n'a pour but que de dégager de toute responsabilité un des groupes de puissances impérialistes qui masquent leurs préparatifs de guerre sous des apparences démocratiques et pacifistes ". Le mot d'ordre de l'antimilitarisme marxiste est " le capitalisme c'est la guerre " (Belà Kun, Internationale Communiste, août 1933).

H- On ne doit pas non plus considérer le fascisme comme un phénomène local, " spécifiquement italien ", ou encore " particulier aux pays retardataires à prédominance agricole " et contre lequel les " grandes démocraties occidentales " seraient prémunies.

Le temps n'est plus où Nitti (Bolchevisme, Fascisme et Démocratie, 1926) affirmait : " Toute expérience fasciste dans les pays qui ont atteint un degré élevé de civilisation économique ne pourrait être qu'une vaine expérience. En Allemagne les partis démocratiques et la république se sont solidement affermis ".

Ou comme les sociaux-démocrates allemands (Decker, Gesellschaft, 1929), qui écrivaient : " La force organisatrice et la plus haute éducation politique de la classe ouvrière allemande rendent impossible chez nous un écrasement aussi brutal de la démocratie ".

Ou encore comme le bolchevik Mar-

tynov, (X<sup>e</sup> Plenum de l'Internationale Communiste, juillet 1929), " le fascisme de type pur sera notre principal ennemi seulement dans les pays ar-

riérés et à moitié agricoles ". En Italie comme en Allemagne, le fascisme a plutôt été le produit spécifique du capitalisme le plus évolué,

de l'industrie lourde monopolisatrice. Le fait que ces deux nations se soient trouvées dans la position de " nations prolétaires " face des " na-

#### NOTE DU RÉDACTEUR SUR DES CONCLUSIONS DE L'AUTEUR

1- l'opinion exprimée (G- tendance du système capitaliste au repliement national et à l'autarcie) me semble contredite par l'évolution vers le libre échangisme généralisé et la " mondialisation " technologique et financière, (permis par la communication satellitaire) à laquelle on assiste actuellement ;

2- les opinions qui précédaient (F- les inéluctables et présentes décadence, décomposition, désagrégation du système capitaliste) me semblent également quelque peu contredites par l'intensif développement économique, social et politique des trente années dites " glorieuses " qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, et ce -encore qu'inégalement- dans tous les continents ou pays, quels que soient leurs précédents niveaux de développement. Aussi :

▫ de même que pendant la période 1870-1910, l'essor des forces productives de 1945 à 1975 a trouvé sa contrepartie dans les libertés, droits et avantages sociaux que les travailleurs des pays industriels avancés ont conquis, et/ou que le capitalisme a dû concéder pendant cette période, par rapport à ceux dont ils bénéficiaient, avant 1919 ou 1933 pour l'Italie et l'Allemagne,

avant 1938 (pour l'Angleterre et la France, notamment). Le fait que le système capitaliste cherche depuis vingt ans à reprendre ces concessions n'implique pas qu'il puisse y parvenir, ni qu'il finisse par y renoncer et en soit définitivement impuissant.

▫ depuis 1945, les luttes de libération nationale et la décolonisation (même assorties de dictatures compradores), la fin de l'apartheid (même sans révolution sociale), les avancées culturelles, sociales, technologiques et économiques des populations chinoises de toute l'Asie (même sous contrôle du Parti communiste et/ou de la finance impérialiste), et dernièrement la désintégration du " stalinisme en un seul pays " (révolution politique mais contre-révolution sociale), montrent à l'évidence que les pays en voie de développement (en grand essor démographique) n'ont pas pâti, à l'échelle historique de ce demi-siècle, bien au contraire, des conquêtes obtenues dans les pays développés.

Par conséquent on ne peut affirmer dialectiquement que le système capitaliste, alors qu'il a reconstitué sa puissance et développé son système relationnel, après qu'il ait trouvé de nouvelles marges de développement technologique (espace, etc.), et cela sans être sérieusement contesté par une Internationale montante de forces révolution-

naires, doive néanmoins être déclaré — sans autre forme de procès — en état de décadence avancée et de pourrissement.

Si l'on ne raisonne pas à l'échelle des siècles mais des générations, le pouvoir capitaliste apparaît disposer encore en lui-même de ressources de tous ordres qu'il y a lieu de ne pas sous-estimer. Le " nouveau partage du monde par les armes que le fascisme a hâté " (R.Luxembourg, ci-dessus), a donné aux anciens impérialismes, et en particulier aux U.S.A., une marge historique de temps, d'espace, et donc de consolidation de leur système d'exploitation, dont l'écroulement ne peut être déclaré " imminent " (même à l'échelle dite historique) sans semer une fois de plus d'incalculables illusions.

Certains principes, énoncés en leur temps par des auteurs révolutionnaires et rappelés dans ce texte, ont été démontrés par l'histoire comme erronés (par ex. celle de Decker en 1929, sur " la force organisatrice et la haute éducation politique de la classe ouvrière allemande rendant impossible l'écrasement brutal de la démocratie " .... ou le " Enfin, nous avons Hitler !" de Révolution Prolétarienne en 1933) .

Cela devrait nous inciter à constamment remettre " sur le métier " nos propres certitudes, ancrées trop souvent sur des

tions nanties ” et qu'elles aient dû se débattre dans des difficultés économiques aiguës bien avant les trois autres grandes puissances économiques, a permis de greffer l'idée nationale sur l'idée sociale et de fanatiser les masses populaires.

Il n'est absolument pas exclu que les mêmes causes reproduisent ailleurs les mêmes effets. Ça et là les trusts confient à “ l'Etat renforcé ” sinon à “ l'Etat fort ” le soin de restaurer leurs profits. On assiste à l'effritement progressif des institutions démocratiques, à la prolifération d'un fascisme larvé. Quant à une dictature fasciste ouverte, la bourgeoisie, instruite par les précédents, hésite à y recourir.

Le fascisme n'a aucun caractère de fatalité. Le socialisme eût pu et dû l'exorciser s'il s'était arraché à son état de paralysie et d'impuissance, s'il avait conquis avant lui, ou pour le moins neutralisé les classes moyennes paupérisées, en un mot s'il avait procédé à la socialisation des industries-clés. L'antifascisme est illusoire et fragile qui se borne à la défensive et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même.

Mais telle n'est pas l'optique des “ Fronts Populaires ” : ils se cramponnent à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise et font risette aux capitalistes les moins réactionnaires, pour se préserver des autres. Entre fascisme et socialisme, les autres ont fait leur choix. »

n

Théodore Géricault naît en 1791 à Rouen en pleine tourmente révolutionnaire... à l'heure, également, où le système des Beaux-Arts amorce une véritable mutation. Est-ce tout à fait un hasard s'il incarne, un des premiers, le modèle de l'artiste rebelle et une des figures emblématiques du romantisme ? Si son malaise existentiel se nourrit aux bouleversements politiques du temps, des conflits interfamiliaux mêlant idéologique et affectif ont accentué la véhémence du peintre du Radeau de la Méduse. La question est posée : que fait-il de son héritage ? L'exposition qui vient d'ouvrir à l'École des Beaux-Arts de Paris sera une nouvelle occasion manquée de lever un coin du voile couvrant des pans entiers de sa vie. Rien de nouveau sous le soleil... Lithographies et dessins, alignés comme à la bataille, alternent sans faire sens. Juste des bouts de papier porteurs d'habiles traces... pour un plaisir d'esthètes. Au hasard... deux dessins de bouchers romains égarés au milieu d'esquisses du Passage du Mont Saint-Bernard, de Cavaliers turcs, d'un Mameluck pleurant son cheval, de lithographies de la série londonienne ou de croquis d'une Exécution romaine...

# Têtes coupées et fragments anatomiques : le roman familial

Dans l'œuvre de Géricault, les séries de peintures qui représentent des fragments humains ne cessent de questionner. Si les Fragments anatomiques, des bras et des jambes emmêlés ont été peints dans l'atelier du Faubourg du Roule à l'heure de la gestation du Radeau de la Méduse (Géricault emprunte à ses amis médecins de l'hôpital Beaujon des morceaux de cadavres pour s'imprégner de l'odeur de la mort,

pour recréer autour de lui les conditions de survie des naufragés et aussi peut-être pour évoquer des scènes de cannibalisme) les Têtes coupées restent plus énigmatiques. La date même de leur exécution (avant ou après le Radeau) fait problème.

Dans un premier temps, ces productions (Le Radeau de la Méduse et les fragments), qui participent d'une même fascination pour le morbide, appartiennent à des logiques esthé-

tiques contradictoires, l'une faisant référence à la peinture d'histoire à vocation didactique (il s'agit de donner une vision originale et saisissante d'un fait divers qui a défrayé la chronique), les autres appartenant au domaine de l'étude, du « morceau », précisément.

A un deuxième niveau, ces œuvres marquent, chacune dans leurs registres, une rupture radicale. Ce qui choque, en 1819, dans *Le Radeau de la Méduse* ce n'est pas tant le spectacle des naufragés que la manière dont il est peint, cette couleur de cadavre et de mort que Géricault inflige aux visiteurs du Salon. Et, à la suite de Delacroix, la plupart de critiques ont interprété les « fragments » comme les prémisses de la modernité picturale, des œuvres où la peinture devient véritablement sujet : les fragments humains n'auraient guère plus d'importance que l'asperge de Manet posée sur un plat. Ellipse trop facile qui permet de faire l'économie d'une analyse plus pertinente et qui évacue surtout l'essentiel du débat.

N'oublions pas que la conception du *Radeau de la Méduse* coïncide exactement avec la gestation de l'enfant que porte sa tante Alexandrine Caruel de Saint-Martin, enfant dont il est le père. La naissance de Georges-Hippolyte va provoquer une rupture brutale, la mise à jour de tensions familiales jusque-là atténuées. Peu d'historiens se sont risqués à convoquer ces paramètres, effrayés qu'ils pouvaient être, (imbus de leur mission aussi) de tomber dans la petite histoire... celle qui concerne précisément les positionnements familiaux, les intérêts de classe, les petites ou grandes compromissions. Les historiens patentés donc, horrifiés par l'idée de faire les poubelles de tout un chacun, se contentent

d'idées générales et s'accommodent facilement de ce type d'impasse... Une économie qui, tout en préservant la sphère de l'intime, sauve l'honneur des individus et reporte tout sur la responsabilité collective.

### UN PEINTRE POLITIQUE

Le cas Géricault nous invite à une réflexion sur l'engagement de l'artiste, sur le rôle qu'il assigne à sa pratique (ou à ses pratiques si l'on élargit le domaine de la peinture à celui des comportements ayant valeur symbolique) dans les champs esthétique et idéologique. Les articulations qu'il propose l'embarquent ainsi dans des registres multiples, quelquefois contradictoires. L'œuvre suggère cette complexité.

De toute évidence, Géricault a fait du *Radeau de la Méduse* un manifeste... (la dimension de l'œuvre témoigne de l'ambition du projet), un manifeste esthétique mais aussi un manifeste politique dénonçant, en premier lieu, l'irresponsabilité du pouvoir monarchique. Le scandale du naufrage de la *Méduse*, entretenu par les éditions successives du témoignage de Corréard, un rescapé qui a ouvert librairie au Palais-Royal et qui bénéficie de l'appui du banquier libéral Laffitte, rebondit sur les murs du Salon de 1819. Géricault qui a été, lors de la première Restauration, mousquetaire gris de Louis XVIII, fuyant avec lui lors de la débâcle vers Gand (prétexte pour Aragon d'un texte magistral, *La Semaine sainte*) se trouve fréquenter, à l'heure où il peint *Le Radeau de la Méduse*, les cercles d'opposants radicaux au pouvoir royal et surtout défenseurs de la cause des opprimés. Ses projets, dessins et croquis, témoignent de son engagement : Ouverture des portes de l'Inquisition, Traite

des Noirs, Reddition de Parga. Par l'intermédiaire de Cramer, un proche d'Horace Vernet, Géricault est sensibilisé aux mouvements d'indépendance en Amérique du Sud. Deux lithographies célèbrent le général José de San Martín : *La Bataille de Chacaburo* et *La Bataille de Maïpu*.

A Londres, où il vient exhiber *Le Radeau de la Méduse*, il prend contact avec les radicaux et s'émeut de l'exécution de Thistlewood. Ici, lors de ce premier voyage, il découvre la misère produite par la révolution industrielle. En février 1820, sont publiés *Various Subjects Drawn from Life and on Stones*, visions du sous-prolétariat, des éclopés de toute sorte, lithographies qui témoignent de l'état de délabrement du peuple anglais. Une autre forme de naufrage auquel son talent va donner forme. Une des œuvres exécutées à Londres représente un combat de boxe. Noir et blanc, le contraste de l'encre et du papier, mais aussi, précisément, à cette heure et en ce lieu, un Noir et un Blanc en position d'affrontement... l'amorce d'une égalité des droits, possible ici, inimaginable en France !

Géricault abolitionniste... Le débat agite la société française. En août 1819, *La Minerve*, le journal libéral, dénonce le trafic négrier au Sénégal. Est-ce par hasard si le peintre place au sommet de la pyramide humaine un Noir qui agite un chiffon blanc... geste d'espoir pour les rescapés qui devient figure allégorique ? La presse d'alors feint de ne pas voir cette figure... Ne surtout pas voir ce qui saute aux yeux. Les contemporains restent pétrifiés et muets devant cette représentation de *Méduse*. Géricault paiera du prix lourd cette provocation. Hier, comme aujourd'hui, les droits de l'homme ne résistent pas aux impératifs du commerce, aux in-



térêts économiques placés en figure de proue...

En France, à cette heure, les libéraux dont Géricault s'est rapproché militent pour que soit mis fin au trafic d'ébène. Le message du peintre est d'autant plus sensible lorsque l'on sait que l'expédition à laquelle participe la Méduse avait précisément pour but de reprendre possession de Saint-Louis et de l'île de Gorée au Sénégal, des sites traditionnels de traite cédés par les Anglais en 1815. Cette apparente digression nous ramène au cœur du débat. L'énergie qu'il a mise à concevoir et à réaliser cette peinture (Le Radeau de la méduse est bien la grande affaire de Géricault, sa grande machine), les déconvenues et les catastrophes qu'elle a entraînées en cascade disent bien la mesure de son intention. Il serait erroné de penser qu'il ait simplement voulu illustrer un fait divers scabreux et ainsi s'attirer une forme de publicité facile. C'est toute sa personne, corps et âme, qui est en jeu. Nous allons essayer de reconstituer le puzzle d'un individu fragmenté, écartelé, qui a tenté de livrer, par cette œuvre, un message humaniste et, lui, de se délivrer.

La tempête que déclenche l'accrochage du Radeau de la Méduse au Salon de 1819 est un signe. Mais du Noir personne ne parle. Aujourd'hui, la presse, toutes tendances confondues, se voile également la face et y perd son âme. Deux situations historiques différentes, mais le même aveuglement. Si la réalité du trafic est en cause dans la période post-révolutionnaire, il n'est pas exclu que les débats sur la dignité de l'homme, sur le colonialisme ou ses formes dérivées ne soient plus d'actualité. Censure hier pour des raisons troubles, censure aujourd'hui, toujours aussi injustifiable. Mais qui plus

est, notre belle société qui prône la culture pour tous, la lumière universelle, aménage de belles zones d'ombre. Il est vrai qu'il ne faut pas tout mélanger. La reconnaissance du statut d'artiste dans la société post-moderne impose que l'œuvre ait été lavée de toutes ses implications politiques. Pensez-vous ! des artistes engagés... à l'heure où toute production ne revendique plus que l'étalage du supermarché, où elle n'est plus prise de position mais positionnement, avatar d'une aventure formaliste. En témoignent les impasses de nos valeureux journalistes chargés de rendre compte de l'actualité artistique.

Géricault, un peintre politique ? Marcel Schneider, dans *Le Figaro littéraire* du 30 septembre 1991, s'interroge : « Rien dans sa correspondance ne permet de telles conjectures... Il avait d'ailleurs une nature trop instable, trop sujette à l'enthousiasme comme à la dépression, pour que son engagement politique, s'il y eut engagement, puisse être tenu pour un choix pris de façon raisonnable et délibérée. » Dans *Le Monde*, Philippe Dagen craint que « les convictions politiques, réelles ou supposées » ne prennent le pas sur les considérations esthétiques. Michel Schneider qui consacre un livre au Radeau de la Méduse, (*Un Rêve de pierre*) ne fait aucune allusion à la figure du Noir. Voici, en quelque sorte, le tableau de la pensée dominante, pour ne pas dire unique, en matière de critique artistique (Lorenz Eitner, le grand spécialiste américain de Géricault, en serait l'expression quintessenciée). (1) La liste de ces aveuglements très stratégiques pourrait être allongée à l'infini. Tous ces critiques d'art tranchent dans la réalité, la dépouillent de tout ce qui lui donne sens. Et pour cause...

On ne pourra cependant pas reprocher à ces journalistes donneurs de leçons de ne pas disposer de toutes les informations. Les communications de Jacques de Cazo et d'Albert Boime, (professeurs à l'Université de Californie, le premier à Berkeley, le second à Los Angeles) au Colloque du Musée du Louvre en 1991, avaient mis en évidence la signification politique de la présence du Noir dans l'œuvre de Géricault.(2) Il est seulement regrettable que ces analyses se soient bornées à l'environnement politique et culturel au sens large.

De même, la thèse de Nina Athanassoglou-Kallmyer sur les Têtes coupées, si érudite soit-elle, ne fait que proposer une interprétation inserrant la démarche de Géricault dans un contexte politique assez général, interprétation qui procède de la même tentative de nier tout engagement dicté par des problématiques familiales. (3) Si elle suggère la part prise dans le combat pour l'abolition de la peine de mort, elle évacue toute la résonance personnelle d'un tel propos. La guillotine qui avait été l'instrument culte de la Révolution, récupérée par la monarchie, se trouvait mise à contribution pour éliminer toute forme de contestation. Que Géricault prenne position n'est pas innocent. Le débat politique renvoie aux zones troubles de la culpabilité, de la déviance..., des zones d'ombre auxquelles il ne saurait se soustraire. Des zones d'ombre que la complexité politique et la difficulté de positionnement imposent à ce moment précis.

Géricault abolitionniste... Là encore le débat semble plus avancé en Angleterre où, en 1819, deux députés libéraux, Charles Romilly et Basil Montague, avaient exigé du Parlement la nomination d'un comité pour

reconsidérer la législation pénale. En France, dès 1820, Manuel et de Broglie plaident pour l'abolition. Guizot, dont le père, Girondin, avait été guillotiné sous la Terreur, Victor Hugo et des proches de Géricault, Horace Vernet, Esquirol, militaient pour la même cause. Le peintre aurait apporté sa pierre par ses deux peintures de suppliciés.

Et dans l'atelier du faubourg du Roule, Géricault se rase le crâne pour éviter, dit-on, les tentations mondaines. Le sacrifice de ses cheveux pourrait être ce geste qui préside à l'exécution, acte qui dégage la nuque pour permettre à la lame de trancher. Des cheveux bouclés encadrant un visage tourmenté coupés... un équivalent de la mort de Méduse.

Les Têtes coupées n'ont apparemment pas de relations directes avec Le Radeau de la Méduse. Pourtant ces figures n'en sont pas moins des allusions directes au destin de la Gorgone. La guillotine, instrument de l'ordre républicain et maintenant monarchiste, ne serait qu'une version améliorée de la Harpe, la serpe d'acier de Persée.

## LE TRANCHANT DE LA LAME

Revenons à l'épisode de rupture que vit Géricault au sein même de sa famille. La naissance de Georges-Hippolyte a renvoyé chacun dans son camp. Le père monarchiste et l'oncle partisan des doctrines de la Révolution à nouveau sur des lignes de défense. Irréconciliables. Et Géricault, au cœur du conflit... un conflit qui pourrait ramener aux heures chaudes de la Révolution à Rouen. Les Têtes coupées ne font-elles pas référence à un autre événement traumatique vécu par cette famille ? Le 23 novembre 1793, premier jour

de la Terreur à Rouen, Bordier et Jourdain, les martyrs de la Liberté, exécutés par pendaison le 21 août 1789, font l'objet d'un véritable culte. Leurs têtes momifiées sont exhibées lors de cette cérémonie. De Fontenay, alors maire de la ville, prononce leur éloge, mais il est contraint de démissionner. Ce girondin, riche manufacturier et négociant, ancien député de la Constituante, ancien Président du Directoire du département, avait cautionné la condamnation de ceux qui avaient été à l'origine des émeutes populaires, taxatrices, anti-aristocratiques de juillet-août, de la mise à sac du bureau des Aides et de l'Intendance, du bris des machines dans les usines de la rive gauche de Rouen. La réhabilitation officielle des deux martyrs n'avait d'autre motif que de durcir la position des Jacobins de Rouen, ville tenue pour être « le refuge du modérantisme ».

Le procès-verbal de la séance de réhabilitation fut envoyé à Paris au Comité de surveillance : « Jacobins, soyez sûrs qu'il ne nous manquera plus que quelques opérations de sainte guillotine à Rouen et les Rouennais deviendront dignes à tous égards de leurs frères de Paris. Ça va, mais vous verrez alors comme Ça ira. » En 1794, Thouret, ancien maire, d'Espremeril et Le Chapelier seront guillotins. Les suspects d'aristocratie et de contre-révolution risquent en permanence la prison ou l'exécution.

A partir du 23 novembre 1793 s'exerce un contrôle strict des sorties de la ville (un passeport est alors délivré avec la caution de deux personnes). En ce premier jour de la Terreur à Rouen, Georges-Nicolas Géricault, le père du peintre, fuit. Que redoutait-il ? Pour une famille royaliste, la situation pouvait présenter quelque in-

confort. Pourtant, les dossiers de police qui figurent dans les archives de la Révolution à la Bibliothèque municipale de Rouen ne contiennent aucune pièce suggérant qu'elle ait pu être inquiétée.

La Terreur, des exécutions aperçues ou rapportées, ont pu entretenir chez Géricault ce goût morbide pour la violence... décapitations, pendaisons, combats d'animaux. Tout ce qui lui permet d'atteindre au sublime ne se résoud que par cette équation faisant intervenir une forte composante sadique. Celui qui fréquente les hôpitaux et les abattoirs, flaire là, avec une réelle jubilation, la dimension épique de la vie. Les bras, les jambes qu'il accumule dans son atelier lorsqu'il peint le Radeau de la Méduse lui permettent de s'imprégner de l'odeur de la mort, mais peut-être aussi un peu plus.

Géricault peint le charnier contemporain. Ce ne sont pas des images d'actualité... Juste des équivalents. Ces fragments anatomiques, têtes coupées, membres sectionnés, qui renvoient à un corps amputé, ne sont-ils pas des images des membres d'une société victime des événements politiques, Terreur rouge et Terreur blanche ? La guerre a fait rage entre ces deux intermèdes de guerre civile, les guerres de la République et de l'Empire qui saignent le pays. Napoléon a fait triompher le principe révolutionnaire, égalité des droits, par le sacrifice de centaines de milliers d'hommes.

Géricault a échappé au désastre, à la terreur de la guerre, au principe égalitaire. En 1812, alors que le tirage au sort lui commande de se joindre aux armées de l'Empire, par le principe du recrutement démocratique qu'est la conscription, son père lui achète un remplaçant. Sa famille le protège. Le « sieur Petit » qui, pour

quelques milliers de francs, a pris sa place sera blessé sur le champ de bataille et mourra le 14 février 1812 à l'hôpital de Wesel.

Est-il sous l'effet du choc lorsqu'il peint L'Officier des Chasseurs ? A l'heure où s'ouvre le Salon de 1812, son ami Dieudonné, le lieutenant des Chasseurs de la Garde, vient aussi de mourir. Sur la peinture, son visage est un masque d'où la vie s'est retirée. Ici, la tête déjà détachée du corps, montée sur le corps de Daubigny, préfigure, pourrait-on dire, les morceaux de peinture à venir.

La violence et les massacres, les exécutions et les scènes d'horreur ont accompagné la courte vie de Géricault. Les têtes qu'il peint maintenant sont dites être celles de suppliciés. Après l'exécution politique... celle de droit commun. La guillotine vient trancher tout ce qui se place en marge et risque de compromettre le bon fonctionnement de l'ordre bourgeois.

Les Têtes coupées seraient l'expression du drame intime de Géricault. Un drame qui n'est pas sans coloration de culpabilité. Géricault, le déviant, le criminel...

Joanna Szczepinska-Tramer montre peut-être une voie en établissant une corrélation entre cet événement traumatique et les composantes de son œuvre. Elle explicite le sens des Fragments anatomiques en en retrouvant la trace dans le Paysage avant l'orage du musée du Petit Palais. Dans la pénombre figurent deux membres accrochés à un pieu. Une pratique italienne voulait qu'après exécution du coupable d'un crime, un de ses bras et une de ses jambes soient exhibés sur un poteau à l'endroit où avait été commis le forfait. (4)

Or que représente le Paysage avant l'orage ? Un couple avec un enfant

qui cherchent à fuir en négociant le passage d'une rivière. L'allusion est ici manifeste à l'épisode de la vie affective de Géricault. Il est même possible d'imaginer qu'au moment où il peint ce panneau à vocation décorative, (pendant la préparation du Ra-deau qui va durer plus d'un an) il ait pu envisager un dénouement heureux pour lui : la fuite avec sa tante.

## LE ROMAN FAMILIAL

### DE THÉODORE

### GÉRICAUT

Géricault le rebelle, mais aussi Géricault iconoclaste. Il n'a pas seulement brisé les belles allégories néo-classiques... Sa révolte a trouvé à s'exprimer dans les champs social et politique, dans la revendication d'une humanité mise à mal par l'âpre désir de conquêtes. A l'heure où se met en place une société qui fonde son pouvoir et son rayonnement sur la réussite sociale, sur l'argent, qui commence à faire de la famille un carcan, il hisse le drapeau de l'insoumission. Géricault iconoclaste, mais aussi transgresseur. Difficile à assimiler pour les monarchistes, mais aussi rebelle au sein des progressistes, que ce soit du point de vue politique ou esthétique (le sens de son message pictural échappe à l'un et l'autre camp). Sa vérité n'appartient qu'à la révolte... jusqu'au bout face à la misère, l'imbécillité, la vanité. Il avance sabre au clair dans la masse compacte, le tumulte, insensible aux conseils de prudence.

Pour tenter de cerner l'identité de cet homme qui traverse la période post-révolutionnaire comme un météore, deux figures suggérées par Marthe Robert dans La haine du roman vont être mises à contribution : celle de « l'enfant trouvé » et celle du « bâ-

tard » (analyse appliquée au cas Flaubert, un autre Rouennais). Dans le Roman familial des névrosés, Freud avait montré comment l'adulte recourait au mythe des origines et, comment, par une rêverie éveillée, il tentait de surmonter la déception inspirée par ses parents.

L'univers hyperprotégé de l'enfance conditionne sans nul doute possible la personnalité de Géricault. « Pourvu d'un moi hypertrophié qu'il identifie sans plus avec le monde entier, et par lui-même totalitaire et absolu », l'« enfant trouvé » décrit par Marthe Robert, « fait son roman pour tâcher de se concilier les deux désirs contradictoires entre lesquels il est partagé : grandir, pour gagner un nouveau pouvoir sur la réalité et prolonger indéfiniment la vie édénique de ses premières années, loin de toutes les pendules et de tous les calendriers ».

Géricault, trop choyé par « sa bonne, aimable et vénérable grand-mère », a vécu ses années d'enfance dans un univers essentiellement féminin. L'adolescent, puis le jeune artiste ont fait l'amère expérience de la réalité. « Tout me fuit, tout m'échappe », confie-t-il à Dedreux-Dorcy. Il se réfugie dans une tour d'ivoire, reste figé dans une « sphère archaïque ». A l'âge adulte, il développe une forme de souveraineté : celle des individus bien nés. Cette arrogance, ce caractère hautain, lui ont valu de sévères inimitiés... et de sérieuses dépressions. L'homme, emporté par la tourmente, conscient de sa supériorité, a pu être désinvolte, blessant. Une forme de dandysme qu'il cultive. Puis, conscient de l'inanité de ses actes, de la violence de ses paroles, repentant, se confond en excuses.

Univers féminin de l'enfance avec, comme corollaire, la deuxième figure qui pointe : celle du « bâtard ». Cette

toute puissance s'est édiflée dans un cadre où s'est jouée l'élimination des hommes de la famille. Cette grand-mère dont parle la comtesse de Prcontaz, « bonne, aimable et vénérable », Louise-Thérèse de Poix, est veuve. Son mari, Jean-Vincent Caruel, procureur au Parlement de Rouen, était mort en 1779 après avoir été déclaré furieux et interné chez les religieux de Saint-Jean de Dieu à Pontorson. On sait le caractère arbitraire de ces décisions d'enfermement. Louise-Thérèse de Poix se retrouvait chef de famille. C'est dans sa maison, rue de l'Avalasse, que naquit Théodore Géricault, placé sous sa haute surveillance ainsi que celle de sa fille. Georges-Nicolas, le père, est toujours décrit comme un être effacé, « une poule qui a couvé un aigle » selon l'expression du temps.

La mort de sa mère, en 1808, affecte au plus haut point Théodore. Cependant, l'héritage qu'il réalise lui permet d'abandonner ses études pour devenir peintre. Ce choix ne peut toutefois s'effectuer que contre l'avis du père... mais avec la complicité de l'oncle maternel, Jean-Baptiste Caruel. La brillante réussite de celui-ci dans le domaine des affaires ternit la figure paternelle. (Il prend en quelque sorte le relais de la responsabilité maternelle.) Le rôle d'Alexandrine de Saint-Martin qu'il vient d'épouser a dû orienter ce choix d'une carrière artistique. Le couple de son oncle et de sa tante représente, à cet instant de sa vie, une forme idéalisée de l'image parentale.

En 1812, la mort de sa grand-mère, Louise-Thérèse de Poix, place Géricault à la tête d'une fortune considérable. Sa part de l'héritage représente la valeur de la moitié d'un hôtel particulier dans le faubourg Saint-Germain ou place Vendôme. Cette

manne dont il bénéficie a été rendue possible dans la mesure où la sœur de Louise-Thérèse, Marie-Jeanne, épouse de Pierre-Antoine Robillard, associé à Jean-Baptiste Caruel dans une manufacture de tabac ( nous reviendrons plus loin sur l'origine de cette fortune qui tombe dans les mains de Géricault) l'a faite son unique héritière. Encore un homme au tapis. Pierre-Antoine Robillard avait été mis en demeure de verser 150 000 F à sa belle-sœur. Géricault mène maintenant la belle vie. Il est moins assidu à l'atelier de Carle Vermet et, à vingt ans, fait ses premières expériences de séducteur. Une des premières victimes a pu être sa tante. A cette époque, il fréquente le château du Grand Chesnay, propriété que son oncle a acquise près de Versailles. Après le père et le grand-père, l'oncle Jean-Baptiste Caruel et le grand-oncle Pierre-Antoine Robillard se trouvent atteints dans leur position d'hommes, position surévaluée pendant les crises ou la guerre. Deuxième forme du « roman-familial », le « bâtard », « prend sur lui, à sa façon prudente et symbolique, les deux souhaits d'inceste et de parricide que doit accomplir l'Œdipe de la tragédie, car il veut tuer son père, mais ne le fait pas, il s'arrange seulement pour le confiner dans une contrée invisible, où il pourrait tout aussi bien être mort ou n'avoir jamais existé ». Géricault parachève l'œuvre des femmes de la famille : l'élimination symbolique des hommes. Il joue un rôle qu'on lui a appris à tenir. En cela, il ne déroge en rien à la tradition. En déstabilisant radicalement l'ordre familial, il poursuit l'œuvre des furieux de sa famille : son grand-père Jean-Vincent Caruel, son oncle François-Jean Caruel. En 1770, Jean-Vincent Caruel avait tenté de faire enfermer son fils

François-Jean, avant d'être lui-même victime de la même mesure. François-Jean mourut aliéné en 1805, à l'âge de 46 ans.

Géricault n'a pu être indifférent à cet atavisme. Autour de lui des mouvements de bascule, des décisions arbitraires perturbent l'ordre des choses. Dans une lettre à Charlet, il se confie : « Je déteste la froide chaleur, et cette sensibilité qu'excitent seulement les vents, les orages et les clairs de lune avec les pénates. » L'ordre bourgeois ne résiste pas à cette tempête. Il ne supporte pas la médiocrité liée à l'équilibre que procure la réussite sociale. Les images vont voler en éclats. La naissance de cet enfant, sa mise à l'écart nécessaire (un autre roman serait à écrire sur la dérive de Georges-Hippolyte) provoquent une chute brutale, une césure qui va l'emporter. A partir de cet instant, se mettent en place, sur le plan familial, des comportements qui soulignent et amplifient la fracture. Latents auparavant, ils deviennent plus éclatants et explicites.

## D'UN NAUFRAGE

### À L'AUTRE

Cette famille qui a été épargnée par les désordres politiques, exécutions, qui n'a pas vécu l'horreur des massacres, c'est en son sein que la guerre éclate. Des mises à mort, peut-être symboliques, la déchirent. La jalousie, la disparité des situations, les évolutions diverses, appellent des haines tenaces, des liquidations.

Il convient d'opérer un flash-back et de considérer cette famille sous la Révolution. Deux des hommes occupent le devant de la scène : Jean-Baptiste Caruel, manufacturier et homme d'affaires, et Siméon Bonne-sœur-Bourginière, Jacobin et régicide. Deux autres sont plus effacés,

juste à l'arrière-plan : Félix Clouard, avocat à Mortain, et Georges-Nicolas Géricault, royaliste et employé de la société « Robillard, oncle, neveu et Cie ». La famille traverse la période révolutionnaire apparemment sans être inquiétée. Elle fait partie de cette bourgeoisie qui tire partie de la Révolution pour étendre ses prérogatives. Siméon Bonnesœur et Jean-Baptiste Caruel, à des degrés divers, ont œuvré pour que le mouvement s'accélère. La famille Robillard-Caruel-Géricault n'est pas en cela très différente des Fontenay, des Lecoulteux de Canteleu, manufacturiers et banquiers de Rouen qui participent de manière active à la mise en place des nouvelles structures. Il faut noter que la tendance passiste et royaliste qui a pu être celle des deux sœurs, Louise-Thérèse et Marie-Jeanne de Poix, mariées respectivement à Jean-Vincent Caruel et Pierre-Antoine Robillard, persiste à travers les idéaux politiques de leurs enfants. Ainsi, Félix-Louise Caruel, la femme de Siméon-Bonnesœur, le régicide, fit-elle baptiser leur fille Rose par un prêtre réfractaire, le curé d'Yvrandes. La mère de Théodore Géricault recevait chez elle des avocats « hostiles aux doctrines des philosophes ».

Cette famille qui semble soudée et unie face aux épreuves (Georges-Nicolas Géricault interviendra en 1816 auprès de Decazes pour que son beau-frère Siméon Bonnesœur, signataire des Actes additionnels, soit relativement épargné par les mesures de rétorsion décidées par la seconde Restauration à l'égard des traîtres à la monarchie) va vaciller lorsque les événements s'accélèrent. A la mort de Géricault, nous voyons réapparaître la famille Clouard, jusque-là fort discrète, par l'intermédiaire du fils Paul qui va prendre

sous sa coupe Georges-Nicolas et l'amener à modifier son testament pour amputer l'héritage qui devait revenir à Georges-Hippolyte. Il fit mentionner par Georges-Nicolas cet alinéa : « Je donne et lègue au fils de M. le baron Caruel de Saint-Martin [il s'agit de Paul Caruel] qui a été tenu sur les fonds baptismaux par mon fils que j'ai eu le malheur de perdre, une médaille en or à l'effigie du roi Louis XVIII que mon fils a reçue en 1819 lors de l'exposition au Salon de son tableau de la Méduse. Je prie M. Caruel de Saint-Martin et son fils, mon neveu, de voir dans ce legs un souvenir bien tendre de mon affection pour eux. »

On ne saurait être plus cynique. Sans doute, l'effigie de Louis XVIII (encore une tête qui fait intrusion dans cette histoire) vient-elle suggérer quelque revers de médaille !

Et la boucle lentement se referme. Cette médaille obtenue par Géricault au Salon de 1819 fut la cause de son désespoir. Il était convaincu (c'était être un peu naïf) que l'Etat achèterait sa peinture. Et pourquoi donc aller faire maintenant présent à Jean-Baptiste Caruel de ce maigre lot de consolation qu'avait pu être cette médaille, si ce n'est pour lui retourner le compliment ? Comment imaginer que cette marque d'attention ne serait pas perçue comme une belle provocation ?

Mais l'acte de malveillance peut être plus perfide encore. Toutefois ce geste a le mérite d'ouvrir une piste, piste périlleuse, certes, mais qui donne du sens à tous ces morceaux d'histoire mis bout à bout, à tous ces fragments de vie. Là, toutefois, nous entrons, comme le suggérait Anne Bertrand, dans le « domaine des suppositions extravagantes ». (5)

Le geste de Paul Clouard est porteur de sens dans la mesure où il remet

en scène Le Radeau de la Méduse. Nous savons quelle minutie Géricault a apportée à l'élaboration de son œuvre monumentale, l'énergie considérable qu'il a déployée pour faire tenir debout son affaire. Et c'est à partir de là que, pour lui, tout bascule. Le naufrage de la Méduse va devenir le sien. Et le mot de Louis XVIII à l'ouverture du Salon, sous forme de trait d'esprit, (« Monsieur, vous venez de faire là un naufrage qui n'en est pas un pour son auteur ») n'en est que plus troublant.

Le Radeau de la Méduse : une œuvre politique. Sans doute. Mais la politique se joue aussi dans la sphère de l'intime. Les attaches du passé ne comptent plus, les compromissions non plus. Géricault dit ce qu'il a sur le cœur. Il règle ses comptes. Ceux à qui le message s'adresse n'ont pas besoin de croquis. Périssse l'auteur d'un tel forfait. Paul Clouard pointe peut-être la responsabilité de Jean-Baptiste Caruel dans la dégringolade de son neveu.

La société Robillard, oncle et neveu et Cie, créée sous la Convention, est une manufacture de tabac. L'entreprise florissante assure la fortune de la famille Robillard-Caruel qui réinvestit l'argent dans de grandes propriétés agricoles, des châteaux et des hôtels particuliers. Or, le tabac est une denrée coloniale. Il participe des échanges du commerce triangulaire, lui-même tributaire de la traite des Noirs. Des manufacturiers du tabac, les Monneron avec lesquels la famille Caruel était en relation avaient des intérêts dans des bateaux chez un armateur de Saint-Malo. Le monde des affaires sous l'Empire n'a guère d'états d'âme. Napoléon avait réprimé une rébellion fomentée à Saint-Domingue par Toussaint-Louverture et rétabli l'esclavage. A la Société des Amis des Noirs

s'opposait le Comité des députés extraordinaires des manufactures et du commerce de France, la Société de Massiac, du nom de l'hôtel où se tenaient ses séances. C'est cet hôtel, place des Victoires, qui fut le premier siège de la Banque de France. Jean-Baptiste Caruel, de même que Laffitte, Perregaux ou Lecoulteux de Canteleu sont parmi les premiers actionnaires. Cela contribue à tisser de solides liens.

Un faisceau de présomptions que d'aucun tiendront pour des « légendes ». Juste quelques images de l'époque. Des pratiques pourtant communes que celles de la traite, de l'esclavage, des pratiques qui assureraient, disait-on alors, la prospérité de la France. Et ne faut-il prendre au sérieux la formule de Michelet : « C'est la France elle-même, c'est notre société tout entière qu'il embarqua sur ce radeau de la M... Image si cruellement vraie que l'original refusa de se reconnaître. On recula devant cette peinture terrible. » Mais aujourd'hui encore chacun se voile la face. Il ne faudrait pas propager l'image d'un pays colonisateur, exploiteur des ressources minières et humaines, bafouant les droits élémentaires de la personne. Comme si une nation qui s'était constituée sur le principe des droits de l'homme ne pouvait se déprendre de certains comportements ; comme si tout s'originait là, dans ce que l'on voudrait nommer malentendu, mais qui finit par devenir, dans la durée, essence même d'un pouvoir coercitif, vampirique et destructeur. Combat contre la traite des Noirs au XIX<sup>e</sup>... combat des Sans-papiers aujourd'hui... Il n'y a que les lieux d'exploitation et les conditions de l'ignoble trafic qui aient changé. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'Hervé Gauville, cynique, dans Libération, en évoquant ces prises

de position politiques de Géricault, suggère qu'elles sont « tramées sur la toile de fond des voyages », sans doute, ceux qui avaient pour cadre les mers des Tropiques.

## LA MODERNITÉ

### EN PEINTURE

Géricault peintre nous donne la preuve de sa conscience politique, qui est ici lucidité vertigineuse sur les événements et mutations qui s'opèrent. Elle est ce qui enregistre avec le plus de fidélité le prodigieux mouvement de bascule de ce temps.

La fascination pour les scènes de violence qui ont pu nourrir son imaginaire d'enfant, être un des modes d'accès au sublime de l'adulte, devient le vecteur principal et efficace de la mutation picturale. Là où la guillotine tranche dans le vif et, en un clin d'œil, rétablit l'ordre, le pinceau de Géricault, avec la même efficacité (une virtuosité qui s'inscrit dans la fulgurance) fait basculer à la trappe un art académique appliqué à cultiver l'allégorie et la métaphore. Il n'a plus besoin des figures de style, pas plus que de la culture savante et pédante pour exister. Sa peinture est en prise sur le réel, violente comme la situation politique, radicale comme le trait de la lame dans la chair.

Géricault n'a pas été politique uniquement par le choix des thèmes de sa peinture. La rupture formelle qu'il initie est aussi efficace que ses positions de principe. Elles sont toutes deux le fait d'un homme engagé, d'un enragé, aux dires de ses contemporains... un monomane, frère de ceux qu'il s'est complu à dépeindre. Lui n'a jamais suivi qu'une ligne. Peu de ses proches l'ont suivi jusqu'au bout de sa quête, de son entêtement, de sa folie. La peinture lui a donné l'occasion d'en découdre. La vibra-

tion de la touche de L'Officier des chasseurs de la Garde à cheval avait fait vaciller le glacis néo-classique. La lame du fougueux officier avait tranché dans la tradition. L'héroïsme de l'artiste de Salon...

L'apparition de machineries, guillotines, chambres noires, produits de la société industrielle, va transformer la conscience de l'homme. Elles évacuent le geste de la main, la part du subjectif. En suggérant l'égalité de tous face à la machine, ces instruments établissent le principe démocratique. Daniel Arrasse surenchérit : « Mais ultime effet inattendu, en isolant la tête du guillotiné pour la mettre sous les yeux du spectateur, la machine à décapiter devient une redoutable portraitiste, une véritable machine à tirer le portrait ». L'urgence des députés jacobins à se faire portraiturer (ils sont presque tous passés à l'épreuve de la physionotrace préfigurant la photographie : La machinerie de l'instrument, un pantographe muni d'un crayon qui annule la part de l'interprétation) est troublante...

Géricault opère une pareille prise quasi-instantanée sur le réel. Le travail du peintre devient comparable à celui de la guillotine qui fixe les traits humains dans l'expression d'effroi du condamné. Remarquons qu'il présente ces têtes par la tranche, insistant ainsi sur la césure.

Avant l'invention de la photographie, la guillotine se présentait comme la machine idéale pour tirer le portrait (est-ce par hasard si l'obturateur des appareils réflex est dit « à guillotine ») : le choc de la lame et la brutalité de l'acte. Ce qu'elle détache est pris sur le vif. Elle renvoie à une image naturelle. Les portraits de guillotines sont présentés dans une nudité totale, comme ceux des monstres ou des fous. Le tranchant de la lame

isole le corps social et ne laisse que la tête animale. L'étude de ces masques hors norme devait permettre d'établir une morphologie de la déviance. Charlotte Corday, en exprimant en prison son désir de faire faire son portrait n'avait-elle pas formulé le désir de « fournir matière à réflexion à ceux qui sont curieux de la physionomie des criminels ».

La démarche de Géricault face aux monomanes n'a d'autre ambition que de fixer, dans cette position oblique du regard qui se défile, le trouble qui constitue le signe le plus tangible de la folie. Il procède par abstraction de lui-même, un effacement qui signale toute l'importance de la révolution

qu'il opère. Le quasi-automatisme de la machine implique la répétition, le travail en série. Géricault, en peignant la série des monomanes, obéit à une même logique : la tentation de l'exhaustivité. Le processus de création ne s'arrêterait pas devant la prodigieuse diversité des types. En lieu et place du spectaculaire, de ce qui fait événement dans la peinture classique, il aborde la banalité, ce qui est de l'ordre du commun, du trivial.

Ainsi, la mise en perspective de plusieurs types d'œuvres au moment où il peint *Le Radeau de la Méduse*, peinture d'actualité porteuse des mêmes codes que la peinture d'histoire, et les *Fragments anatomiques*,

permet de cerner la difficulté à faire affleurer la nouveauté. L'urgence du débat idéologique impose des formules anciennes. La violence de la déchirure ranime des images enfouies et abruptes. Mais avec le recul, il apparaît que la radicalité des « fragments » apporte une réponse claire et cinglante à la mise en question de la représentation qu'ont provoquée les mutations d'ordre politique. Sans doute est-ce par cette peinture des morceaux que Géricault nous fait basculer, avec le plus de célérité et d'à propos, dans la modernité.

n

Notes

(1) Philippe Dagen. « La Vérité en peinture »  
Le Monde 11 novembre 1991. Lorenz Eitner,  
Géricault, sa vie, son œuvre, Paris, Gallimard,  
1991.

(2) Jacques de Caso, « Géricault, David  
d'Angers, le Monument à l'Emancipation et  
autres objets ou figures du racisme roman-  
tique ». Albert Boime. « Géricault's African  
Slave Trade and the Physionomie of the op-  
pressed ». Actes du colloque Géricault au  
Louvre, 1991. La Documentation française.  
1996. tome 2.

(3) Nina Athanassoglou-Kallmyer. « Géri-  
cault : politique et esthétique de la mort. »  
Actes du colloque Géricault. tome 1.

(4) Joanna Szczepinska-Tramer. « Re-  
cherche sur les paysages de Géricault. »  
Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art  
français. 1973.

(5) Anne Bertrand. Beaux-Arts Magazine.  
Octobre 1991.